NUMÉRO SPÉCIAL || LE MONDE QUI CHANGE
100 PAGES DE REPORTAGES ET D'ANALYSES

L'actualité

LA BATAILLE POUR SAUVER LE QUÉBEC

UN RÉCIT EXCLUSIF DES DESSOUS DE LA CRISE

PAR ALEC CASTONGUAY

MAI-JUIN 2020

Mai-juin 2020 | vol. 45, N° 05

EN COUVERTURE

24

LA BATAILLE POUR SAUVER LE QUÉBEC

Un récit exclusif des dessous de la crise.
PAR ALEC CASTONGUAY

COUVERTURE: EMILIE NADEAU POUR L'ACTUALITÉ

DOSSIER

38

LE MONDE QUI NOUS ATTEND

40

Plus rien ne sera pareil

La pandémie remet en question la mondialisation, redonne un élan à l'État-providence et rebrasse les cartes du grand jeu mondial.

44

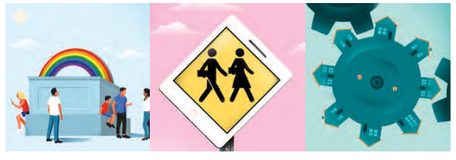
Reconstruire la maison

Quand viendra le temps de rebâtir l'économie du Québec, l'occasion sera belle de le faire sur de nouvelles fondations.

48

Mieux armer nos systèmes de santé

Pour améliorer notre réaction aux futures épidémies, il faudra les détecter plus efficacement et être prêts avant même qu'elles ne frappent.



53

Se relever du choc

Aider les personnes à surmonter les séquelles psychologiques que la crise aura laissées sera crucial pour remettre nos sociétés en marche.

58

Bâtir la télé-école

Le réseau scolaire québécois n'était pas préparé à faire l'école à distance. Il devra se rattraper, car l'école telle qu'on la connaissait ne reviendra pas de sitôt.

63

Le télétravail arrive pour de bon

Confinement oblige, la moitié des travailleurs se sont vus forcés de bosser de la maison. Et ils y ont pris goût.

68

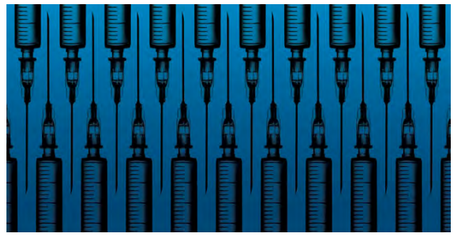
Votre portefeuille a attrapé la COVID-19 ?

Bonne nouvelle : il s'en remettra.

74

Comment vaincre le coronavirus

Des chercheurs de partout sur la planète se mobilisent pour trouver un traitement ou un vaccin afin d'enrayer la pandémie. Voici trois initiatives québécoises qui permettent de comprendre la complexité de la longue lutte en cours.



82

Le deuil au temps de la pandémie

Comment faire son deuil d'un être cher à qui on n'a pu dire au revoir et à qui on ne peut offrir de funérailles dans un avenir immédiat ? Pour ceux qui ont perdu un proche pendant la pandémie, trouver la réponse à cette question est aussi difficile que douloureux.

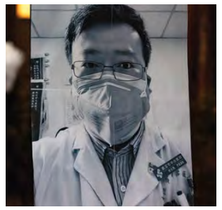
CHAQUE MOIS

7

L'édito

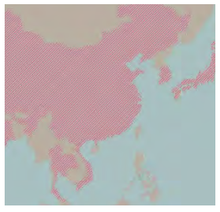
13

Les brèves



14

Décryptage
UNE CRISE MONDIALE

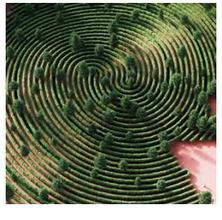


91

L'auteure du mois
ARIÈLE BUTAUX

97

En commençant par la fin



CHRONIQUES

22

Politique
PAR CHANTAL HÉBERT

36

Économie
PAR PIERRE FORTIN

66

Société
PAR MARIE-FRANCE BAZZO

72

Santé
PAR ALAIN VADEBONCŒUR

80

Science
PAR PHILIPPE J. FOURNIER

86

Champ libre
PAR DAVID DESJARDINS

96

Mathieu vous répond
PAR MATHIEU CHARLEBOIS

La maladie à coronavirus (COVID-19)
cause une infection respiratoire
pouvant comporter les symptômes suivants :

Fièvre

Toux

Difficultés respiratoires

Se protéger, ça sauve des vies.

Toussez dans votre coude

Jetez vos mouchoirs

Lavez vos mains

2m
Gardez vos distances

Restez à la maison

Québec.ca/coronavirus

1 877 644-4545

Votre gouvernement

Québec

PHOTO : DAPHNÉ CARON POUR L'ACTUALITÉ ; STYLISME : CLAUDE LAFRAMBOISE ; STYLISTE ADJOINTE : SOPHIE FORGET ; VÊTEMENTS : LA BAIE D'HUDSON

L'édito du rédacteur en chef

Le temps d'apprendre

Nous avons fait la brutale connaissance d'un nouveau voisin très envahissant. Il a débarqué sur notre planète sans crier gare et il a, comme nous avant lui, trouvé le moyen d'y survivre et d'y prospérer.

C'est à nous maintenant d'apprendre à être plus futés qu'un virus. Beaucoup de connaissances restent à acquérir, et pas juste en laboratoire, où la quête d'un vaccin pourrait prendre jusqu'à 18 mois.

La société tout entière est présentement une vaste école. Il nous faut trouver comment mener nos vies avec bonheur, tout en laissant le moins de chances possible à ce foutu virus de nous gâcher, sinon détruire, l'existence.

On peut se pardonner d'avoir le vertige, la trouille même. Il est où, le mode d'emploi de ce monde sens dessus dessous dans lequel ce coronavirus nous a projetés sans nous prévenir, et encore moins nous demander notre avis ? Nous sommes tous des recrues qui doivent apprendre à vivre en temps de pandémie.

Ce vaste exercice d'apprentissage sera d'autant plus ambitieux selon la réponse que chacun voudra apporter à cette question : que puis-je faire pour m'aider, mais aussi pour aider mon voisin, ma communauté ? L'État seul ne pourra pourvoir à tous les besoins en ces temps inédits.

Nous avons tous terminé le premier cours obligatoire : Vivre en confinement 101. Les premiers jours n'ont pas été faciles. On s'est chamaillés pour du papier de toilette, comme si l'avenir de l'humanité en dépendait. C'était somme toute divertissant, quand on y repense.

On fait du mieux qu'on peut depuis pour s'adapter. On apprend à se créer de nouvelles joies (chercher des arcs-en-ciel), à redécouvrir d'anciens bonheurs (les photos d'enfance sur Facebook), à apprivoiser de nouveaux chagrins (ne pouvoir serrer parents et petits-enfants dans nos bras).

Nous avons commencé le très attendu cours Déconfinement 101. Apprendre à se tenir à deux mètres des autres et à porter un masque, c'est le plus facile. Dans Déconfinement 201, 301 et même 401, nous allons apprendre à composer avec des règles et des contraintes qui ne seront les mêmes ni d'une région du Québec à une autre, ni d'une personne à une autre, ni même d'une semaine à une autre.

Et, en cas d'échec, il va falloir qu'on se retape Confinement 101. Avec les beaux jours, la tentation de sécher les cours sera immense. Mais les mauvais élèves sont prévenus : c'est toute la classe qui sera recalée par leur faute. Ça pourrait barder sur le trottoir après l'école…

La note de passage pour cette série d'ateliers est sujette à changement. On la croyait égale à la proportion de Québécois qui, de façon progressive, devaient attraper la COVID-19 pour que l'on atteigne cette fameuse immunité collective, si tant est qu'elle existe. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) rappelle qu'aucune preuve scientifique ne l'a confirmée à ce jour.

L'échec est toutefois assuré si la maladie se remet à galoper à une vitesse telle qu'il y aura débordement de gens gravement atteints dans les hôpitaux. Il va falloir trouver des outils efficaces pour mesurer la progression de la contamination, et nous sommes loin d'être les seuls sur la planète à vouloir mettre la main sur les tests nécessaires. La « pénurie » de papier de toilette était de la rigolade à côté de ça.

Afin de passer cette épreuve avec courage, il est fortement recommandé de nous inscrire, si ce n'est déjà fait, à la série Immunité psychologique 101, 201 et 301. Cette formation nous aidera à apprendre à faire la paix avec le chaos, l'incertitude et, dans les ateliers plus avancés, notre propre mortalité et celle de nos proches.

Dans Immunité psychologique 101, nous apprendrons à lâcher prise. Notre vie pré-COVID reviendra peut-être, mais pas avant un grand bout ! Aussi bien profiter des conseils des experts invités, comme Sonia Lupien, du Centre d'études sur le stress humain de l'Institut universitaire en santé mentale de Montréal. Son mantra : « Les gens qui vont s'adapter seront ceux qui se sortiront le mieux de cette crise. »

L'actualité

Rédacteur en chef **Charles Grandmont**
Rédactrice en chef adjointe **Claudine St-Germain**
Directrice artistique **Edith Pelletier**
Chef du pupitre numérique **Mathieu Carbasse**
Chef du bureau politique **Alec Castonguay**
Reporters **Marie Boule, Marie-Hélène Proulx, Marc-André Sabourin**
Rédactrice principale **Josée Désaulniers**
Chef du pupitre linguistique **Karine Picard**
Réviseure-correctrice **Jacqueline Bastarache**
Rédactrice-réviseure **Chantal Tellier**
Coordonnatrice à la rédaction **Julie Duguay**
Chef de pupitre numérique adjointe **Camille Payant**
Concepteurs graphiques **Johan Batier, Valérie Beaulieu, Marie-Josée Forest**

Collaborateurs **Michel Arseneault, Julie Barlow, Marie-France Bazzo, Diane Bérard, Valérie Borde, Arièle Butaux, Mathieu Charlebois, Jocelyn Coulon, Julien David-Pelletier, David Desjardins, Simon Diotte, Pierre Fortin, Nadia Fournier, Philippe J. Fournier, Isabelle Grégoire, Chantal Hébert, Rafael Jacob, Maxime Johnson, Gary Lawrence, Marie-Sophie L'Heureux, Camille Lopez, Jérôme Lussier, Stéphane Mailhiot, Jean-Benoît Nadeau, Annick Poitras, Guillaume Roy, Léa Stréliski, Alain Vadeboncœur**

PRODUCTION
Directrice **Julie Lafrenière**
Coordonnatrice à la production **Sophie Privé**
Production Web **Sébastien Groleau, Emmanuel Laverdière**
Coordonnateur technique **Frédéric Sauvé**

VENTES PUBLICITAIRES (Mishmash Média)
Directrice de la stratégie et de l'idéation **Sarah Meublat**
Spécialiste, Solutions de contenu et Créativité média **Olivier Guindon**

VENTES PUBLICITAIRES NATIONALES (MediaTonik)
Bureau de Montréal
Cofondateur et associé **Guillaume Bédard**
Bureau de Toronto
Cofondateur et associé **Nicolas Faucher**

MISHMASH

Président-directeur général — Mishmash Média **Nicolas Marin**
Vice-président à la direction **Charles Grandmont**
Vice-présidente, Stratégie et Développement d'affaires **Delphine Poux**
Contrôleuse financière **Marie-Ève Besner**
Gestionnaire, Technologie et Innovation **Edouard Joron**
Directrice des audiences **Rosalie Granger**
Conseillères stratégiques **Carole Beaulieu, Catherine Louvet**

L'actualité, fondé en 1976, est publié 12 fois par année* par Mishmash Média inc.
606, rue Cathcart, bureau 1030, Montréal (Québec) H3B 1K9

© 2020 Mishmash Média inc. Le contenu du magazine ne peut être reproduit sans autorisation écrite. Dépôt légal 3e trimestre 1976 — Bibliothèque nationale du Québec.
Répertorié dans Canadian Periodical Index et dans Repère, ISSN-0383-8714.

L'actualité est membre du Conseil de presse du Québec, de l'Association québécoise des éditeurs de magazines, de Magazines Canada et de Vividata.
Distribué par Messageries Dynamiques.

* La fréquence peut être modifiée sans préavis.

Convention de la poste-publications : N° 43362040.

POUR NOUS JOINDRE

RÉDACTION
redaction@lactualite.com

ABONNEMENTS
abonn@lactualite.com
1 800 361-6670

VENTES PUBLICITAIRES
514 848-1112, poste 3338
ventespub@mishmash.ca

VENTES PUBLICITAIRES NATIONALES
514 887-9575
info@mediatonik.ca

SERVICES AUX ABONNÉS

Pour vous abonner
lactualite.com/abonnement ou
1 800 361-6670
Prix au numéro en kiosque : 8,95 $

ABONNEMENT TOUT COMPRIS
Versions papier, tablette, téléphone et ordinateur
1 an : 49,97 $
98 $ aux États-Unis ; 107 $ autres pays.
Taxes en sus.
Mensuel : 4,99 $, taxes en sus

ABONNEMENT NUMÉRIQUE
Tablette, téléphone et ordinateur
1 an : 29,99 $, taxes en sus
Mensuel : 3,99 $, taxes en sus

PROGRAMME PÉDAGOGIQUE
Tarif pour les enseignants de 2 $ par exemplaire. Pour plus d'informations, consultez lactualite.com/pedagogique

POUR GÉRER VOTRE COMPTE D'ABONNÉ
Payer votre facture, effectuer un changement d'adresse :

SITE INTERNET (sécurisé)
lactualite.com/profil

COURRIEL
abonn@lactualite.com

TÉLÉPHONE
1 800 361-6670
(Du lundi au vendredi de 8 h à 20 h et le samedi de 10 h à 17 h)

PAR LA POSTE
606, rue Cathcart, bureau 1030
Montréal (Québec) H3B 1K9

ENGAGEMENT ENVERS NOS ABONNÉS
À l'occasion, des organismes demandent à *L'actualité* s'ils peuvent obtenir une liste totale ou partielle de ses abonnés pour leur faire connaître des produits ou des services susceptibles de les intéresser. Si vous préférez que nous ne donnions pas vos nom et adresse (postale ou électronique), vous pouvez nous en informer en utilisant l'un des moyens de communication cités ci-dessus.

Nous reconnaissons l'appui financier du gouvernement du Canada. | Canada

L'actualité bénéficie du programme d'aide à l'adaptation numérique des entreprises de la presse d'information écrite du gouvernement du Québec. | Québec

LA CRISE DES OPIACÉS DÉLIVRÉS SUR ORDONNANCE VOUS A-T-ELLE AFFECTÉ(E), OU A-T-ELLE TOUCHÉ UNE PERSONNE DE VOTRE CONNAISSANCE? VOUS POURRIEZ BÉNÉFICIER D'UNE INDEMNISATION EN LIAISON AVEC LA PROCÉDURE DE FAILLITE DE PURDUE PHARMA L.P. AUX ÉTATS-UNIS.

SOUMETTEZ VOTRE DEMANDE AU PLUS TARD LE 30 JUIN 2020.

VEUILLEZ LIRE ATTENTIVEMENT CET AVIS. VOS DROITS PEUVENT ÊTRE AFFECTÉS.

DE QUOI S'AGIT-IL?

Purdue U.S.
Si vous pensez avoir subi un préjudice imputable à Purdue Pharma L.P., société en commandite (limited partnership) de droit américain, son associé commandité et ses filiales, y compris Imbrium Therapeutics L.P., Adlon Therapeutics L.P., Greenfield BioVentures L.P., Avrio Health L.P., Rhodes Technologies et Rhodes Pharmaceuticals L.P. (ensemble, « **Purdue U.S.** »), ou à des médicaments opiacés délivrés sur ordonnance de Purdue U.S., comme **OxyContin®**, ou d'autres produits opiacés délivrés sur ordonnance, fabriqués, commercialisés ou vendus par Purdue U.S., vous pouvez déposer une demande d'indemnisation dans le cadre de la procédure de faillite de Purdue U.S. La date limite de dépôt des demandes contre Purdue U.S. est le **30 juin 2020 à 17 h, heure de l'est des États-Unis**.

Purdue Canada
Purdue Pharma (Canada), Purdue Frederick Inc. (Canada) et Purdue Pharma Inc. (Canada) (ensemble « **Purdue Canada** ») ne sont pas des débiteurs et ne sont pas incluses dans la procédure de faillite de Purdue U.S. Si votre demande ne vise que Purdue Canada, vous n'êtes pas tenu(e) de déposer ou de soumettre un Formulaire de justification de créance dans la procédure de faillite de Purdue U.S. Certaines demandes et créances visant Purdue Canada demeurent assujetties à un processus canadien d'approbation des règlements actuellement en vigueur.

QU'EST-CE QU'UNE DEMANDE ET QUI PEUT DÉPOSER?

Une « demande » est un droit à réclamer un paiement ou une autre réparation. Vous devez déposer un formulaire de justification de créance de manière à ce qu'il soit effectivement reçu au plus tard à la date limite prévue à cet effet. Ce document peut être déposé par vous, par un tuteur ou par une personne ayant survécu à une addiction ou encore par un parent d'une personne décédée ou invalide. **Tout Formulaire de justification de créance de Demandeur au titre d'un préjudice corporel et toute pièce à l'appui soumise avec un tel formulaire seront hautement confidentiels et ne seront pas rendus publics**. Vous n'avez pas besoin d'un avocat qui déposera une justification de créance pour vous.

En outre, les sociétés de personnes et de capitaux, les filiales communes, les fiducies, les entités publiques et les institutions publiques ou bandes des premières nations et autochtones peuvent également déposer une justification de créance contre Purdue U.S.

Consultez **www.PurduePharmaClaims.com** pour afficher une liste complète d'instructions relatives aux modalités de dépôt de demande. Vous y trouverez également une liste des opiacés fabriqués, commercialisés ou vendus par Purdue U.S.

Vous devriez déposer une Justification de créance même si un règlement est envisagé dans la procédure de faillite de Purdue U.S. pour que votre demande puisse être prise en compte dans le cadre de tout règlement. Vous devriez également déposer une Justification de créance même en cas de règlement d'action de groupe imminent en liaison avec votre demande.

QUI EST CONCERNÉ ET QUELS SONT MES DROITS?

Si vous pensez avoir subi un préjudice dû à des médicaments opiacés délivrés sur ordonnance de Purdue U.S., vous êtes en droit de déposer une demande même s'il est possible que vous ayez également été remboursé(e) par une assurance. Au nombre des demandes susceptibles d'être déposées dans le cadre de la procédure de faillite de Purdue U.S. figurent notamment celles pour décès, addiction ou dépendance, perte de rémunération, perte d'avantage lié à une relation conjugale, tel que le fait d'élever des enfants ou de profiter de l'existence, etc., ou un syndrome de sevrage du nouveau né. (parfois désigné sous son acronyme **SSNN**).

La date limite de dépôt des demandes contre Purdue U.S. est le 30 juin 2020 à 17 h, heure de l'est des États-Unis. Si vous ne déposez pas de demande visant Purdue U.S. au plus tard à la date limite prévue à cet effet, vous perdrez le droit de déposer une demande contre Purdue U.S., ainsi que tout droit à paiement ou réparation dont vous pouvez disposer sur la base de Formulaires de justification de créance, d'une liste d'opiacés produits, commercialisés ou vendus par Purdue U.S. ; les instructions relatives aux modalités de dépôt de demande peuvent être consultées en ligne à l'adresse suivante : **www.PurduePharmaClaims.com**. Vous pouvez également demander un formulaire de demande par courriel ou par téléphone :

Purdue Pharma Claims Processing Center c/o Prime Clerk LLC
850 Third Avenue, Ste. 412, Brooklyn, NY 11232 - États-Unis

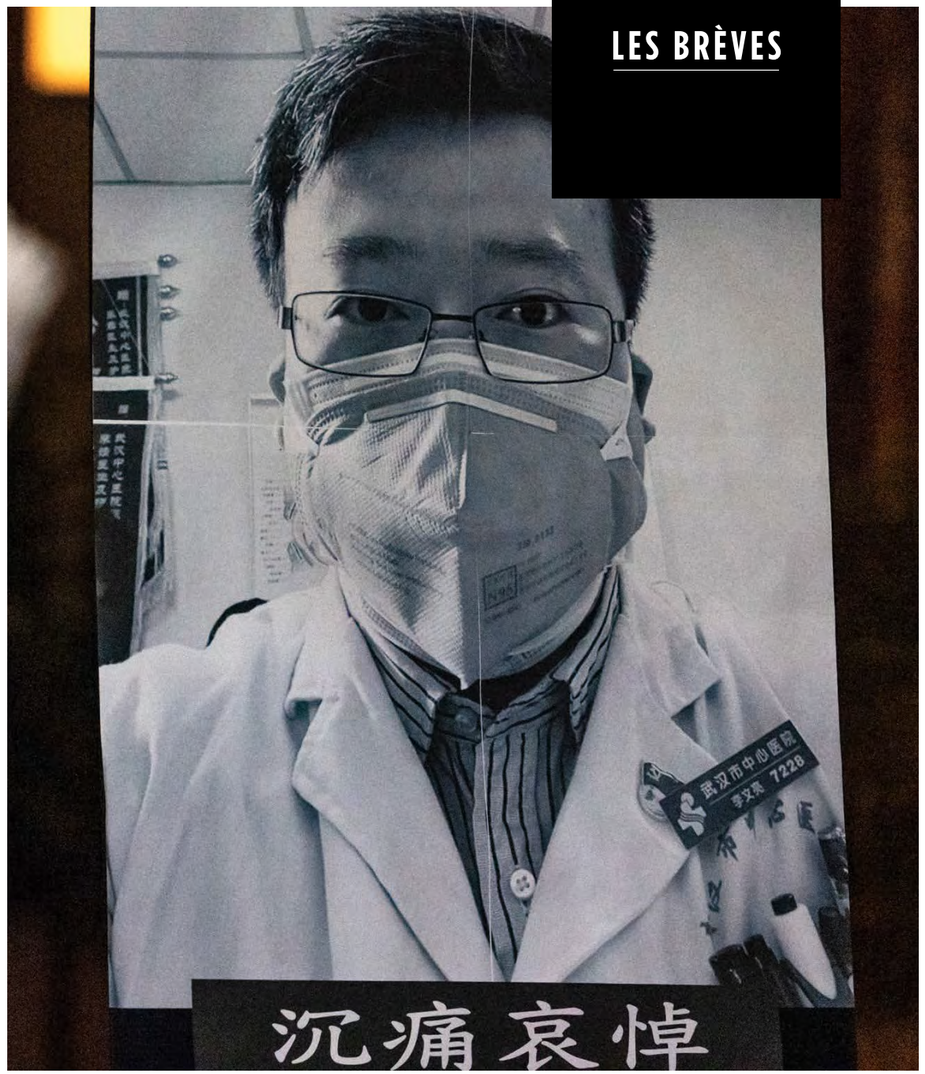
Courriel: purduepharmainfo@primeclerk.com
Téléphone: 1.844.217.0912

CE DOCUMENT EST UN SIMPLE RÉSUMÉ.

Pour en savoir plus sur la procédure de faillite de Purdue U.S., consulter la Foire aux questions, des Formulaires de justification de créance, des exemples de préjudice corporel ou d'autres demandes susceptibles d'être introduites, les instructions concernant les modalités de dépôt de demande et d'autres documents importants, au nombre desquels les Avis de date d'expiration, allez sur **www.PurduePharmaClaims.com** ou appelez le 1.844.217.0912. Pour en savoir plus sur les procédures de reconnaissance en cours au Canada en relation avec Purdue U.S., consultez https://www.ey.com/ca/purduepharma ; vous y trouverez des renseignements et des documents importants.

PurduePharmaClaims.com, Téléphone: 1.844.217.0912.

LES BRÈVES



ANTHONY KWAN / GETTY IMAGES

Le premier héros

Li Wenliang avait 33 ans et était ophtalmologiste à Wuhan, en Chine. Le 30 décembre 2019, il a alerté ses collègues à propos d'un mystérieux virus qui lui paraissait semblable au SRAS, ce qui lui a valu d'être arrêté et accusé de répandre de fausses rumeurs. Il avait bien sûr raison : ce coronavirus était sur le point d'infecter la planète entière. Cruauté du sort, Li Wenliang est décédé un mois plus tard, après avoir lui-même contracté la COVID-19. Son histoire, quand elle a été connue, a indigné les Chinois. On voit ici son portrait affiché lors d'une veillée à sa mémoire à Hong Kong, le 7 février. (Claudine St-Germain)

Une crise mondiale

Voici un panorama de la façon dont se vit et se gère la pandémie de coronavirus aux quatre coins de la planète.

par Mathieu Carbasse et Marie Boule

ASIE

CHINE

PEUT-ON ENCORE FAIRE CONFIANCE À LA CHINE ?

Manipulation des recherches scientifiques concernant les origines du coronavirus, censure sur les réseaux sociaux des mots-clés critiquant la gestion du gouvernement, ou encore manque de fiabilité du matériel médical fabriqué en Chine et gestion chaotique de sa livraison… L'attitude de la Chine est loin d'être irréprochable depuis le début de la pandémie. Elle risque de lui faire perdre du crédit dans la course au vaccin qui représente pourtant pour Pékin l'occasion rêvée d'asseoir sa supériorité scientifique et de rehausser son statut international.

SYRIE ET IRAK

TERRORISTES, LAVEZ-VOUS LES MAINS

Après avoir longtemps exhorté ses partisans à attaquer les villes européennes, le groupe armé État islamique conseille désormais à ses membres de ne pas se rendre en Europe et de « rester loin de la terre de l'épidémie ». Il demande aussi aux terroristes malades déjà en Europe d'y rester, et invite ses membres à se couvrir la bouche lorsqu'ils toussent et à se laver les mains régulièrement.

Par ailleurs, l'EI continue de perpétrer des attaques terroristes en Syrie et en Irak. Pour le groupe extrémiste, la pandémie est un « châtiment » divin, ainsi qu'une aubaine pour relancer sa mission. L'organisation a été affaiblie par la mort de plusieurs de ses chefs lors de frappes menées par les forces américaines à l'automne 2019.

INDE

VUE SUR L'HIMALAYA

Comme une éclaircie après un long orage, les nuages de pollution ont fait place à une vue exceptionnelle sur les cimes enneigées de l'Himalaya pour les habitants de l'État du Pendjab, dans le nord-ouest de l'Inde. Au début avril, la chaîne de montagnes a pu être admirée dans un rayon de 200 km pour la première fois depuis plusieurs décennies. Une vue rendue possible grâce à la baisse spectaculaire des niveaux de pollution en Inde depuis l'instauration du confinement de 1,4 milliard d'Indiens, le 22 mars.

CORÉE DU SUD

LES MALADES SUIVIS À LA TRACE

En Corée du Sud, les données personnelles liées aux cas de coronavirus sont rendues anonymes avant d'être largement diffusées. Ainsi, plusieurs applications permettent de suivre le parcours des personnes infectées quasiment en temps réel ou de recevoir une alerte si on se trouve à moins de 100 m d'un endroit fréquenté par une personne contaminée. Certaines municipalités dévoilent même l'emploi du temps des personnes malades ou porteuses du virus, ainsi que leur adresse ou le nom de leur employeur, ce qui peut les rendre très facilement identifiables. Conséquence : selon une étude de l'Université nationale de Séoul, les Sud-Coréens craindraient davantage l'ostracisme en cas d'infection que le virus en lui-même.

JAPON

DES CYBERCAFÉS À LA RUE

Quand le gouvernement japonais a recommandé la fermeture des salles de jeux vidéos et des cafés Internet à partir du 11 avril, des milliers de Japonais se sont retrouvés à la rue. Ces sans-abris vivaient à plein temps dans des cybercafés, qui sont ouverts 24 heures sur 24 au Japon, et qui disposent parfois de douches et de cabines privées. À Tokyo, où les autorités estiment que cette situation touche plus de 4 000 personnes, des chambres d'hôtel ont été réquisitionnées pour les loger pendant la crise.

VIETNAM

LE VIETNAM, PREMIER DE CLASSE

Avec moins de 300 cas et aucun décès à déplorer, le Vietnam a reçu les louanges de la communauté internationale pour sa bonne gestion de la pandémie.

Contrairement à des voisins plus riches, le pays n'était pas en mesure de mener des programmes de tests de masse. Il s'est plutôt concentré sur quelques initiatives efficaces pour limiter la contamination. Les écoles n'ont pas rouvert après les vacances du Nouvel An vietnamien, à la fin janvier, et le 1er février, les liens terrestres et aériens avec la Chine ont été fermés. Des quarantaines ont aussi été instaurées dans certaines provinces accueillant des travailleurs de retour de la ville chinoise de Wuhan, premier foyer d'infection. Surtout, les autorités vietnamiennes ont réagi rapidement, montrant qu'elles avaient retenu les enseignements de l'épidémie du SRAS de 2003.

THAÏLANDE

UN ROI EN BAVIÈRE

Pendant que son pays affronte la pandémie, le fantasque roi de Thaïlande, Rama X, a choisi de se confiner dans un hôtel de luxe de Bavière. Une décision qui a fortement déplu en Thaïlande, mais aussi en Allemagne, notamment en raison de la vingtaine de concubines entourant le souverain.

EUROPE

ROYAUME-UNI

UNE CRISE ROYALE

« Ensemble, nous luttons contre cette maladie et je tiens à vous rassurer que, si nous restons unis et résolus, nous allons la vaincre [...] Des jours meilleurs reviendront : nous serons à nouveau avec nos amis, nous serons à nouveau avec nos familles, nous nous reverrons. » Ces mots sont ceux de la reine Élisabeth II, qui s'est adressée officiellement à la nation britannique le 5 avril dernier pour la quatrième fois seulement en 68 ans de règne (en dehors de ses traditionnels discours de Noël).

FRANCE

AMBULANCES ULTRARAPIDES

Pour transporter les malades d'une région à l'autre et ainsi soulager les hôpitaux les plus touchés par la contagion, la France utilise un moyen de transport inédit : le train à grande vitesse (TGV).

Le premier de ces trains-ambulances a quitté l'Alsace le 26 mars à destination des Pays de la Loire, avec 20 malades à son bord. Les jours suivants, des TGV ont évacué plusieurs dizaines de patients depuis les hôpitaux saturés d'Île-de-France vers des établissements de santé en Bretagne.

Les malades reposent sur des brancards posés sur les sièges recouverts de bâches et sont tous entourés par sept ou huit soignants. Les porte-bagages servent de réserves de matériel, et les voitures-bars ont été transformées en postes de contrôle médicalisés.

Au besoin, la stabilité du TGV permet aux soignants d'effectuer des gestes de réanimation, mais pour éviter tout risque de douleurs lors du déplacement, les patients sont plongés dans un coma artificiel avant le voyage.

ESPAGNE

NATIONALISER LES HÔPITAUX PRIVÉS

En Espagne, en plus du système de santé public, il existe un réseau d'hôpitaux, de cliniques et de laboratoires appartenant au secteur privé. Or, depuis le 15 mars, tous ces prestataires de services de soins sont sous l'autorité de l'État, et ce, pour une durée indéterminée. Une décision sans précédent, annoncée alors que l'Espagne était l'un des pays les plus touchés par la pandémie en Europe.

Cette mesure permet à l'État de réquisitionner le matériel de protection du secteur privé, ainsi que des lits et des espaces qui sont convertis en lieux de soins pour les malades du coronavirus.

ALLEMAGNE

L'EXCEPTION ALLEMANDE

À la mi-avril, le taux de mortalité associé à la COVID-19 était de moins de 2 % en Allemagne, contre plus de 10 % en Espagne et en Italie. Comment l'expliquer ?

L'Allemagne est l'un des pays qui effectuent le plus grand nombre de tests dans le monde (près d'un demi-million par semaine), ce qui fait baisser la proportion de décès par rapport au nombre de cas connus. Mais la qualité du système de santé allemand joue aussi un rôle important. Dès janvier, les laboratoires d'un bout à l'autre du pays ont constitué des stocks de tests de dépistage. L'Allemagne disposait également d'un grand nombre de lits en soins intensifs, 34 pour 100 000 habitants (en comparaison, le Québec dispose de 12 lits pour 100 000 habitants). Enfin, les tests réalisés à grande échelle ont permis d'isoler les porteurs sains et de traiter rapidement les malades, y compris les cas légers.

SUÈDE

LA STRATÉGIE RISQUÉE DE LA SUÈDE

Face à la pandémie, la Suède a adopté une stratégie relativement détendue. Les rassemblements de plus de 50 personnes ont été interdits, mais cette directive exclut des lieux comme les écoles, les restaurants et les centres d'entraînement, qui restent ouverts. Et ce, malgré le fait que le nombre de décès dus à la COVID-19 en Suède est de loin le plus élevé en Scandinavie, soit plus de 1 500 à la mi-avril, comparativement à 180 décès en Norvège et 360 au Danemark. Le gouvernement suédois demeure optimiste quant à la possibilité d'obtenir l'immunité collective grâce à cette stratégie. Un pari risqué, qui témoigne par ailleurs de la grande confiance des Suédois dans leur système de santé.

HONGRIE

LA DÉMOCRATIE MAL EN POINT

Dans le but de lutter plus efficacement contre le coronavirus, le Parlement hongrois a donné au premier ministre Viktor Orbán de nouveaux pouvoirs. Celui-ci peut choisir de prolonger indéfiniment l'état d'urgence en vigueur depuis le 11 mars, sans demander l'aval du Parlement. En plus de permettre au gouvernement de légiférer par ordonnances, la loi instaure également jusqu'à cinq ans de prison pour la diffusion de fausses nouvelles sur le virus ou sur les mesures gouvernementales, alors que les rares médias indépendants du pays font régulièrement l'objet de telles accusations. Cela fait craindre à certains observateurs des droits civils une nouvelle dérive totalitaire du leader d'extrême droite, qui règne avec une main de fer sur la Hongrie depuis 2010.

UKRAINE

LE VIRUS DU SKI

En Ukraine, le coronavirus s'est trouvé un nouveau surnom : « le virus de Courchevel », du nom de la station de ski des Alpes françaises, très prisée par les élites russes et ukrainiennes. Selon les révélations de l'hebdomadaire *Novoïe Vremia,* au moins une juge et cinq députés ukrainiens ont contracté la COVID-19 après avoir participé à des soirées mondaines dans la cossue station de sports d'hiver. Plusieurs hommes politiques de même que des personnalités russes ont confirmé s'y être rendus. Si bien que le maire de Moscou, Sergueï Sobianine, a directement désigné la station alpine comme source de la contagion dans sa ville.

ITALIE

ROBOTS INFIRMIERS

Le personnel de l'hôpital Circolo à Varèse, en Italie, a reçu un renfort inattendu. Six robots acquis par l'hôpital s'activent auprès des malades atteints du coronavirus, vérifiant les paramètres vitaux ou déclenchant des procédures indispensables au maintien de la vie. Leur force : ils ne peuvent être contaminés. Ces assistants médicaux pilotés à distance permettent ainsi aux médecins et aux infirmiers de se protéger et d'économiser des équipements de protection. Et, selon le personnel de l'hôpital, ils auraient un autre atout : ils font sourire les patients. Une option futuriste pour soulager un système de santé éprouvé ?

AMÉRIQUES

ÉTATS-UNIS

L'EXEMPLE DE SAN FRANCISCO

Lorsque London Breed, la mairesse démocrate de San Francisco, a déclaré l'état d'urgence à la fin de février, la ville n'avait pas encore un seul cas de COVID-19 confirmé. Près d'un mois après les premières mesures imposant la distanciation sociale, cette anticipation fait de la ville un exemple de lutte efficace contre la propagation de la maladie aux États-Unis. À San Francisco et dans les autres agglomérations de la baie, la courbe de l'épidémie s'est rapidement aplatie et le système de santé n'a pas été submergé. À la mi-avril, le nombre de cas recensés dans la ville californienne était inférieur à 1 200 et on n'y déplorait que 20 décès, un constat bien moins grave que ce qu'on observe dans des métropoles de taille comparable comme La Nouvelle-Orléans, Détroit, Boston et Washington.

CUBA

CUBA AU CHEVET DE L'EUROPE

Le 22 mars, Cuba dépêchait en Italie une équipe composée de 36 médecins et de 15 infirmiers pour venir en aide au pays européen le plus touché par la COVID-19. Une semaine après, le gouvernement français autorisait l'envoi de médecins cubains dans ses territoires d'outre-mer. Un renfort bienvenu pour les hôpitaux de Guadeloupe, de Martinique, de Guyane et même de Saint-Pierre-et-Miquelon ! Il s'agit pour La Havane d'une occasion supplémentaire de promouvoir sa politique d'influence grâce à l'excellence de sa médecine : sur les 51 membres de l'équipe envoyée en Italie, 30 avaient déjà lutté contre l'épidémie d'Ebola en Afrique de l'Ouest en 2014, à la demande de l'Organisation mondiale de la santé. La présence des médecins cubains à l'étranger (50 000 en 2016) est aujourd'hui supérieure à celle des médecins dépêchés par tous les pays du G8.

GUATEMALA

UN TAPIR ENTRE NOUS

Au Guatemala, les autorités ont pensé aux paysans qui peuvent avoir du mal à se représenter la distance sanitaire de deux mètres à respecter. « Imaginez qu'il y a un tapir entre vous et l'autre personne », dit une affiche de la campagne de prévention.

PANAMA

UN JOUR LES FEMMES, L'AUTRE JOUR LES HOMMES

Face au risque de transmission du virus, le Panama a mis en place une mesure étonnante : autoriser en alternance les sorties des hommes et des femmes. Durant plusieurs semaines en avril, les femmes avaient ainsi le droit de quitter leur domicile les lundi, mercredi et vendredi pour acheter des produits de première nécessité. Les hommes pouvaient, quant à eux, s'aventurer à l'extérieur les mardi, jeudi et samedi. Et le dimanche, tout le monde à la maison ! L'objectif des autorités : limiter le nombre de personnes dans l'espace public.

Le Panama, qui comptait plus de 3 800 cas confirmés et 100 décès à la mi-avril, a pris certaines des mesures les plus sévères de la région pour endiguer le virus. Au plus fort de la propagation de la maladie, un couvre-feu nocturne empêchait les Panaméens de quitter leur domicile entre 17 h et 5 h.

CHILI

PÉRIL À L'ÎLE DE PÂQUES

La pandémie n'a pas épargné l'île de Pâques, l'un des endroits les plus isolés du monde, situé à plus de 3 500 km des côtes chiliennes. Et le maire de Hanga Roa, principale municipalité de l'île, a peur que la situation ne dégénère.

Pedro Edmunds Paoa a donc décidé le 11 mars dernier de fermer l'île. Il a aussi rendu obligatoire le confinement et imposé un couvre-feu de 14 h à 5 h. La population respecte ces mesures à la lettre, mais le maire est inquiet du manque de moyens médicaux sur le territoire. L'île de 7 750 habitants, qui recensait cinq cas à la mi-avril, ne dispose que d'un seul hôpital sans unité de soins intensifs, et une seule liaison aérienne par semaine est désormais offerte.

ÉTATS-UNIS

ANDREW CUOMO COMME PRÉSIDENT ?

Il n'a fallu que quelques semaines au gouverneur démocrate de l'État de New York, épicentre de l'épidémie aux États-Unis, pour se forger une nouvelle popularité. Ses conférences de presse quotidiennes sont devenues des rendez-vous incontournables, même pour la chaîne ultraconservatrice Fox News. Alliant habilement transparence, pédagogie et empathie, le discours d'Andrew Cuomo, 62 ans, tranche avec les revirements de Donald Trump, critiqué pour avoir sous-estimé la dangerosité du coronavirus et pour l'action tardive du fédéral. Dans la presse américaine et sur les réseaux sociaux, des observateurs voient même en cet avocat de formation le véritable opposant à Donald Trump, au point que certains ont évoqué la possibilité qu'il remplace Joe Biden comme candidat démocrate à la présidentielle. Toutefois, il a fermé la porte à cette éventualité.

BRÉSIL ET ÉQUATEUR

L'AMAZONIE LAISSÉE À ELLE-MÊME

Les indigènes de l'Amazonie sont aux prises, depuis le 1er avril, avec les premiers cas de coronavirus. Des chefs de tribu ont interdit l'entrée des étrangers dans les territoires indigènes et, dans tout l'État d'Amazonas, au Brésil, l'usage des embarcations de passagers a été restreint aux services essentiels, comme les services d'urgence médicale.

Les communautés autochtones s'inquiètent du manque d'aide des gouvernements à l'endroit de villages parfois difficiles d'accès. En Équateur, par exemple, aucune mesure n'a encore été définie pour protéger les communautés indiennes, qui regroupent plus de 300 000 personnes.

Les indigènes d'Amazonie sont près de trois millions et forment plusieurs centaines de tribus réparties sur un immense territoire chevauchant neuf pays. Les plus isolés sont particulièrement vulnérables aux infections arrivant de l'extérieur, et la plupart ont peu accès à des services de santé.

BRÉSIL

LE PRÉSIDENT DU DÉNI

Jair Bolsonaro, le président du Brésil, est l'un des seuls dirigeants dans le monde qui continuent de nier la pandémie. Devant l'entêtement de leur chef « coronasceptique », les gouverneurs des principaux États du Brésil ont établi leurs propres mesures de confinement, et des membres de gangs ont même décidé d'imposer eux-mêmes un couvre-feu dans plusieurs favelas.

À la mi-avril, le Congrès brésilien a lancé un ultimatum au président afin qu'il publie les résultats des tests de dépistage qu'il a passés après que 23 personnes qui l'avaient accompagné lors d'une visite aux États-Unis en mars dernier eurent été déclarées positives. Les deux tests du président se sont révélés négatifs.

Le Brésil est le pays le plus touché du continent, avec près de 37 000 cas et 2 400 morts à la mi-avril. Des chercheurs estiment que le nombre de personnes infectées pourrait être 15 fois plus important que ne le disent les chiffres officiels.

AFRIQUE

MAROC

ON VIDE LES PRISONS

Le roi du Maroc, Mohammed VI, a accordé sa grâce à plus de 5 000 détenus pour réduire la surpopulation des prisons et ainsi diminuer le risque qu'elles deviennent des foyers d'éclosion. Les détenus libérés ont été choisis selon leur âge, leur état de santé, la durée de leur détention et leur bonne conduite. Leur libération s'est toutefois faite par étapes, compte tenu des circonstances exceptionnelles associées à l'état d'urgence sanitaire. Par son action, le pays a répondu à l'appel de la haute-commissaire des Nations unies aux droits de l'homme, Michelle Bachelet, qui a demandé la libération urgente de détenus partout dans le monde afin d'éviter que la pandémie ne fasse des ravages dans ces lieux clos.

TUNISIE

LE ROBOT POLICE DE TUNIS

La police de Tunis teste PGuard, un robot conçu par un ingénieur tunisien, qui a pour mission de faire respecter les règles de confinement aux habitants de la ville.

Le robot, qui ressemble à une version réduite de *Curiosity* (l'astromobile qui explore la planète Mars), a été présenté dans une vidéo publiée par le ministère de l'Intérieur tunisien. Piloté par un policier depuis un centre de commandement, il s'approche d'un passant et lui demande de montrer ses papiers, qu'il scanne avec ses yeux-caméras.

La police compte sur PGuard pour se faufiler le long des trottoirs et interroger les Tunisois, qui doivent justifier leurs sorties pendant le confinement.

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

TROIS ENNEMIS À LA FOIS

Début mars, il y avait une lueur d'espoir en République démocratique du Congo : des soignants célébraient la guérison de la dernière patiente atteinte d'Ebola. Cela faisait deux ans que le pays se battait contre la plus récente flambée de cette maladie, qui tue environ la moitié des personnes infectées. Mais, trois jours avant que la victoire ne soit déclarée officiellement, un nouveau cas a été signalé dans la ville de Beni.

Au même moment, le SRAS-CoV-19 faisait son entrée sur le territoire congolais.

Le pays doit désormais combattre trois épidémies de maladies virales : la COVID-19, l'Ebola et la rougeole, qui a tué plus de 5 300 enfants de moins de cinq ans depuis le début de l'année 2019.

La lutte s'annonce rude dans ce pays en proie à l'instabilité et à la violence, un contexte qui a incité des associations humanitaires à quitter les lieux et qui a laissé le système de santé dans un état précaire.

OUGANDA

CAMPS DE RÉFUGIÉS : UNE BOMBE HUMANITAIRE

La pandémie pourrait avoir des conséquences dévastatrices dans les camps de réfugiés. En Afrique, c'est le sort de plus de 10 millions de personnes déplacées et déjà très vulnérables qui inquiète les Nations unies. Les mesures de distanciation physique sont presque impossibles à faire respecter dans les camps et, en cas de confinement, les échanges avec l'extérieur sont limités. Au camp de réfugiés Bidi Bidi, en Ouganda, l'un des plus grands du globe, la faim est devenue une menace tout aussi sérieuse que la pandémie, les 270 000 réfugiés ne pouvant compléter leurs rations avec de la nourriture provenant de l'extérieur. Ailleurs dans le monde, la situation est également critique. Au Bangladesh, 900 000 réfugiés rohingyas répartis dans 34 camps de fortune surpeuplés ont été placés en confinement total dans des conditions d'extrême pauvreté. En Grèce, le camp de Moria, construit pour 3 000 personnes, en accueille aujourd'hui près de 20 000. Chaque jour, ce sont ainsi 160 réfugiés qui utilisent la même toilette et plus de 325 qui se partagent le même robinet, selon Oxfam.

RWANDA

DRONES MESSAGERS

Les autorités du Rwanda ont déployé des drones équipés de haut-parleurs pour porter des messages de sensibilisation à la guerre au coronavirus dans diverses localités éloignées. Le petit pays d'Afrique centrale, qui compte relativement peu de cas de coronavirus jusqu'à présent, est en confinement depuis le 21 mars. Il utilisait déjà les drones pour la livraison de matériel essentiel comme les médicaments.

BOTSWANA

LES RHINOCÉROS PAIENT LE PRIX FORT

Des organisations de protection de la faune s'inquiètent de la recrudescence du braconnage des rhinocéros (une espèce menacée de disparition) depuis que le Botswana et l'Afrique du Sud ont fermé leurs frontières.

La chute du tourisme dans les parcs nationaux pourrait expliquer cette hausse : d'une part, des personnes qui se retrouvent sans revenu se tournent vers le braconnage, et d'autre part, les rhinocéros ne sont plus protégés par la présence des touristes.

D'après le Fonds mondial pour la nature (WWF), une corne de rhinocéros se vendrait plusieurs milliers de dollars sur le marché noir. Les cornes de rhinocéros réduites en poudre sont très prisées en raison de croyances selon lesquelles elles permettraient de faire baisser la fièvre, de vaincre le cancer et d'augmenter la libido.

AFRIQUE DU SUD

UN CONFINEMENT DRACONIEN

L'Afrique du Sud a imposé à sa population l'un des confinements les plus stricts au monde. Les Sud-Africains n'ont pas le droit de sortir pour prendre l'air ou faire du sport. La vente d'alcool, de cigarettes, de vêtements et de tous autres biens jugés non essentiels est considérée comme illégale. Seuls motifs autorisés pour sortir : acheter de la nourriture et se rendre chez le médecin.

Dans les quartiers pauvres, des habitants ont vandalisé des commerces pour se nourrir et de violents heurts ont éclaté avec la police, de sorte que le gouvernement a dû déployer des dizaines de milliers de soldats pour assurer l'ordre.

Si les autorités sont si sévères, c'est notamment parce qu'elles craignent que les Sud-Africains soient particulièrement vulnérables au virus. L'Afrique du Sud est l'un des pays les plus touchés par le VIH et la tuberculose, ce qui fait qu'une proportion importante de la population a un système immunitaire affaibli.

Politique | par Chantal Hébert

Un coup de sonde dans le brouillard

Après l'épisode du verglas au Québec au début de 1998, Lucien Bouchard dominait le paysage politique. Cela n'a pas empêché le Parti québécois, l'automne suivant, de perdre le vote populaire aux mains des libéraux.

Entre les deux, il y avait eu le coup de théâtre du remplacement de Daniel Johnson à la tête du Parti libéral du Québec par Jean Charest.

Des circonstances extraordinaires — à savoir l'urgence d'une contre-offensive fédéraliste pour consolider une victoire référendaire obtenue à l'arraché en 1995 — avaient planté le décor du passage, autrement improbable, d'un chef conservateur fédéral à la direction du PLQ.

Peut-on nécessairement exclure que le paysage politique fédéral post-pandémie ne sera pas redessiné de la même façon d'ici à ce que les électeurs canadiens retournent aux urnes ?

La crise de la COVID-19 a forcé le Parti conservateur à reporter le choix de son prochain chef, prévu pour le 27 juin, à une date indéterminée. Fin mars, bien des conservateurs se désolaient déjà de l'état de la courte liste des aspirants à la succession d'Andrew Scheer.

Même au sein du mouvement conservateur, ni le présumé favori de la course, Peter MacKay, ni son principal adversaire, Erin O'Toole, ne s'imposent comme des personnages incontournables.

Le mois dernier, des voix se sont élevées pour argumenter que les défis inédits que pose la crise de la COVID-19 justifieraient de reprendre la course au leadership à zéro.

Entre les lignes de cet argumentaire, on peut lire l'espoir qu'un retour à la case départ amènerait certaines des grosses pointures qui ont décidé de passer leur tour plus tôt cette année à changer d'idée.

Dans la mesure où la cote d'approbation de Justin Trudeau est en hausse depuis le début de la pandémie, ce serait probablement un pensez-y-bien.

Au fil des semaines, le Parti libéral a repris les devants dans les intentions de vote, grugeant une partie des appuis récoltés par les conservateurs l'automne dernier. Au Québec, le Bloc québécois devance de loin ses rivaux de l'opposition, toutes formations confondues.

Dans les circonstances, il ne manquera sans doute pas de conservateurs pour se dire que le futur chef est encore davantage destiné qu'Andrew Scheer à passer rapidement à la trappe.

DAPHNÉ CARON POUR L'ACTUALITÉ

Il y a des mandats au pouvoir qui, tout en étant restreints dans le temps, drainent autant d'énergie et de capital intellectuel qu'une décennie au gouvernement. Le mandat fédéral actuel est de ceux-là.

Mais en même temps, personne ne peut jurer que Justin Trudeau sera partant pour une troisième bataille électorale ou que, réélu, il resterait à la tête du PLC très longtemps. Et ce, même si ses chances de remporter une victoire majoritaire au prochain scrutin pourraient être plutôt bonnes.

Le premier ministre et son Cabinet — à commencer par Bill Morneau aux finances — s'usent à l'ouvrage depuis des mois. Une fois que sera franchi le tournant espéré de la COVID-19, c'est une côte économique à pic qui attendra le gouvernement fédéral. La pandémie et ses suites vont constituer la toile de fond de la politique publique au Canada pour l'avenir prévisible.

Il y a des mandats au pouvoir qui, tout en étant restreints dans le temps, drainent autant d'énergie et de capital intellectuel qu'une décennie au gouvernement. Le mandat fédéral actuel est de ceux-là.

Il n'est pas question ici de mouvement au sein du PLC en vue de pousser le premier ministre vers la sortie. Pour l'heure, le choix du moment de passer la main appartient donc encore complètement à Justin Trudeau.

Cela n'empêche pas bien des libéraux de se dire que, quoi qu'il arrive, la vice-première ministre, Chrystia Freeland, et (peut-être) l'ancien gouverneur de la Banque du Canada Mark Carney sont en réserve de la nation.

En terminant : normalement, il est difficile de prévoir à quelques mois du déclenchement d'un scrutin quelle en sera l'issue. Dans l'état actuel des choses, la prospective politique se résume à autant de coups de sonde dans le brouillard. Il en va de même de ce qu'on peut apercevoir dans le rétroviseur politique.

Ainsi, si des élections fédérales avaient eu lieu en pleine affaire SNC-Lavalin le printemps dernier, c'est sans doute Andrew Scheer qui se retrouverait à piloter tant bien que mal dans la tempête de la COVID-19.

Même si la vaste majorité des électeurs ne regrettent pas sa défaite, on ne saura jamais si le chef conservateur aurait été à la hauteur des événements.

D'autres leaders politiques malaimés et relativement inexpérimentés — comme le premier ministre ontarien, Doug Ford — ont réussi à dépasser largement les attentes de leurs électeurs depuis le début de la crise. La cote d'approbation de M. Ford en Ontario est même supérieure à celle de son homologue conservateur Jason Kenney en Alberta. ◘

LA BATAILLE POUR SAUVER LE QUÉBEC

par Alec Castonguay

HORACIO ARRUDA

ressent un grand trac au moment de se présenter au bureau montréalais du premier ministre, rue McGill, en ce lundi après-midi du 9 mars. Lui qui a longtemps hésité dans sa jeunesse entre le théâtre et la médecine sait qu'il doit offrir la prestation de sa vie. « Je devais être bon, convaincant, parce que le virus n'allait pas me laisser une deuxième chance », raconte l'homme de 59 ans.

Le directeur national de la santé publique depuis 2012 n'a jamais rencontré François Legault avant de s'installer dans un fauteuil noir, à la longue table de conférence en bois autour de laquelle prennent également place le premier ministre, ses plus proches conseillers, de hauts fonctionnaires et la ministre de la Santé, Danielle McCann. La douzaine de personnes bavardent tranquillement, s'échangeant des blagues sur la façon de se saluer avec le coude depuis qu'un nouveau coronavirus est apparu sur les radars des épidémiologistes, d'abord en Chine, puis lentement ailleurs en Asie et en Europe… L'ambiance est détendue. Trop au goût de Jonathan Valois, le chef de cabinet de la ministre de la Santé, qui est au parfum de ce que le directeur de la santé publique s'apprête à leur dire.

Jusque-là, la menace du coronavirus était faible au Québec. Néanmoins, les hauts fonctionnaires du ministère de la Santé avaient commencé, le 10 février, à mettre à jour le plan d'urgence élaboré lorsqu'ils anticipaient l'épidémie de grippe H1N1, en 2009. Tout y était : délestage des hôpitaux pour augmenter la capacité de traitement, désignation des cliniques de dépistage, sélection des établissements qui allaient recevoir les premiers cas…

Plus tôt ce matin-là, en marge d'une annonce sur la santé mentale, François Legault, rentré de quelques jours de vacances, avait évoqué la possibilité d'utiliser une petite portion de la réserve de stabilisation de 13 milliards de dollars du gouvernement si les perturbations économiques mondiales liées au coronavirus touchaient la province plus fortement que prévu. Mais il n'était « pas question de fermer le Québec », avait-il lâché, confiant.

Quelques heures plus tard, peu avant que tout le monde s'assoie autour de la grande table, Jonathan Valois se penche à l'oreille de Stéphane Gobeil, le rédacteur de discours et conseiller spécial du premier ministre. « Vous n'aimerez pas ce que vous allez entendre », le prévient-il.

L'air grave, le Dr Arruda s'éclaircit la voix avant d'entamer son allocution. Il annonce que le virus est entré au Québec et que le gouvernement aura de grosses décisions à prendre, qui lui paraîtront nettement exagérées à première vue, mais qu'il s'agira du seul moyen d'éviter « un scénario à l'italienne ».

Sur l'autre continent, surpris par la virulence de la maladie et la rapidité de la contagion, les hôpitaux italiens débordent depuis quelques jours. Les intensivistes n'ont pas assez de respirateurs artificiels pour traiter tous les patients. Ils doivent choisir, déchirés, à qui ils vont tenter de sauver la vie. Or, le système de santé du nord de l'Italie est l'un des meilleurs d'Europe, avec un nombre de lits par habitant plus élevé qu'au Québec, explique Horacio Arruda à la petite équipe qui deviendra, dans les jours suivants, le noyau de la cellule de crise. Le réseau de la santé québécois, constamment débordé, est bien plus vulnérable aux secousses.

Avec de grands gestes, le directeur national de la santé publique mime l'importance d'aplatir la courbe de progression de l'épidémie, comme il le fera trois semaines après devant les caméras. Il croit qu'il faudra « fermer l'économie du Québec » et « tout arrêter » plus tôt que tard. « J'espérais encore me tromper, mais je savais qu'on devrait probablement en arriver là », raconte Horacio Arruda à propos des mesures de confinement.

Les visages du premier ministre et de ses conseillers se décomposent. « Quand tu penses que ce sera une petite affaire et que tu te fais dire qu'on devrait tout arrêter, c'est un choc », relate Horacio Arruda, qui avoue, un sourire dans la voix, avoir mis « une certaine émotion » dans sa présentation. « Je me suis étonné moi-même ! Je ne voulais pas attendre que des gens meurent et que notre système de santé perde sa capacité d'intervention. »

Au terme de son discours de 15 minutes, un silence lourd s'abat sur la salle de conférence. « Il a fait le *pitch* de sa vie, rapporte Jonathan Valois. Ç'a été le "Horacio Show". Il a probablement sauvé des milliers de vies ce jour-là. »

Martin Koskinen, le chef de cabinet de François Legault — son principal stratège, mais aussi son ami et confident —, aime rappeler à ses collaborateurs qu'ils doivent « défier le pouvoir », le sien comme celui du premier ministre, s'ils sont convaincus de ce qu'ils pensent. « Ce jour-là, Horacio l'a fait », soutient Jonathan Valois.

Dehors, les nuages s'apprêtent à déverser un torrent de pluie qui se transformera en verglas. Les médias se préparent à couvrir les pannes d'électricité et le budget, qui sera présenté le lendemain. Les enfants sont de retour sur les bancs d'école, après la semaine de relâche. Le Québec ne se doute de rien. Dans les hautes sphères du gouvernement, le plan d'action vient toutefois de brusquement changer. Martin Koskinen est de plus en plus inquiet. « J'avais hâte d'expédier le budget et qu'on passe aux choses sérieuses », se souvient-il.

L'ALERTE EST LANCÉE

Le SRAS-CoV-2 apparaît sur l'écran radar de la Direction générale de la santé publique du Québec le dimanche 12 janvier, lorsque l'Organisation mondiale de la santé (OMS) rend publique la séquence génomique de ce virus qui frappe la ville de Wuhan, en Chine.

« Quand j'ai vu la contagion communautaire en Chine, je me suis dit : "Oh là là ! Si ça sort de là, c'est clair que ça va arriver ici et qu'on va être dans le trouble" », raconte le Dr Arruda, qui a donné son premier cours sur les pandémies alors qu'il se spécialisait en médecine préventive à l'Université de Sherbrooke, en 1988. « Ç'a beau être ma spécialité, c'était théorique. Je ne pensais pas en affronter une ! »

Les spécialistes de la santé publique aiment répéter que la prévention n'est pas un comportement naturel chez l'humain, qui cherche d'abord à se faire plaisir et à combler ses besoins immédiats. Les gouvernements ne sont pas différents : souvent, ils visent eux aussi le court terme. « On a de 6 à 18 mois maximum pour appliquer les changements après une crise, parce qu'après ça, les gens oublient facilement », se désole Horacio Arruda.

La santé publique n'a pas été une priorité budgétaire ces dernières années. Pendant que le financement du ministère de la Santé grimpait de 25 % de 2014 à 2020, celui de la Direction générale de la santé publique chutait de 7 %. La baisse était encore plus marquée avant que le gouvernement Legault n'y injecte quelques millions l'an passé. Son budget de 426 millions de dollars en 2019 ne représente que 1 % du budget total du ministère de la Santé.

Dans les jours suivant la divulgation du séquençage du coronavirus par l'OMS, l'Agence de la santé publique du Canada met sur pied un comité spécial de surveillance de la maladie. Cette vigie de fonctionnaires permet de faire suivre aux ministères de la Santé des provinces l'information transmise aux États, notamment par l'OMS.

Le coronavirus s'invite pour la première fois dans les enjeux du jour au cabinet de la ministre de la Santé le 22 janvier. À la réunion qui, chaque matin, permet d'anticiper les questions des journalistes, les collaborateurs de Danielle McCann se font dire que cinq Québécois qui reviennent de Chine pourraient être infectés — il s'agira de fausses alertes. C'est toutefois un sujet mineur. Le coronavirus ne fait pas les manchettes en Amérique du Nord. Ce qui préoccupe davantage l'équipe, c'est le cas d'un homme qui souhaite que la Régie de l'assurance maladie lui rembourse son Viagra. « La belle époque ! » rigole Jonathan Valois.

Quelques jours après, une note interne explique à la ministre Danielle McCann que les personnes âgées sont plus susceptibles de souffrir de complications et que la maladie se transmet lorsque quelqu'un a des symptômes qui s'apparentent à ceux de la grippe. À ce moment, le virus n'a pas encore livré un de ses pires secrets

EMILIE NADEAU

EN OUVERTURE : François Legault, Martin Koskinen, Guillaume Simard-Leduc (directeur des communications au cabinet du premier ministre), Renée Levaque (adjointe d'Horacio Arruda), Stéphane Gobeil, Michel Léveillé (secrétaire général associé à la communication gouvernementale), Danielle McCann et Horacio Arruda. **CI-DESSUS :** La réunion du 9 mars, où Horacio Arruda a convaincu le bureau du premier ministre d'agir rapidement pour contenir le virus. De gauche à droite : Horacio Arruda, Yvan Gendron, Danielle McCann, Jonathan Valois, Pascale Fréchette (chef de cabinet de la ministre responsable des Aînés et des Proches aidants), Manuel Dionne, Michel Léveillé, Benjamin Bélair (conseiller politique), Claude Laflamme (directrice adjointe de cabinet), François Legault et Martin Koskinen (hors cadre : Stéphane Gobeil).

aux scientifiques : les porteurs asymptomatiques sont contagieux eux aussi. Les experts de la santé publique le confirmeront seulement fin mars. Trop tard pour freiner la propagation dans les CHSLD et les résidences pour aînés.

Le 24 janvier, deux semaines après que l'OMS eut publié ses lignes directrices à l'intention des pays sur la manière de se préparer à ce virus, la division de la sécurité civile au sein du ministère de la Santé, dirigée par le sous-ministre Pierre Lafleur, se réunit pour déterminer quelles seront les prochaines étapes si l'épidémie sort de Chine. Le 10 février, les hauts fonctionnaires révisent ce qui a été planifié à l'époque de la grippe H1N1. « On se prépare tranquillement, au cas, mais ce n'est pas le branle-bas de combat, explique Jonathan Valois. On n'a pas conscience que ce sera gros. »

Le 21 février, les fonctionnaires évaluent la réserve en cas d'épidémie et constatent que les stocks sont bas. Certains masques N95, cruciaux pour le personnel de la santé, ont dépassé leur date de péremption — après cinq ans, l'élastique devenu rigide ne permet plus de fixer les masques correctement. « C'est le danger. Quand il n'y a pas d'épidémie, on oublie. Et quand tu veux acheter des millions de masques ensuite, ça devient difficile », raconte Horacio Arruda.

Commence alors une première chasse aux masques, gants et blouses, qui deviendra planétaire. Mieux vaut tenter de prévenir, car tous les pays étant dépendants des fabricants chinois, il risque d'y avoir flambée des prix et rareté des équipements sur le marché.

Le jour même, soit moins d'une semaine avant que le premier cas de COVID-19 au Québec ne soit confirmé (le 27 février), les établissements de santé de Montréal et de Laval publient un avis de contrat sans appel d'offres. Celui-ci ne laisse aucun doute sur la précarité des stocks de protections médicales. Sous le titre « Situation d'urgence où la sécurité des personnes ou des biens est en cause » suit une courte explication. « Motif : Pénurie mondiale de masques. Les établissements de la santé du Québec ainsi que les premiers répondants n'ont plus de stock. L'acquisition des masques doit se faire le plus rapidement possible sous peine de les perdre au profit d'un autre acheteur dans le monde », peut-on lire. Le gouvernement accepte que les instructions soient uniquement en anglais pour ne pas retarder les achats.

Plusieurs autres établissements du Québec, notamment dans Lanaudière, les Laurentides et l'Outaouais, lanceront pareils appels le 3 mars. Le ministère de la Santé commandera aussi des masques directement à certains fournisseurs.

Les 600 000 masques N95 livrés au Québec à la suite de ces appels à l'aide ne suffiront pas, même s'ils représentent normalement neuf mois de consommation dans le réseau de la santé. Les spécialistes en approvisionnement n'ont pas anticipé la peur des médecins, des infirmières et des préposés dans les premières semaines de la crise, en mars. Inquiet de contracter le virus, le personnel de la santé écoulera l'équipement 10 fois plus rapidement que d'habitude, ce qui fragilisera les réserves et forcera de nouvelles commandes au pire moment, en mars.

Plus tard, tous les États joueront du coude pour les mêmes précieux masques, gants et blouses. Un grand ballet diplomatique et commercial tentera d'éviter que des livraisons déjà confirmées soient détournées vers d'autres pays plus offrants, et de protéger les États d'une contrefaçon d'équipements potentiellement dangereuse. Le gouvernement du Québec devra payer comptant certains fournisseurs ; des cargaisons seront même escortées par des agents de sécurité pour s'assurer qu'elles se rendent à destination. « On n'a jamais été à découvert sur le matériel de protection, mais on a eu chaud. Une chance qu'on avait passé quelques commandes plus tôt », raconte Jonathan Valois. C'est la difficulté à s'approvisionner en médicaments (des sédatifs, entre autres) qui va inquiéter les autorités à la fin avril, comme ailleurs sur la planète.

En cette fin février, au bureau du premier ministre, personne n'a encore la tête au coronavirus. Ce qui retient l'attention, ce sont les blocus ferroviaires des Premières Nations, qui paralysent une partie de l'économie du pays. « On est passé de la crise des barricades à celle de la COVID-19 sans s'arrêter », note Manuel Dionne, 39 ans, le directeur des communications du premier ministre.

Martin Koskinen constate dans ses lectures matinales de journaux que l'Asie est en émoi et que l'Iran, qui a annoncé la présence de ses premiers cas le 19 février, compte ses morts. La Chine, en confinement, a ralenti ses exportations, ce qui a fait baisser les activités au port de Los Angeles de 25 %, lit-il dans le *Financial Times*, qu'il parcourt religieusement. L'équipe Legault redoute d'abord un risque économique, et non pas sanitaire. Stéphane Gobeil est à préparer le discours du budget, qui sera présenté le 10 mars. « Je ne savais pas à quel point faire référence au virus. On partait aux presses [pour imprimer le budget] et j'ai ajouté un ou deux paragraphes. »

Lorsque le premier cas de COVID-19 est confirmé au Québec, le 27 février — une médecin originaire d'Iran qui revient de ce pays —, Horacio Arruda est à Genève, en Suisse, où il doit prononcer à l'OMS une conférence sur la légalisation du cannabis devant un parterre de 5 000 personnes. Il suit sur Internet la conférence de presse de la ministre de la Santé, Danielle McCann, annonçant ce premier cas québécois. Après Genève, ses quelques jours de congé prévus au Maroc seront régulièrement entrecoupés par des entretiens téléphoniques avec son équipe au Québec.

François Legault est aussi en congé pour quelques jours pendant la semaine de relâche. Il devait se rendre aux États-Unis avec son épouse, Isabelle Brais, mais ses conseillers l'ont incité à rester au pays pour réagir advenant une aggravation du problème des blocus ferroviaires. Il revient au travail le 9 mars, journée de la réunion au sommet avec Horacio Arruda.

Trois jours avant cette rencontre avec le premier ministre et ses conseillers, le vendredi 6 mars, le sous-ministre de la Santé, Yvan Gendron, a annulé ses vacances à l'étranger à trois heures de préavis pour commencer à appliquer l'une des mesures du plan d'urgence : la transformation du réseau. Pour affronter la vague potentielle de malades et éviter de se retrouver submergé comme l'Italie, qui s'enfonce alors dans la crise, l'État doit faire de la place dans les hôpitaux. Beaucoup de place. La tâche est titanesque : libérer 8 000 lits dans un réseau saturé qui en compte 18 000.

EMILIE NADEAU

Le trio Arruda-Legault-McCann se dirigeant vers la conférence de presse du 13 mars, où seront annoncés l'état d'urgence sanitaire et la fermeture des écoles et des garderies.

Le bureau du premier ministre ne sait pas qu'une telle opération s'apprête à démarrer — il faudra d'ailleurs une semaine entière de préparation avant que le délestage ne commence.

Lorsque le sous-ministre Yvan Gendron lance la grande opération, il peut compter sur la sous-ministre adjointe Lucie Opatrny pour l'aider à réorganiser un réseau de la santé qui fonctionne déjà au maximum de sa capacité. « C'est une générale d'armée ! Disciplinée, efficace, elle "livre la marchandise" », décrit Jonathan Valois, qui la côtoie sur une base quotidienne depuis le début de la crise.

Pour se préparer au pire, 30 000 interventions chirurgicales jugées moins urgentes sont repoussées, certains traitements contre le cancer sont espacés, et des patients sont progressivement envoyés dans des hôtels réquisitionnés par le ministère de la Santé pour y recevoir des soins légers avant ou après une opération. Les ressources intermédiaires d'hébergement — où l'on envoie des gens en légère perte d'autonomie ou souffrant de problèmes de santé mentale — ainsi que les familles d'accueil pour personnes âgées recevront des patients supplémentaires, tout comme les centres de réadaptation.

En moins de trois semaines, le ministère de la Santé accroît de 50 % sa capacité aux soins intensifs. Des dizaines de nouvelles chambres à pression négative sont construites. Début avril, 1 100 lits de soins intensifs sont disponibles pour les personnes atteintes du virus.

LE PLAN D'ACTION

Le 10 mars, jour de présentation du budget, la cellule de crise du gouvernement sur le coronavirus — la même douzaine de personnes que la veille — prend ses quartiers au troisième étage de l'édifice Honoré-Mercier, ce bâtiment de style Beaux-Arts de quatre étages en pierre de taille, construit au début des années 1920 et qui abrite le cabinet du premier ministre, à côté du parlement. Le discours d'Horacio Arruda, la veille, a produit son effet. On lui aménage un bureau au bout du long corridor de marbre blanc, à l'opposé de celui de François Legault, tout près de celui de Stéphane Gobeil et de sa « fameuse » machine à café, où le fils d'immigrants portugais se ravitaillera chaque jour.

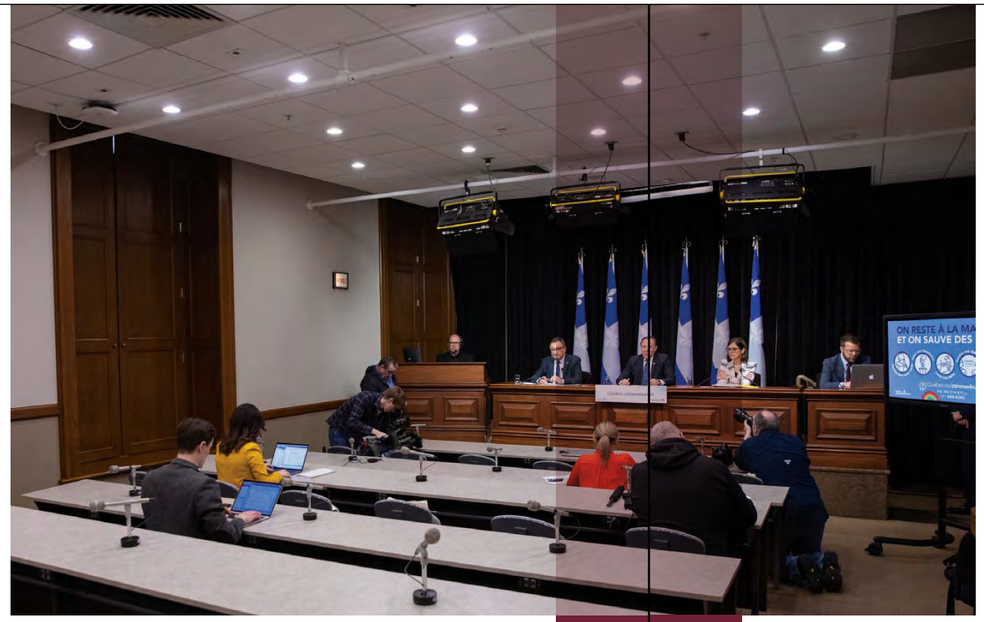
La moitié de l'équipe du premier ministre est envoyée à la maison, en télétravail. Il ne reste qu'un petit noyau de collaborateurs, qui devront dorénavant manger au bureau, petit-déjeuner et souper compris, servis par du personnel qui prend d'extrêmes précautions sanitaires. « On a limité nos contacts avec l'extérieur. Pas question d'aller à l'épicerie », raconte Martin Koskinen, 47 ans, qui s'est coupé de ses proches pour la durée de la crise. Le mobilier et les poignées de porte patinées par les années sont nettoyés chaque heure.

La dynamique s'installe : Horacio Arruda, l'architecte, dresse les plans d'action ; François Legault, le patron, prend les décisions ; et Danielle McCann dirige les opérations en compagnie du secrétaire général du gouvernement, le plus haut fonctionnaire, Yves Ouellet.

La décision est prise de tenir une conférence de presse par jour pour impliquer les citoyens dans le combat, comme Lucien Bouchard l'avait fait lors de la crise du verglas, en 1998. « Quand les gens sentent qu'ils peuvent agir pour contenir le virus, ils ont moins peur. Mais il faut y aller graduellement pour qu'ils suivent. C'est comme manger un éléphant une tranche à la fois », explique Manuel Dionne, qui a été l'attaché de presse du ministre péquiste Bernard Drainville avant de passer à la CAQ.

La différence avec la crise du verglas, c'est que cette fois personne ne sait quand ni comment l'épreuve se terminera. « Chaque matin, c'est le jour zéro. Je me lève et je n'ai aucune idée de l'évolution de l'épidémie. C'est une boîte à surprise », dit Martin Koskinen.

Horacio Arruda reçoit une bonne et une mauvaise nouvelle. La bonne : il bénéficiera d'un chauffeur pour ses déplacements entre l'édifice Honoré-Mercier et son condo dans le quartier Saint-Roch. La mauvaise : il ne pourra retourner à sa maison de Sainte-Thérèse, où il retrouve normalement sa conjointe les fins de semaine. Nicole Mercier, médecin de famille sur la rive nord de Montréal, restera auprès de ses patients — dont plusieurs en CHSLD — et devra se passer de son « gros nounours », comme il se surnomme lui-même. « Je m'y attendais, affirme celui-ci. Quand tu es en contact avec le premier ministre, le leader de la nation, tu ne peux pas niaiser avec les risques de contagion. »



EMILIE NADEAU

Nicole Mercier et Horacio Arruda ont mis au monde « les trois G », comme ils les appellent affectueusement : Geneviève, 29 ans, pharmacienne ; Gabriel, 28 ans, qui travaille pour un syndicat ; et Guillaume, 26 ans, ingénieur informatique. Les cinq se passeront de leurs soupers ensemble le dimanche soir. « On est très proches. Leur faire des câlins me manque énormément », confie Horacio Arruda, dont la voix casse lorsqu'il aborde cet éloignement, à la mi-avril. « Désolé, me dit-il, je suis un peu braillard ! »

Le directeur national de la santé publique n'est toutefois pas du genre à s'apitoyer sur son sort. « Il met le monde de bonne humeur, même quand ça va mal », raconte Stéphane Gobeil, 52 ans, l'auteur des discours de François Legault depuis 2016.

Tous les jours dans le grand couloir du troisième étage, où il aime marcher entre les réunions, Horacio Arruda chante d'une voix grave qui résonne sur la pierre des murs et les boiseries centenaires. Ce fut d'abord « Au clair de la lune », puis pendant deux semaines le tube « Coton ouaté », du groupe Bleu Jeans Bleu, avant de laisser place à « La banane », une chanson rigolote du Français Philippe Katerine. « Je ne suis plus capable de l'entendre chanter "laissez-moi manger ma banane" ! » s'exclame Jonathan Valois en éclatant de rire.

L'humour, c'est l'arme de prédilection du Dr Arruda — le Québec en entier a pu découvrir son côté coloré lorsqu'il a parlé de ses tartelettes portugaises en conférence de presse. Malgré le sérieux de sa fonction et les drames quotidiens pendant la crise, le directeur national de la santé publique balance régulièrement des blagues pour détendre l'atmosphère. François Legault en fait autant, de sorte que les deux s'entendent bien. « On doit ressentir un sentiment de confiance pour pouvoir tout se dire en temps de crise, soutient Horacio Arruda. Quand on commence une réunion et que tout le monde a l'anus serré, que c'est tendu, il n'y a aucun échange possible. C'est important de lâcher une *joke* pour abaisser le stress. »

Plus jeune, Horacio Arruda rêvait de théâtre et de comédie. « Mon fantasme, c'était faire un *Bye Bye* avec Dominique Michel ! » lance-t-il en riant. L'équipe d'*Infoman* l'a d'ailleurs repéré parmi le public à l'émission de fin d'année en 1990. Il a plutôt fait médecine à l'Université de Sherbrooke pour ne pas déplaire à ses parents, Maria José et Bento, qui avaient émigré des Açores, au large du Portugal, pour offrir une meilleure vie à leur famille — les deux sont aujourd'hui décédés. Le petit Horacio grandit dans une maisonnée sévère, où les traditions ont la vie dure. Lorsque l'un de ses oncles meurt, la famille porte le deuil pendant deux ans. « On s'habillait en noir et ne pouvait pas écouter la télé, la radio ou de la musique. C'était pénible », raconte le médecin.

À Sainte-Thérèse, les prénoms exotiques comme le sien étaient plutôt rares dans les années 1970. « J'en suis maintenant fier, mais j'en ai longtemps voulu à mes parents de m'avoir appelé Horacio », dit-il. Encore aujourd'hui, lorsqu'il appelle un taxi, il se présente comme étant « Jean-Guy Tremblay » pour éviter d'avoir à épeler son nom. « Quand le chauffeur arrive et voit mon teint basané, il me demande si je suis Jean-Guy Tremblay et je réponds : "Oui là là !" »

Sa bonhomie lui a attiré l'affection instantanée des Québécois, qui suivent avec intérêt les points de presse quotidiens du trio Arruda-Legault-McCann. Les explications colorées du docteur sont reprises sur les réseaux sociaux. Le médecin, inconnu avant la crise, est devenu une coqueluche de la culture populaire. Des chansons ont été composées en son honneur, des t-shirts imprimés à son effigie, et le surnom « Arruda Matata » a fait son apparition. « Jamais je ne me serais imaginé une affaire de même ! lance-t-il. Je me suis dit que les gens devaient avoir fumé du cannabis parce qu'ils déforment la réalité ! » Il reste toutefois humble, comme le lui ont enseigné ses parents, car il est conscient que la crise est loin d'être terminée. « L'affection peut repartir aussi vite qu'elle est arrivée. »

LE QUÉBEC FERME

Chaque pays suit la propagation du virus à partir d'un « jour zéro », soit lorsqu'une dizaine de cas sont confirmés. Au Québec, ce moment survient le 12 mars, trois jours après la présentation décisive d'Horacio Arruda à la cellule de crise. C'est aussi cette journée-là que le premier ministre annonce les premières restrictions qui bousculeront les Québécois.

Ils sont alors des centaines de milliers à rentrer de la semaine de relâche, que bon nombre de voyageurs ont passée en France, à New York ou en Floride, endroits qui se révéleront des foyers importants d'infection.

Le 12 mars, pendant la rencontre matinale de la cellule de crise, dans la salle de conférence, l'équipe assimile l'information : environ 300 000 vacanciers seraient susceptibles de transmettre le virus, estime la santé publique. Parmi ces Québécois de retour de la relâche se trouvent beaucoup de médecins et d'infirmières, qui risquent de tomber malades et de ne pouvoir contribuer à la lutte dans les premières semaines. « J'ai eu un grand vertige, confie Stéphane Gobeil. On n'avait plus le choix, il fallait tout fermer, sinon la vague allait nous emporter. »

Horacio Arruda, François Legault et Danielle McCann en conférence de presse, le 17 avril.

Le premier ministre demande à Horacio Arruda sa prescription. « Il faudrait moins de rassemblements », lui répond le médecin. « Parfait, combien ? » réagit François Legault. Deux heures plus tard, c'est la fin des activités réunissant plus de 250 personnes.

Le vendredi 13 mars, les stratèges visionnent des extraits de la conférence de presse de Michael Ryan, le directeur exécutif de l'OMS et responsable des situations d'urgence sanitaire, qui s'adresse aux dirigeants du monde pour leur faire partager son expérience dans la lutte contre les virus ravageurs, comme l'Ebola. « La plus grande erreur est d'être paralysé par la peur, lance-t-il avec son accent britannique. La perfection est votre ennemie. Vous devez bouger vite, sans regret, et être en avance sur le virus. Sinon, vous allez perdre la bataille. »

Des paroles qui guideront le gouvernement. Ce même jour, le Québec devient la première province à décréter l'état d'urgence sanitaire sur son territoire, ce qui lui accorde des pouvoirs extraordinaires, comme l'octroi de contrats de gré à gré et la capacité de contraindre des citoyens à s'isoler. Le Québec sera aussi le premier endroit au pays, en ce 13 mars, à fermer ses écoles et ses garderies.

Le 14 mars, le gouvernement interdit les visites dans les résidences pour personnes âgées. Et les gens de 70 ans et plus sont sommés de rester chez eux. « Envoye à maison ! » lance François Legault.

La rapidité du premier ministre suscite colère et incrédulité chez plusieurs, des directions d'école jusqu'aux gestionnaires des CHSLD, en passant par les représentants de l'industrie du spectacle. « On n'était vraiment pas prêts à ça ! convient Stéphane Gobeil avec son franc-parler habituel. Mais on ne pouvait pas attendre et prévenir tout le monde chaque fois, on aurait perdu trois ou quatre jours de lutte contre le virus. »

À Ottawa et dans les capitales du pays, les premiers ministres regardent François Legault avec perplexité. « On se faisait dire qu'on exagérait, qu'on était alarmistes », se souvient Martin Koskinen. Le gouvernement fédéral n'a alors pas encore fermé les frontières, au grand déplaisir de Québec. « C'était tendu avec Ottawa, ils ne comprenaient pas notre insistance », dit le chef de cabinet de François Legault.

Le 18 mars, alors que le Québec enregistre son premier décès lié au virus, Martin Koskinen, un grand mince à lunettes toujours calme, reçoit différents scénarios d'affluence aux soins intensifs. Les prévisions sont sombres. « Je n'ai pas dormi de la nuit ! Je capotais. On avait toutes les chances d'être submergés », raconte-t-il.

Un mois plus tard, à la fin avril, une étude du centre de recherche Te Pūnaha Matatini, affilié à l'Université d'Auckland, en Nouvelle-Zélande, évaluera que le Québec avait alors l'un des taux de contagion les plus rapides du monde comparativement aux autres régions au même stade de la pandémie. Du 19 au 28 mars, chaque habitant atteint du virus infectait 5,37 personnes en moyenne au Québec, tandis que c'était 5,35 dans l'État de New York, 4,68 en Espagne, 2,77 en Italie et 2,73 en France.

Martin Koskinen et François Legault décident de donner un nouveau tour de vis aux restrictions : les déplacements vers certaines régions éloignées, jugées plus vulnérables en raison d'une faible capacité de soins, sont interdits le 19 mars. Les maires et les préfets des MRC commençaient à redouter les gens en provenance de la région de Montréal, particulièrement touchée. « On se faisait mettre beaucoup de pression pour fermer les régions », confirme le chef de cabinet du premier ministre.

Le 22 mars, soit 10 jours après le « jour zéro », les centres commerciaux ferment leurs portes, tout comme les salons de coiffure et les dernières salles à manger de restaurant encore ouvertes. Le 24 mars, il ne reste que les services essentiels, dont la liste va subir des ajustements pendant les premiers jours. Le Québec est officiellement « sur pause ».

L'étude du centre de recherche Te Pūnaha Matatini montrera que les mesures de restriction imposées par le gouvernement du Québec ont fait diminuer le taux de contagion de 80 % à la fin mars, soit l'une des chutes les plus importantes de la planète en si peu de temps (la plus grande baisse, en Autriche, a été de 85 %).

Le premier ministre a même devancé des restrictions que la santé publique recommandait d'appliquer plus tard, ce qui plaît à Horacio Arruda. « Je pensais honnêtement que le gouvernement tenterait de négocier certaines de mes prescriptions, parce que le réflexe naturel, c'est de nier. Mais non, à ma grande surprise, il a bougé très vite. Ça prenait du courage, parce qu'on avait peu de cas au début. Et on savait qu'on allait précipiter le Québec en récession économique. »

LE MAILLON FAIBLE

Le soir du 10 avril, la tempête se lève.

Le cabinet du premier ministre apprend que 31 personnes âgées sont mortes de la COVID-19 au CHSLD privé Herron, à Dorval. Des employés, malades ou fuyant le virus, ont déserté en grand nombre les lieux, laissant derrière des confrères dépassés par l'ampleur de la tâche et des résidants en perte d'autonomie qui doivent attendre de longues heures que l'on vienne les laver ou même les hydrater.

L'entourage de François Legault découvre que l'épidémie, relativement maîtrisée dans la population générale, se répand comme un feu de brousse dans les résidences pour aînés, les CHSLD en particulier, où le personnel, déjà insuffisant en temps normal, croule sous la tâche. « C'est épouvantable », lance Martin Koskinen, qui pense souvent à son père de 77 ans qui souffre de problèmes de santé. « On se lève le matin avec une boule de stress dans l'estomac. »

La cellule de crise du gouvernement constate avec effroi en ce 10 avril que l'information sur les points chauds et l'état des troupes sur le terrain lui parvient en retard, parfois après plusieurs jours. Certains CHSLD sont dans une situation critique depuis une semaine, voire 10 jours, lorsque les problèmes sont signalés en haut lieu. Une éternité dans une guerre contre un ennemi invisible aussi contagieux. « À bien des endroits, on l'a su trop tard », se désole Martin Koskinen.

Le bilan des morts, spécialement dans la région de Montréal, s'alourdit. Au CHSLD public de Sainte-Dorothée, à Laval, 28 résidants meurent entre le 11 et le 14 avril seulement, ce qui porte le total à 55 décès (sur 285 résidants) en moins d'un mois.

À la mi-avril, lors de la réunion du matin, les experts de la santé publique annoncent que de 15 % à 30 % des résidants de CHSLD touchés par le virus vont y laisser leur vie. Ça veut dire de 700 à 1 400 morts de plus alors que le Québec en compte déjà au-delà de 900. L'équipe est ébranlée. Les critiques se multiplient dans la population. « On savait que, si le virus entrait là, ce serait *rough*. Mais le vivre, ça fait mal », affirme Manuel Dionne.

Le virus a frappé le point le plus faible du réseau de la santé.

À un moment, il manque plus de 2 000 employés pour fournir des soins aux résidants. Certains sont malades, d'autres en isolement préventif. D'autres encore ont peur et refusent de travailler.

Il arrive aussi que la machine bureaucratique du ministère de la Santé peine à arrimer les besoins avec l'aide offerte par les volontaires — Québec exige des compétences en santé pour œuvrer auprès des malades en CHSLD, ce qui diminue le bassin de candidats. Le gouvernement se résout donc à lancer un appel de détresse aux médecins spécialistes, aux étudiants en santé qui terminent leur formation, puis à l'armée. « C'est une urgence nationale », plaide François Legault.

Pendant que le gouvernement réoriente en catastrophe son attention vers les résidences pour personnes âgées, les cardiologues, oncologues et autres spécialistes mettent de la pression sur l'équipe de François Legault pour qu'elle relance les interventions chirurgicales et les traitements moins urgents dans les hôpitaux. Jonathan Valois, le chef de cabinet de la ministre de la Santé, passe ses journées à gérer la grogne. « Je me fais engueuler tous les jours. Les gens se sentent oubliés, abandonnés, ils veulent des réponses. C'est vrai qu'on "patche" à mesure. On a beau être organisés, on n'est pas capables d'affronter ça. »

Le virus déstabilise le système de santé. Les gestionnaires sont débordés. « Le réseau avait ses forces et ses faiblesses avant la crise. Une pandémie, ça ne fait pas disparaître les difficultés, ça les amplifie », affirme Jonathan Valois.

Préparer les hôpitaux a accaparé toute l'attention du réseau avant le début de la crise. Le 18 avril, alors que la santé publique prévoyait atteindre le sommet de la vague d'infections, il restait encore 6 400 lits disponibles dans les hôpitaux. Les soins intensifs étaient occupés à 60 %. Si la transformation éclair des établissements de santé a été un succès, évitant le scénario du pire comme à New York ou en Italie, les centres pour aînés, notamment les CHSLD, n'ont pas été en mesure de s'adapter à temps, faute de personnel. Beaucoup de résidences n'ont pas été divisées en zones chaude et froide dès le début, ce qui aurait permis de séparer les patients contaminés. La clientèle, en perte d'autonomie, pouvait difficilement être relogée ailleurs pour limiter la propagation. La consigne de porter un masque et des gants en tout temps a tardé à être envoyée aux infirmières et aux préposés aux bénéficiaires, qui sont tombés malades en grand nombre et ont contribué à l'infection des résidants.

EMILIE NADEAU

Horacio Arruda et François Legault, le 17 avril.

Dans tous les pays où le SRAS-CoV-2 est passé, il a laissé une hécatombe dans les maisons d'hébergement. Selon une recherche de la London School of Economics publiée en avril, de 42 % à 57 % des décès dus au coronavirus en Europe sont survenus dans de telles résidences — une proportion qui pourrait être sous-estimée, en raison de la manière de calculer de certains pays.

Au Québec, c'est 80 % (CHSLD et résidences pour aînés).

« C'est comme lancer une allumette dans une bouteille de propane », lâche Horacio Arruda en entrevue, à la mi-avril. « On savait depuis le début que ce serait difficile dans les CHSLD. Ces personnes sont souvent très malades, alors le virus ne leur laisse aucune chance. »

Ce n'est qu'à la fin du mois de mars que de nouvelles études ont permis d'établir qu'une personne est contagieuse deux à trois jours avant l'apparition des symptômes, et très contagieuse la journée précédant ceux-ci. Quand la santé publique en a pris connaissance, il était déjà tard. Les résidants de CHSLD ont surtout été infectés par des membres du personnel médical qui faisaient le va-et-vient entre plusieurs établissements. « On ne savait pas que les personnes asymptomatiques étaient à ce point contagieuses », s'attriste Horacio Arruda.

Les conditions pour un désastre étaient réunies. Le manque chronique d'employés dans ces établissements avant la crise a empêché la mise en quarantaine préventive des travailleurs de la santé. « On était devant un dilemme cornélien », explique Manuel Dionne, le directeur des communications de François Legault. « Si on retirait le personnel au moindre doute, on allait rapidement en manquer pour nourrir, laver et hydrater les résidants. Ils allaient mourir ou souffrir par manque de soins. Mais d'un autre côté, en les maintenant en poste, on a accéléré l'épidémie. »

Au Québec, les personnes âgées sont trois fois plus nombreuses dans les CHSLD et les résidences privées que dans les autres provinces — 18,4 % des 75 ans et plus, contre 6,1 % ailleurs au Canada. Un peu plus de 40 000 aînés souffrant de problèmes de santé importants habitent les 412 CHSLD publics et privés du Québec, auxquels il faut ajouter 142 000 personnes âgées autonomes ou semi-autonomes dans les 2 213 résidences privées.

« Si ces gens-là avaient été à la maison ou dans de plus petits centres, l'impact aurait été différent, estime Horacio Arruda. Ça va nous amener à repenser notre système. » Par exemple, les CHSLD devront être rénovés pour faciliter l'instauration rapide de zones froides et chaudes (pour les personnes atteintes), afin de diminuer la contamination. « On croit plus que jamais à notre vision de maisons des aînés », dit Martin Koskinen, en parlant des résidences plus confortables comptant moins d'occupants.

Est-ce qu'on aurait pu faire mieux, plus rapidement ? « En rétrospective, oui. C'est facile de le dire après. Mais tout freiner était impossible », affirme Horacio Arruda.

LE DÉFI DE LA LIBERTÉ

À peine quelques minutes après la conférence de presse du 10 avril, Horacio Arruda avait déjà reçu une centaine de courriels de parents inquiets. « Ça déboulait ! On me disait que ça n'avait pas de bon sens, alors qu'on avait seulement évoqué un scénario parmi d'autres », dit-il.

Le premier ministre venait de suggérer, en réponse à la question d'un journaliste, que les écoles pourraient rouvrir avant le mois de mai. Un vent de panique a soufflé chez bien des parents. En 24 heures, une pétition pour exiger de laisser les écoles fermées a récolté plus de 130 000 signatures.

Dès le lendemain, François Legault a ajusté le tir, déclarant qu'il y avait plusieurs pistes possibles — ouverture par régions, école non obligatoire ou à temps partiel, etc. —, que la décision serait basée sur les recommandations des experts de la santé publique et que rien n'était imminent. « On aurait dû attendre avant d'en parler, on l'a échappée », convient Martin Koskinen.

Le déconfinement sera politiquement beaucoup plus délicat que le confinement, reconnaissent les conseillers du premier ministre. « Comment on redémarre une économie sans relancer le virus ? s'interroge Stéphane Gobeil. On fait quoi ? Quand ? Comment ? Il n'y a pas de stratégie facile. Ce sera comme une danse. »

Le gouvernement devra donner des directives sanitaires pour tous les secteurs — commercial, industriel et institutionnel —, en plus de tenir compte de la peur des citoyens dans ses communications. « On ne veut pas faire du *stop-and-go*, parce que les gens risquent de moins écouter les consignes la deuxième fois. Ils ne voudront pas retourner en confinement », croit Stéphane Gobeil.

Le directeur national de la santé publique affirme que les Québécois devront apprendre à cohabiter avec le virus sans que tout le monde soit terré chez soi. « Un confinement trop long a des conséquences importantes. La violence conjugale augmente, les cas d'enfants battus aussi. La détresse psychologique embarque, les suicides… À un moment donné, les gens ne seront plus capables. L'été s'en vient, il va faire soleil, ce sera difficile de rester à la maison, alors il faut donner du "lousse" sans mettre les gens en danger », dit-il, ajoutant qu'il faudra « beaucoup de pédagogie » pour expliquer les prochaines étapes.

Le gouvernement compte sur l'effet d'entraînement alors que d'autres pays vont également tenter « d'ouvrir tranquillement le robinet de la liberté », comme l'illustre Horacio Arruda.

Le prestigieux cabinet de consultants McKinsey a été embauché afin d'aider la Direction générale de la santé publique à préparer des scénarios de retour graduel à la normale pour les entreprises, les commerces, les écoles et les garderies. La boîte privée va étudier les critères utilisés et la séquence suivie ailleurs dans le monde. « On tente d'avoir une vision globale des meilleures pratiques », explique Martin Koskinen.

L'objectif sera de permettre une circulation modérée du virus sans faire craquer le système de santé, qui devra se garder une marge de manœuvre durant des mois. Pendant ce temps, le gouvernement va se préparer à une deuxième vague d'épidémie, qui semble inévitable tant qu'un vaccin ne sera pas commercialisé. « La question n'est pas de savoir s'il y en aura une, mais quand, et à quelle hauteur », dit Martin Koskinen.

Le Québec devra se doter d'une plus grande capacité de dépistage, mesurer l'immunité collective, acheter beaucoup d'équipement médical et faire des réserves de médicaments, notamment de sédation. « On ne doit plus être autant sur la corde raide la prochaine fois », affirme Jonathan Valois.

Le combat est loin d'être terminé, prévient Horacio Arruda. « L'idéal serait d'avoir un vaccin, mais ce n'est pas pour tout de suite. On en a encore pour des mois. » *(Ce texte était à jour le 26 avril 2020.)* ◘

EMILIE NADEAU

Horacio Arruda, Ewan Sauves (attaché de presse du premier ministre), François Legault, Manuel Dionne et Danielle McCann, le 22 avril.

Économie | par Pierre Fortin

Prévoir l'ouragan démographique

François Legault a promis d'améliorer rapidement la qualité des soins prodigués aux Québécois âgés. Son engagement est sincère et mérite l'appui de tous. En même temps, il faut être bien conscient qu'il sera difficile à réaliser, notamment en raison de l'ouragan démographique que nous devrons affronter.

Au cours des 25 années à venir, la population québécoise de 65 ans et plus va croître à vive allure. Lui offrir des services de qualité sera comme une course sur un trottoir roulant à grande vitesse en sens inverse. Nous n'aurons pas sitôt atteint nos objectifs de qualité pour l'année courante qu'il faudra nous assurer de les maintenir et de les améliorer pour les 60 000 nouvelles personnes qui s'ajouteront l'année suivante.

Si nous voulons gagner cette course, il faut bien jauger l'énormité du défi démographique à relever. Le graphique ci-contre permet de le visualiser. Il trace l'évolution de la population québécoise âgée de 65 ans et plus, d'abord à partir des données de Statistique Canada pour les 10 années qui viennent de s'écouler, puis à partir du scénario démographique de référence de l'Institut de la statistique du Québec (ISQ) pour les 24 prochaines années.

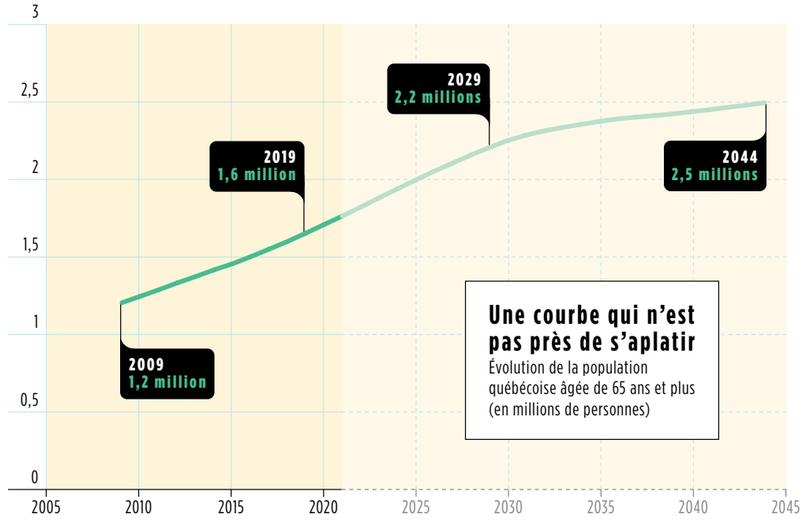
Le graphique montre que l'ouragan démographique souffle sur le Québec en deux temps. Dans un premier temps, de 2009 à 2029, les *baby-boomers* arrivent massivement à la retraite. Les plus vieux, nés en 1945, ont eu 65 ans en 2010 ; les plus jeunes, nés en 1964, atteindront cet âge en 2029. Nous sommes donc présentement en plein milieu de cette période de transition de 20 ans. Il nous reste encore 10 années à traverser avant que la totalité des *boomers* aient fêté leur 65e anniversaire. D'ici à 2029, la catégorie des 65 ans et plus va chaque année s'enrichir de 60 000 personnes. Ils étaient 1,6 million en 2019, ils seront 2,2 millions en 2029. Les conséquences financières vont être considérables. Le vieillissement de la population ajoute à lui seul au moins 500 millions de dollars chaque année au budget de la santé et des services sociaux du Québec.

En 2029, tous les *baby-boomers* seront âgés de 65 à 84 ans. Avec la fin de la vague d'entrée à la retraite, cette catégorie d'âge va naturellement cesser d'augmenter. Néanmoins, le nombre total de personnes de 65 ans et plus va continuer à progresser, parce que la catégorie des 85 ans et plus connaîtra à son tour un essor. Elle accueillera les *baby-boomers* qui auront bénéficié d'une longévité accrue et vécu jusque-là.

L'ouragan démographique connaîtra alors un second souffle. Le scénario de l'ISQ prévoit que la population de 85 ans et plus augmentera de 20 000 personnes par année, passant de 300 000 en 2029 à 600 000 en 2044. En 2044, elle aura doublé depuis 2029, triplé depuis 2019 et quadruplé depuis 2009. On pourrait croire *a priori* que l'addition de « seulement » 20 000 personnes âgées de 85 ans et plus par année de 2029 à 2044 va donner un répit au système de santé en comparaison des 60 000 personnes âgées de 65 ans et plus qui se seront ajoutées annuellement de 2019 à 2029. Ce serait une erreur, car on oublierait alors de tenir compte que les 20 000 personnes qui s'ajouteront annuellement de 2029 à 2044 seront beaucoup plus vieilles que les 60 000 personnes qui se seront ajoutées par année de 2019 à 2029.

Or, le défi d'humanité et de solidarité sera plus exigeant avec les très âgés. La prévalence d'incapacité grave de longue durée, entre autres, croît exponentiellement avec l'âge. Des chercheurs de l'Institut national de santé publique du Québec ont, par exemple, estimé que le pourcentage de la population québécoise atteinte de la maladie d'Alzheimer ou d'une maladie apparentée était de 2 % parmi les 65 à 69 ans, mais grimpait à 30 % parmi les 85 ans et plus. Ces derniers sont plus nombreux à avoir besoin de la surveillance constante et des soins spécialisés offerts par les CHSLD. Qui plus est, les *baby-boomers* très âgés éprouveront plus de difficulté que la génération précédente à combattre la solitude. Parce qu'ils ont eu deux fois moins d'enfants, ils vont manquer d'aidants naturels.

Il importe d'améliorer aujourd'hui la qualité des soins prodigués à nos parents âgés, comme nous y invite François Legault. Toutefois, il faudra maintenir l'effort pendant les 25 ans à venir, car l'ouragan démographique va continuer à souffler sur notre solidarité et nos budgets futurs. C'est dès maintenant qu'il faut nous préparer à affronter les années 2030. ◘



SOURCES : STATISTIQUE CANADA ; INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC

DAPHNÉ CARON POUR L'ACTUALITÉ

LE MONDE QUI NOUS ATTEND

par Julie Barlow, Alec Castonguay, François Delorme et Jean-Benoît Nadeau
illustrations de Sébastien Thibault

Les chocs importants changent le cours de nos vies et celui du monde. Les épidémies de variole au XIX^e^ siècle en Europe ont incité le Royaume-Uni à imposer la vaccination obligatoire aux enfants, en 1853. La grande dépression économique de 1929 a permis l'instauration de l'impôt progressif et du filet social. La Deuxième Guerre mondiale a donné naissance à l'ONU.

Comment la pandémie de 2020 influencera-t-elle la suite de nos vies ? Ce combat mené simultanément partout sur la planète contre une menace venue de l'infiniment petit marquera-t-il un point d'inflexion décisif de la trajectoire humaine ?

Toute prédiction est hasardeuse puisque nous cherchons toujours à comprendre ce qui nous est tombé dessus. N'empêche, il est possible de discerner quelques pistes qui s'offriront à nous quand le brouillard se lèvera. Voici un aperçu du nouveau monde qui nous attend, tel qu'il se dessine à l'horizon encore incertain.

PLUS RIEN NE SERA PAREIL

La pandémie remet en question la mondialisation, redonne un élan à l'État-providence et rebrasse les cartes du grand jeu mondial. Bienvenue dans la nouvelle ère de la politique.

par Alec Castonguay

« Mon Dieu, c'est le *far west* ! » L'expression est sortie comme un coup de canon de la bouche de Chrystia Freeland. Un mélange de surprise et de désespoir. La vice-première ministre canadienne venait d'apprendre, en ce vendredi après-midi du 3 avril, que l'administration Trump bloquait l'exportation de matériel médical des entreprises américaines, y compris vers le Canada.

La Maison-Blanche n'avait pas prévenu son plus proche allié, de sorte que l'équipe de Chrystia Freeland, responsable des relations avec les États-Unis et présidente du comité chargé de la réponse fédérale à la maladie à coronavirus, a été mise au courant par un simple communiqué de presse du géant américain 3M, qui s'alarmait de ne plus pouvoir envoyer au Canada et en Amérique latine les masques N95, essentiels au personnel de la santé qui combat l'épidémie de COVID-19. Un peu plus de 500 000 de ces protecteurs destinés à l'Ontario étaient retenus par l'administration américaine dans un entrepôt de 3M au Dakota du Sud.

Immédiatement, l'une des batailles diplomatiques les plus critiques des dernières années s'est enclenchée afin de faire reculer Donald Trump, qui a utilisé une vieille loi de 1950, la Defense Production Act, pour retenir tout l'équipement médical disponible en sol américain.

Un affrontement au carrefour des tensions politiques de la planète au temps de la pandémie, qui laissera des traces longtemps après la victoire contre le virus.

Le choc de deux visions du monde.

Un bras de fer entre le protectionniste Donald Trump, qui affectionne le resserrement des frontières et le chacun pour soi, et le mondialiste Justin Trudeau, qui prêche la coopération entre les pays et la libre circulation des biens, même en temps de crise. Un duel entre un président qui parle d'un virus « étranger » et « chinois », et un premier ministre qui répète que ce mal « n'a pas de nationalité ni de frontières ». Le premier n'a pas hésité à fermer son pays aux voyageurs européens, alors que le second a tardé à leur refuser l'entrée pour ne pas endommager les relations internationales.

À la mi-mars, le Canada a même créé le Groupe international de coordination contre la COVID-19, qui regroupe une quinzaine de pays, dont la France, la Grande-Bretagne, l'Allemagne, la Corée du Sud, l'Australie et même le Brésil. « On échange sur l'approvisionnement médical, sur le rapatriement des ressortissants coincés à l'étranger, sur les progrès pour les remèdes, etc. », explique le ministre des Affaires étrangères du Canada, François-Philippe Champagne.

Malgré l'invitation, les États-Unis ont boudé le groupe, préférant faire cavalier seul. Ottawa devait donc passer par un autre canal pour convaincre Donald Trump de laisser les entreprises américaines exporter leurs équipements médicaux au Canada.

Le gouvernement Trudeau a réactivé en vitesse son réseau de relations tissé avec patience pendant la difficile renégociation de l'accord de libre-échange avec les États-Unis et le Mexique, finalement conclu en 2018.

L'ambassadrice du Canada aux États-Unis, Kirsten Hillman, a multiplié les appels auprès des membres du Congrès qui ont l'oreille de la Maison-Blanche. Nommée le 26 mars en pleine pandémie, la diplômée en droit de l'Université McGill a développé ses relations américaines alors qu'elle était la numéro deux de l'ambassade lors des négociations de l'ALENA 2.0.

Dans la foulée, Chrystia Freeland a téléphoné au vice-président américain, Mike Pence, au secrétaire d'État, Mike Pompeo, et au représentant au commerce, Robert Lighthizer. La chef de cabinet de Justin Trudeau, Katie Telford, a parlé au gendre de Trump, Jared Kushner, qui coordonne la réponse américaine au coronavirus. Le ministre des Finances, Bill Morneau, a contacté son homologue au Trésor américain, Steven Mnuchin.

Dans ces conversations en rafale, le Canada a fait valoir que les deux pays ne peuvent se passer l'un de l'autre, même en temps d'épidémie et de pénurie de matériel médical. Sans jamais menacer directement Washington de représailles, le gouvernement Trudeau a souligné à gros traits que la pâte spéciale dont ont besoin 3M et les autres fabricants américains de masques et de blouses provient des usines canadiennes, notamment d'Harmac Pacific, à Nanaimo, en Colombie-Britannique.

De plus, environ 1 600 infirmières et médecins canadiens traversent tous les jours la frontière entre Windsor et Détroit pour travailler dans les hôpitaux du Michigan, a rappelé le premier ministre du Canada lors d'un de ses points de

L'AFFRONTEMENT ÉCLAIR AVEC LES ÉTATS-UNIS ET LA FÉROCE COMPÉTITION MONDIALE POUR ACQUÉRIR DU MATÉRIEL MÉDICAL ONT LAISSÉ UN GOÛT AMER À L'APPAREIL POLITIQUE CANADIEN.

presse quotidiens devant sa résidence officielle. Une main-d'œuvre dont les autorités de l'État américain ne peuvent se passer. Ottawa a fait comprendre à la Maison-Blanche que ces travailleurs seraient très utiles au Canada, explique une source très haut placée au gouvernement Trudeau. « On peut jouer dur nous aussi. On ne voulait pas s'embarquer dans un chassé-croisé de représailles, parce que ce n'est pas à notre avantage, mais il fallait leur faire comprendre le sérieux de la situation. »

Les pressions ont porté leurs fruits. Le 6 avril, l'administration Trump a émis une directive permettant aux entreprises américaines ayant déjà exporté du matériel médical à l'étranger au cours des 12 mois précédents la crise de continuer à le faire sous certaines conditions, notamment lorsqu'il s'agit d'aider un allié des États-Unis, comme le Canada.

« La situation est réglée, mais on se sent meurtris », affirme Chrystia Freeland. La relation du Canada avec les États-Unis nécessite un « jardinage constant », a-t-elle dit en point de presse, mais jamais autant qu'en pleine pandémie.

L'affrontement éclair avec les États-Unis et la féroce compétition mondiale pour acquérir du matériel médical ont laissé un goût amer à l'appareil politique canadien, autant à Ottawa que dans les provinces. Le Canada a beau être un pays économiquement dépendant du commerce extérieur — les importations et les exportations représentent 66 % du PIB — le ministre de l'Innovation, des Sciences et de l'Industrie, Navdeep Bains, soutient qu'il ne se fera plus prendre. « Il faut garder nos frontières ouvertes, mais dans certains domaines, notamment le domaine sanitaire, on va développer notre capacité industrielle », dit-il.

Le premier ministre ontarien, Doug Ford, a été encore plus direct. « On va s'équiper, le fabriquer chez nous, et on ne s'arrêtera jamais », a-t-il lancé à propos du matériel médical, notamment les masques et les respirateurs. Au Québec, François Legault a également manifesté le souhait de ne plus être aussi dépendant de la Chine ou des États-Unis sur le plan de l'équipement médical et des médicaments.

C'est le même réflexe ailleurs sur la planète. « On doit produire plus en France, sur notre sol », a dit le président Emmanuel Macron début avril. « Cette crise nous enseigne que certains produits nécessitent une plus grande souveraineté européenne. »

C'est à se demander si la mondialisation telle qu'on la connaît va survivre à la pandémie. Il y a certainement une prise de conscience de la part des dirigeants occidentaux, qui constatent les limites du modèle des interminables chaînes d'approvisionnement planétaires, mises en place pour produire au meilleur prix. Et qui se rendent compte que les fidèles alliés d'hier ne sont pas toujours dans leur camp lorsqu'on se met à jouer des coudes en pleine crise.

La planète, qui semblait plus petite que jamais dans les dernières années — avec un nombre record de 4,5 milliards de passagers aériens en 2019 — a vu la crise resserrer les frontières pour limiter la propagation du coronavirus. Même en Europe, où l'accord sur l'espace Schengen permet aux citoyens de 26 pays de circuler sans contrôles, des barrières ont été érigées entre certaines nations.

Ces limitations pourraient bien durer un long moment. Si le choc des attentats terroristes du 11 septembre 2001 a multiplié les contrôles aux frontières et accentué les mesures de sécurité dans les avions et les aéroports, qu'en sera-t-il de la COVID-19 ? Un voyageur pourra-t-il encore prendre l'avion s'il fait de la fièvre ? Certains pays seront-ils mis à l'index dès qu'une maladie infectieuse y éclatera ?

Néanmoins, il n'est pas dit que le contrôle accru des frontières et les bagarres sans merci pour obtenir de l'équipement médical seront synonymes d'un repli sur soi. Les habitants de la planète ne se sont jamais autant parlé et écoutés. La pandémie a permis aux humains de tisser des liens, de se comprendre, de s'inquiéter et d'espérer ensemble. De l'hystérie mondiale pour le papier de toilette jusqu'aux émouvantes séances de chant sur les balcons des Italiens confinés, en passant par une passion commune pour le pain fait maison et le deuil collectif avec les New-Yorkais, contraints d'enterrer leurs morts dans une fosse commune, les populations de différents pays ont rarement été aussi près les unes des autres en pensée.

Quel effet aura la pandémie sur les relations internationales ? Est-ce que ces peuples qui ont vécu une épreuve commune, en temps réel, pour la première fois de l'histoire, diront « plus jamais », comme après la Deuxième Guerre mondiale lorsque l'ONU a vu le jour ? Des éléments de réponses commencent à apparaître.

La pandémie pourrait avoir cet effet paradoxal de provoquer un repli sur soi dans certains domaines, comme la production d'équipement médical et sanitaire, tout en accélérant la collaboration entre pays dans d'autres secteurs tout aussi cruciaux, comme la détection précoce des maladies infectieuses, la recherche scientifique et les efforts pour trouver des vaccins et remèdes.

Des régimes d'extrême droite comme celui de Viktor Orbán, en Hongrie, ont profité de la crise pour fermer leur démocratie, verrouiller leur parlement et s'accorder tous les pouvoirs. Pour promouvoir son programme xénophobe, le premier ministre hongrois a soutenu que les réfugiés arrivant dans son pays étaient davantage porteurs de la maladie. Or, si la COVID-19 s'est répandue comme une traînée de poudre dans le monde, ce n'est pas en raison du déplacement à pied des migrants à la recherche d'un peu d'espoir, mais parce que les riches et la classe moyenne aisée ont fait embarquer le coronavirus dans les milliers d'avions qui sillonnaient le ciel.

Les populistes de droite vont-ils réussir à profiter de la misère économique qui pourrait s'installer dans le sillage du virus pour faire augmenter leur pouvoir et susciter la méfiance à l'égard des autres, comme Donald Trump l'a fait envers les Asiatiques ? Leur rhétorique, qui fustige toujours les mêmes cibles — les élites, les médias, les chercheurs et les experts —, pourrait toutefois se heurter à un mur, celui de la science et de la connaissance, qui ont prouvé leur domination en temps de crise.

Aujourd'hui, les autorités publiques de tous les pays s'informent auprès des experts en santé publique afin de comprendre les succès de la Corée du Sud, de Taïwan et de Hong Kong, et d'éviter les catastrophes italiennes, espagnoles et américaines. Le savoir et les savants font également un retour en force.

Quant aux partisans de l'État minceur, du « moins de gouvernement », ils semblent avoir perdu la bataille politique pour un avenir prévisible. Les libertariens à la Maxime Bernier assistent, impuissants, au triomphe de l'État. Un politicien pourra difficilement se réclamer de la dame de fer britannique, Margaret Thatcher, ou du président américain Ronald Reagan sans passer pour un élu qui souhaite démanteler l'État et le rendre incapable d'affronter une prochaine crise.

LA PRESSION SERA GRANDE SUR LES ÉLUS DE LA PLANÈTE QUI VIENNENT PEUT-ÊTRE, SANS LE SAVOIR, DE REMETTRE LES COMPTEURS À ZÉRO DANS LEUR RELATION AVEC LES CITOYENS. BIEN DES ÉLECTEURS VONT DORÉNAVANT SE DIRE QUE LES GOUVERNEMENTS LE PEUVENT S'ILS LE VEULENT VRAIMENT.

Les gouvernements, plus interventionnistes que jamais, investissent des centaines de milliards de dollars pour sauver l'économie et permettre aux citoyens sans emploi, en détresse, confinés à la maison, de se nourrir et de payer leur loyer ou leur hypothèque.

Le gouvernement canadien dépensera 50 % de plus que prévu en 2020, ce qui fera bondir le déficit à 182 milliards de dollars au bas mot, selon le directeur parlementaire du budget, soit 8,5 % du PIB. Un record. Et pourtant, personne ne lève un sourcil.

Selon un sondage EKOS publié à la fin mars, 75 % des Canadiens jugent que leur pays va dans la bonne direction, et ce, même si à ce moment l'épidémie battait son plein et que les travailleurs perdaient leur emploi par centaines de milliers. « Les Canadiens sont retombés en amour avec leur gouvernement, leurs élus et leurs fonctionnaires qui font fonctionner l'État, affirme Frank Graves, président d'EKOS. En temps de crise, le gouvernement, c'est notre refuge. Ça pourrait changer la dynamique politique durablement. »

L'État comme moteur de changement a repris du galon. « La crise a fait tomber l'illusion de l'impuissance des gouvernements occidentaux », affirme Jérôme Lussier, directeur associé de l'Institut du Québec, un institut de recherche et d'analyse en politiques publiques (et collaborateur à lactualite.com). « Quand l'heure est jugée suffisamment grave, on constate que la capacité d'action des États est pratiquement illimitée. La réaction vigoureuse des États contribue à discréditer la posture cynique des idéologues pour qui l'intérêt public n'existe pas et le gouvernement est toujours incompétent, quand il n'est pas lui-même la source du problème. »

Au Parti conservateur du Canada, d'habitude très critique des déficits budgétaires, les députés ont changé de refrain. « Il ne faut pas être dogmatique, on vit des circonstances exceptionnelles », affirme le député Gérard Deltell, qui estime, à 55 ans, qu'il ne sera pas en politique assez longtemps pour voir le retour à l'équilibre budgétaire à Ottawa. « On a eu besoin de six ans pour résorber un déficit de 56 milliards de dollars après la crise financière de 2009. Combien de temps ça va prendre pour venir à bout de 182 milliards ? »

Le gouvernement Trudeau a bien fait de prendre la relève du secteur privé qui s'effondrait et d'injecter des dizaines de milliards dans l'économie, affirme le député conservateur. « Le Canada a un bon filet social, et c'est important », dit Gérard Deltell. La prochaine bataille politique portera toutefois sur la manière de revenir à la normale. « Chaque parti aura ses idées. »

La pression sera grande sur les élus de la planète qui viennent peut-être, sans le savoir, de remettre les compteurs à zéro dans leur relation avec les citoyens. Bien des électeurs vont dorénavant se dire que les gouvernements le peuvent s'ils le veulent vraiment. Ils peuvent favoriser l'achat local, fournir un revenu décent pour chacun, privilégier une agriculture de proximité, se battre plus vigoureusement contre les changements climatiques, encourager le télétravail, mettre au pas les géants du Web…

Une crise, c'est un nouveau départ politique, l'année zéro. Avec les tensions, l'incertitude et les espoirs que cela suscite.

RECONSTRUIRE LA MAISON

Quand viendra le temps de rebâtir l'économie du Québec, l'occasion sera belle de le faire sur de nouvelles fondations. Notre collaborateur propose une vision en rupture avec les dogmes dominants.

par François Delorme

François Delorme enseigne l'économie à l'Université de Sherbrooke. Cet ancien haut fonctionnaire au ministère des Finances à Ottawa et ancien économiste principal à l'OCDE à Paris — un « temple du néolibéralisme », comme il le dit lui-même — transmet à ses étudiants une vision de l'économie qui ne fait pas toujours l'unanimité chez ses confrères : la croissance économique à tout prix, la sacralisation du PIB, tout cela doit être remis en question devant l'urgence climatique. Pour lui qui collabore au Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) ainsi qu'au Laboratoire sur les inégalités mondiales codirigé par l'économiste français Thomas Piketty, le *statu quo* n'est plus souhaitable. Pour sa première collaboration à *L'actualité*, il décrit à quoi pourrait ressembler le nouveau monde économique.

La « maison » des Québécois, une fois la crise pandémique résorbée, ne ressemblera plus à l'ancienne, prévoient les politiciens. Risquons-nous à dessiner ses quatre nouveaux pans de murs économiques : un État-providence plus présent ; le retour de l'achat local afin de consolider l'activité économique de proximité ; des plans de relance visant à nous sortir de la crise sanitaire, mais tenant compte des défis du XXIe siècle ; et une remise en question de la croissance débridée.

— 1 — LA RÉSURGENCE DE L'ÉTAT-PROVIDENCE

La crise sans précédent que nous vivons a spécialement mis au jour la vulnérabilité du système économique : 50 % du PIB mondial a été mis sur pause et c'est probablement autant en matière d'emplois. Le taux de chômage a plus que doublé au Québec, pour atteindre 8,1 % au mois de mars 2020. Près de 95 % des entreprises au Canada et au Québec sont de petite taille, donc particulièrement fragiles devant une crise d'une telle ampleur. La moitié des emplois perdus jusqu'ici l'ont été dans les PME et, selon la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante (FCEI), 32 % des PME au pays ne sont pas certaines de pouvoir rouvrir à la fin de la pandémie.

Le quart des emplois perdus se situent dans les industries de l'hébergement et de la restauration, mais les industries « de proximité » comme le commerce de détail et le secteur culturel ont aussi dramatiquement écopé. Pour résumer, en matière de chômage et de destruction du tissu économique, c'est du jamais-vu depuis la Deuxième Guerre mondiale.

Heureusement, les gouvernements ont réagi rapidement et ont déployé un arsenal de programmes d'urgence pour aider à traverser la tempête. Au fédéral, on parle d'au moins 200 milliards de dollars de mesures en 2020, tandis que le gouvernement Legault aurait dégagé jusqu'ici près de 20 milliards de dollars. Pour le fédéral, il s'agit d'une salve de nouvelles dépenses correspondant à près de 60 % du budget du gouvernement ! Selon le FMI, cela représente le stimulus budgétaire le plus important sur un palmarès de 35 pays.

Or, c'est justement à cela que sert un État-providence : à amortir les chocs quand surviennent les crises. Et comme celles-ci risquent de devenir de plus en plus fréquentes (on évoque déjà une deuxième vague de COVID-19 à l'automne), il est primordial que le rôle de l'État s'étende au-delà de ses missions essentielles.

La pandémie de COVID-19 a révélé combien nous sommes vulnérables aux crises qui ont une durée indéterminée. Certaines régions seront-elles confinées six semaines ou six mois ? Personne ne le sait. Il faut donc un filet social plus large avec des mailles tricotées plus serrées puisque l'incertitude favorise les inégalités. En effet, les gens plus riches peuvent généralement mieux se prémunir contre les aléas de la vie, notamment en cas de perte d'emploi ou de maladie.

En finançant un État-providence plus solide, nous transformons donc l'incertitude en risque et nous nous assurons que ce risque sera soutenu par le plus grand nombre par l'intermédiaire du système fiscal. Cette solution serait à long terme beaucoup moins coûteuse que le déploiement de programmes ponctuels à répétition.

Certains économistes s'inquiètent que des mesures d'urgence « à la carte » coûtent en fin de compte plus cher qu'un parapluie plus « permanent ». Par exemple, d'aucuns ont suggéré qu'un programme de revenu minimum garanti aurait fourni une bonne partie de la protection financière visée pendant la crise sanitaire et aurait pu avantageusement remplacer le saupoudrage de programmes annoncés récemment par les deux paliers de gouvernement. En outre, en instituant un tel programme permanent à l'échelle nationale, on offrirait aux citoyens un niveau de certitude et

COMME LES CRISES RISQUENT DE DEVENIR DE PLUS EN PLUS FRÉQUENTES, IL EST PRIMORDIAL QUE LE RÔLE DE L'ÉTAT S'ÉTENDE AU-DELÀ DE SES MISSIONS ESSENTIELLES.

de prévisibilité que le « gouvernement sera là pour eux », ce qui serait de loin préférable aux annonces au compte-gouttes pour certaines tranches de la population pendant que d'autres se sentent laissées pour compte.

En 2018, le Bureau du directeur parlementaire du budget (BDPB) à Ottawa avait évalué que le coût d'un programme de revenu de base à l'échelle du Canada serait de 75 milliards de dollars par année. Un tel programme fournirait un revenu annuel de base de 17 000 dollars pour une personne seule et de 24 000 dollars pour un couple. Selon ce modèle, la prestation diminuerait à mesure que le revenu de travail augmenterait. Le BDPB avait estimé que 7,5 millions de Canadiens profiteraient d'un tel revenu minimum garanti. Notons toutefois que le soutien actuel du fédéral aux personnes à faible revenu et aux groupes vulnérables est de 32 milliards de dollars par année, de sorte que le coût net d'un revenu de base serait en fait de 43 milliards de dollars.

Une option pour financer un tel manque à gagner dans les finances publiques pourrait être, par exemple, d'augmenter l'impôt sur les revenus élevés. Une étude récente de Statistique Canada concluait que, pour l'année 2017, le revenu des contribuables formant le 1 % le plus riche avait augmenté plus rapidement que celui du reste des Canadiens.

Ainsi, la hausse moyenne du revenu de tous les contribuables canadiens a été de 2,5 %, pour atteindre 48 400 dollars. En revanche, le revenu du 1 % le plus riche a augmenté de 8,5 %, pour atteindre 477 700 dollars. Si on prend le revenu des ultra-riches (le 0,1 % le plus riche), il a augmenté de 17,2 %, pour atteindre 740 300 dollars en 2017.

Cette inégalité croissante dans la répartition des revenus entre riches et pauvres n'est pas souhaitable. Elle pourrait être endiguée par une fiscalité plus progressive où les plus riches seraient plus lourdement imposés, ce qui contribuerait au financement d'un programme national de revenu de base.

— 2 — LE RETOUR DE L'ACHAT LOCAL

Alors que nous avons depuis des années sacralisé la mondialisation sur l'autel de la libre concurrence et de l'efficacité, la crise sanitaire a révélé au grand jour notre dépendance aux approvisionnements étrangers. Mais qu'est-ce que la mondialisation au juste ? De manière simplifiée, c'est le processus par lequel les nations sont devenues interdépendantes et ont dépassé les limites territoriales qui pouvaient freiner le commerce auparavant. Sur le plan économique, on constate cette mondialisation par la multiplication des délocalisations de la part des entreprises à la recherche du plus faible coût de production possible.

La crise pandémique nous place de manière violente devant les limites de la mondialisation. À quoi sert de payer 20 % de moins pour des masques de protection fabriqués en Chine si on ne peut les avoir ? Il vaut peut-être mieux fabriquer nous-mêmes ce dont nous avons stratégiquement besoin, quitte à payer plus cher. La ministre fédérale de l'Agriculture nous mettait en garde récemment : les Canadiens pourraient faire face à une hausse des prix et à une moins grande variété de denrées alimentaires sur les étagères des magasins. Devant ces défis, recommencerons-nous à consommer localement ?

— 3 — DES PLANS DE RELANCE OU DES « PLANS DE TRANSFORMATION » ?

Afin de favoriser une transition juste, les plans de relance qui suivront les plans d'urgence devraient impérativement s'inscrire dans une logique à la fois sociale et écologique. Les recettes économiques habituelles visant la poursuite de croissance et la création d'emplois ne régleront en rien les problèmes structurels qu'accentuent les crises pandémique et climatique. Ces recettes ne serviront qu'à nous faire gagner du temps.

Les nouveaux plans devraient donc, en tout premier lieu, éviter de soutenir des activités qui nous poussent dans la mauvaise direction au chapitre environnemental. Ils devraient plutôt encourager l'achat local, les circuits d'approvisionnement courts ; soutenir l'entrepreneuriat collectif, comme des coopératives ; envoyer des signaux clairs quant au recyclage et à la pérennité des biens que nous consommons ; fortifier les transports collectifs et actifs et, enfin, encourager la sobriété énergétique des bâtiments.

C'est en adoptant ce genre de stratégies, qui s'inscrivent dans la durée, que nous construirons une société capable de relever les défis économiques et environnementaux auxquels nous faisons face aujourd'hui.

LA CRISE PANDÉMIQUE NOUS PLACE DE MANIÈRE VIOLENTE DEVANT LES LIMITES DE LA MONDIALISATION. IL VAUT PEUT-ÊTRE MIEUX FABRIQUER NOUS-MÊMES CE DONT NOUS AVONS STRATÉGIQUEMENT BESOIN, QUITTE À PAYER PLUS CHER.

— 4 — LA FIN DE LA CROISSANCE À TOUT PRIX

La poursuite aveugle de la croissance économique, mesurée par le produit intérieur brut (PIB), nous a menés à un cul-de-sac, tant en ce qui a trait à l'environnement qu'aux inégalités. Le PIB et la croissance dominent le discours politique depuis des décennies au détriment d'autres composantes du bien-être collectif, comme l'espérance de vie ou le niveau d'éducation dans la détermination de nos choix de société. Par exemple, une marée noire touchant un littoral génère de l'activité économique en raison du nettoyage qui s'ensuit, ce qui fait augmenter la croissance et le PIB. Absurde, non ?

Nos élus ont généralement tendance à confondre croissance avec progrès social. Quand on adopte des politiques publiques selon cette logique, il s'ensuit donc une dégradation des écosystèmes en faveur de gains économiques à court terme, ce qui évidemment hypothèque le bien-être collectif et notre qualité de vie.

Le concept de PIB a été imaginé au milieu des années 1930 par l'économiste américain Simon Kuznets pour prendre acte de la profondeur de la crise de 1929. Il a été peaufiné par l'équipe de John Maynard Keynes dans un contexte d'effort de guerre, avant de connaître sa consécration lors de la conférence de Bretton Woods en 1944, les pays participants le choisissant comme étalon du succès économique.

Il a fallu attendre une trentaine d'années avant que des concepts différents fassent surface et que des indicateurs tels l'espérance de vie, la sécurité, le logement ou encore les liens sociaux viennent enrichir la mesure du progrès d'une société hors des carcans purement économiques.

Cette remise en question du concept de PIB comme mesure du progrès est fondamentale. Elle permet de se pencher sur plusieurs dimensions plutôt que sur le simple aspect économique, par exemple en mesurant, outre la croissance du PIB, la qualité de l'éducation, la réduction des inégalités ou bien l'état des écosystèmes.

Cet enrichissement d'indicateurs de progrès social n'est pas que technique. Il change notre façon de percevoir le monde et donc, de le transformer. Comme l'écrit si bien l'économiste français Éloi Laurent dans son livre *Sortir de la croissance : mode d'emploi* (Les liens qui libèrent, 2019), « le PIB est borgne quant au bien-être économique, aveugle au bien-être humain, sourd à la souffrance sociale et muet sur l'état de la planète ». Dans un monde plus chaud de 3,5 °C, où la fréquence des inondations et des incendies serait multipliée, un PIB qui augmenterait de 3,5 % n'aurait vraiment aucune importance.

Nous subissons en ce moment une récession majeure qui fait la joie des tenants de la décroissance. Pourtant, cette dernière n'est pas une solution socialement acceptable actuellement. Un PIB négatif engendrerait d'autres types de problèmes. Utiliser le même indicateur en sens inverse ne nous mènerait nulle part. Toutefois, la crise pandémique a mis au grand jour les failles de l'économie de marché et la non-viabilité écologique de ce système. Si la décroissance n'est pas une option acceptable, il n'en reste pas moins qu'une croissance lente, davantage soucieuse des dimensions égalitaire et écologique, est hautement souhaitable.

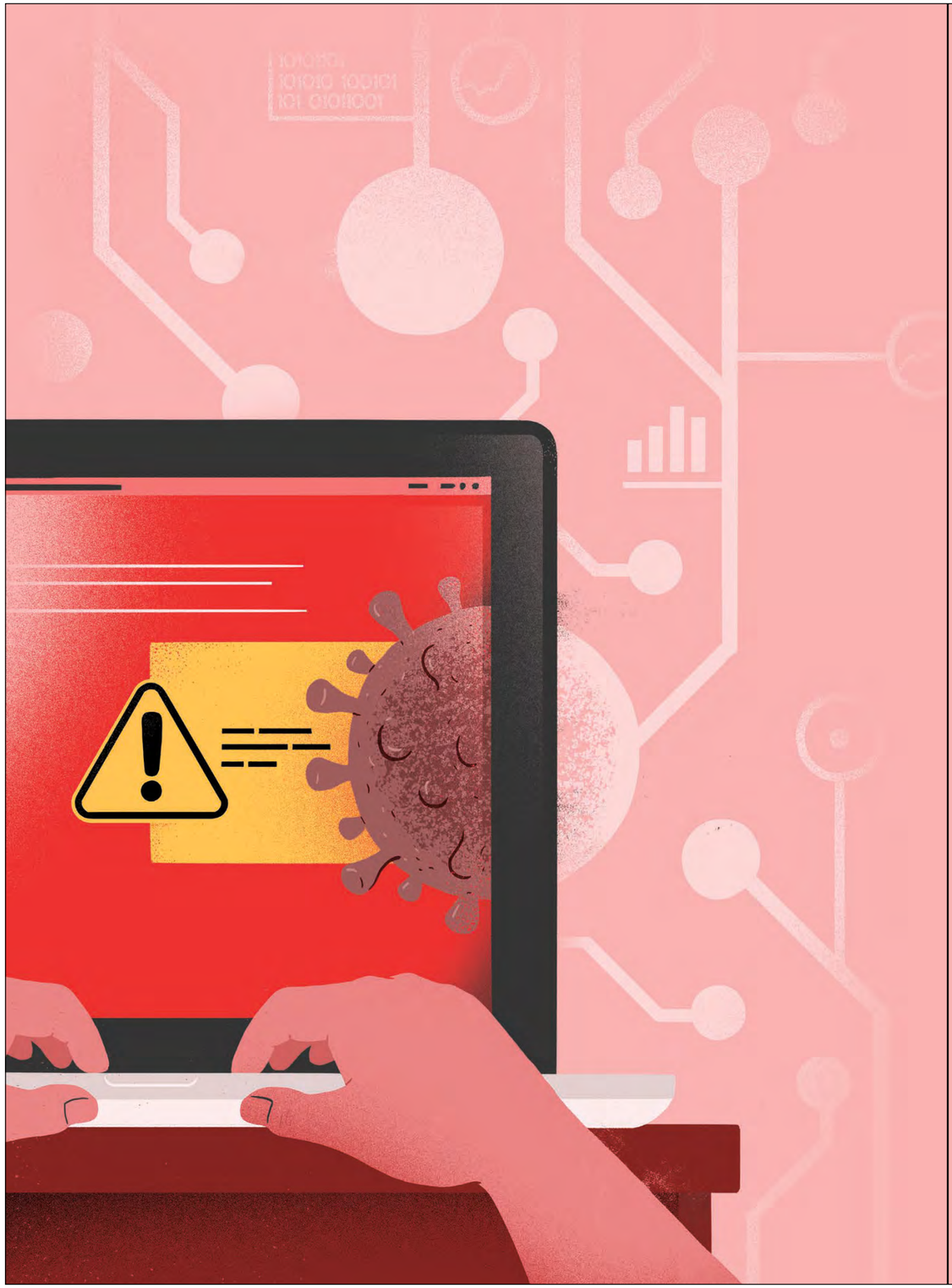
IL SERAIT DOMMAGE QUE CETTE CRISE NE SOIT PAS L'OCCASION DE TRANSFORMER NOS ACTIONS PONCTUELLES EN BONNES HABITUDES PÉRENNES, TANT SUR LE PLAN INDIVIDUEL QUE COLLECTIF. IL FAUT ABSOLUMENT ÉVITER DE CÉDER AUX SIRÈNES DU « COURT-TERMISME ».

Il serait dommage que cette crise ne soit pas l'occasion de transformer nos actions ponctuelles en bonnes habitudes pérennes, tant sur le plan individuel que collectif. Il faut absolument éviter de céder aux sirènes du « court-termisme », qui amèneraient irrémédiablement nos décideurs à privilégier rapidement la croissance, le pouvoir d'achat et les industries.

L'érection de ces quatre murs nous assurerait une fondation plus solide pour faire face aux vicissitudes pandémiques ou autres à venir.

Nous vivons une période pivot. Il faut saisir à bras-le-corps l'occasion que nous offre cette crise de se construire une nouvelle « maison » qui soit plus durable et plus « vivable ». Dans le contexte de la lutte contre les changements climatiques en particulier, il faut accroître la présence de l'État dans les domaines névralgiques que sont la santé, l'environnement et la protection de la biodiversité, sans pour autant abandonner le principe de la tarification de la pollution.

Car nous avions ignoré cette réalité avant la crise de la COVID-19 : un système économique qui fait fi de la nature devient suicidaire.



MIEUX ARMER NOS SYSTÈMES DE SANTÉ

Pour améliorer notre réaction aux futures épidémies, il faudra les détecter plus efficacement et être prêts avant même qu'elles ne frappent. Les outils technologiques pour y parvenir existent déjà. La volonté de s'en servir vient d'augmenter grandement.

par Alec Castonguay

L'année 2020 allait se montrer le bout du nez en ce 31 décembre, alors que sévissait un froid de canard au centre-ville de Toronto. Les 40 employés de l'entreprise BlueDot s'apprêtaient à rentrer à la maison pour fêter en famille ou entre amis lorsque leurs écrans d'ordinateur se sont mis à clignoter. Alerte.

Les épidémiologistes, médecins et ingénieurs informatiques de BlueDot ont recours à l'intelligence artificielle pour analyser chaque jour 100 000 articles de journaux et de magazines, textes de blogues, lettres médicales spécialisées, avertissements publics et autres alarmes de santé publique dans le monde, en 65 langues, afin de déceler les éclosions de maladies infectieuses.

Il s'agit parfois d'un murmure à l'autre bout de la planète, comme le simple courriel d'un médecin chinois invitant ses collègues à une réunion urgente, et mis en ligne sur un blogue spécialisé. Le 31 décembre 2019, des médecins des hôpitaux de la ville de Wuhan, en Chine, tenaient une réunion d'urgence à la suite de l'arrivée de nombreux patients atteints d'une forme inconnue de pneumonie. Les premiers malades avaient fréquenté le même marché public de fruits de mer de Huanan, mais le virus se répandait maintenant hors du cercle des marchands et des clients.

BlueDot a jugé l'information assez importante pour signaler la présence d'un nouveau virus à fort potentiel de contagion à ses clients dans le monde, notamment des ministères de la Défense, des agences de santé publique, des compagnies aériennes, des entreprises des secteurs agricole et alimentaire…

C'était une semaine avant que les Centres pour le contrôle et la prévention des maladies des États-Unis ne repèrent ce syndrome, et 10 jours avant que l'Organisation mondiale de la santé (OMS) ne porte à l'attention de la planète l'existence de ce nouveau coronavirus, le 9 janvier 2020 — virus qui serait plus tard nommé SRAS-CoV-2 et connu comme le responsable de la COVID-19.

Les spécialistes de BlueDot ont non seulement été les premiers à l'extérieur du cercle médical chinois à détecter l'émergence de ce virus, mais ils ont également prédit dans quelles villes, hors de Chine, il allait d'abord se répandre : Bangkok, Hong Kong, Tokyo, Taipei, Séoul et Singapour. Dans cet ordre.

Les experts de BlueDot ont procédé en suivant les déplacements par avion des passagers en partance de l'aéroport international de Wuhan pendant les jours qui ont précédé et suivi l'alerte du 31 décembre. Ils ont publié une liste des 20 villes les plus à risque dès le 14 janvier dans le *Journal of Travel Medicine*.

« Le plus important est de détecter rapidement une épidémie et d'anticiper sa trajectoire », explique Kamran Khan, président et fondateur de BlueDot, qui pratique toujours la médecine à un coin de rue de son entreprise, à l'hôpital St. Michael de Toronto. À la fin mars, lors d'un échange de courriels, il était d'ailleurs au cœur de la bataille contre le virus. « Je ne sais plus où donner de la tête ! » confiait alors l'épidémiologiste.

Comme le dit un proverbe chinois, « une crise est une occasion chevauchant un vent dangereux ». C'est l'épisode du SRAS — un autre coro-

navirus —, en 2003, qui a été le « vent dangereux » de Kamran Khan. Le spécialiste en maladies infectieuses revenait au Canada après avoir terminé ses études à New York lorsqu'il a dû affronter le débordement de l'unité des soins intensifs à Toronto, les centaines d'hospitalisations, les patients alités pendant des semaines à son hôpital, à la recherche de leur souffle. La ville en quasi-quarantaine, les 44 morts… « J'ai des collègues qui ont été atteints. Il y avait le stress de l'attraper et d'infecter les autres. Je me suis dit : plus jamais, il faut être meilleurs. »

En 2013, après 10 ans de recherche, Kamran Khan fonde BlueDot, dont la mission consiste à détecter les maladies infectieuses sur la planète et à anticiper leur propagation. « Je ne pensais jamais fonder une entreprise, mais je devais régler un problème », lance l'épidémiologiste, lauréat des Prix du Gouverneur général pour l'innovation en 2018.

Moins de 20 ans après la crise du SRAS, la planète est pourtant aux prises avec un coronavirus de la même famille. Le système public mondial de détection et de suivi des épidémies n'est toujours pas à la hauteur. « On ne peut tout simplement pas faire confiance aux gouvernements pour nous prévenir assez rapidement d'une épidémie », tranche Kamran Khan.

Certains pays ont un système de santé trop faible et des fonctionnaires lents et parfois trop incompétents pour transmettre l'information à l'OMS. Certains régimes, pour des raisons politiques ou économiques, préfèrent cacher une éclosion pendant plusieurs jours ou même des semaines. Les autorités chinoises ont d'ailleurs tenté de camoufler l'affaire au début, espérant contrer le virus sans ameuter la planète. Peine perdue.

La prise de conscience de Kamran Khan qui l'a conduit à fonder BlueDot il y a quelques années est maintenant un exercice planétaire. Se doter d'un système d'alerte mondial performant contre la propagation d'épidémies sera une priorité à la sortie de cette crise, prédit Aude Motulsky, professeure adjointe à l'École de santé publique de l'Université de Montréal. Trop de pays n'ont pas pris la menace au sérieux et ont tardé à réagir. « On aurait dû voir venir la crise et mieux se préparer », dit-elle.

L'intelligence artificielle et les multiples banques de données dont on dispose vont jouer un grand rôle dans la chaîne de prévention des maladies contagieuses. Et la technologie est prête.

À l'aide d'un algorithme qui compile des milliers de données en provenance de centaines de sources différentes, BlueDot surveille en permanence 150 maladies infectieuses et des dizaines de nouveaux syndromes partout dans le monde. Ses spécialistes en intelligence artificielle apprennent aux machines à trier l'information pertinente à travers tout le bruit émis sur la planète. Par exemple, savoir quand il est question dans les médias de l'anthrax, la maladie (c'est le nom anglais de la maladie du charbon), et non pas d'Anthrax, le groupe de heavy métal new-yorkais !

En 2016, BlueDot a prédit avec succès les villes où le virus Zika allait se répandre, d'abord à l'intérieur du Brésil, avant d'annoncer, six mois avant qu'il y fasse apparition, que le virus s'étendrait en Floride, aux États-Unis.

Pour arriver à de telles prédictions, les experts de l'entreprise ont répertorié les endroits où se trouvait le type de moustique susceptible de propager le Zika, et déterminé la température optimale favorisant sa multiplication à certaines périodes de l'année ainsi que les déplacements terrestres et aériens au Brésil, puis hors du pays.

« L'humain ne s'est jamais autant déplacé, ce qui favorise la transmission des maladies, explique Kamran Khan. Un virus, c'est comme un feu : s'il n'a pas de carburant, il s'éteint. Et le carburant du virus, c'est l'humain. »

En 2019, quelque 39 millions de vols ont déplacé 4,5 milliards de passagers sur la planète, un record — une hausse de 125 % depuis 2004. Des bases de données recensent l'horaire de ces avions et l'itinéraire de ces voyageurs. « On a maintenant la technologie pour comprendre les endroits à risque après l'éclatement d'une épidémie », dit Kamran Khan, dont la société utilise aussi les données de géolocalisation de 400 millions de téléphones cellulaires — anonymisées, précise-t-il — pour suivre les déplacements terrestres des habitants d'une zone infectée.

L'analyse de ces informations devrait permettre aux villes et aux pays sur la trajectoire d'une épidémie de mieux se préparer… et plus rapidement.

« L'HUMAIN NE S'EST JAMAIS AUTANT DÉPLACÉ, CE QUI FAVORISE LA TRANSMISSION DES MALADIES. UN VIRUS, C'EST COMME UN FEU : S'IL N'A PAS DE CARBURANT, IL S'ÉTEINT. ET LE CARBURANT DU VIRUS, C'EST L'HUMAIN. »

Kamran Khan, médecin épidémiologiste et fondateur de BlueDot

L'outil technologique mis au point par BlueDot permet d'accéder aux données du recensement dans un pays en particulier ainsi que de définir la capacité du système de santé à réagir à une crise sanitaire, de sorte que les autorités peuvent connaître les endroits à risque et prendre des mesures pour protéger les plus vulnérables. Des informations utiles en temps de pandémie, lorsque les ressources médicales sont rapidement débordées.

Depuis 2013, le ministère des Affaires étrangères du Canada est un client de BlueDot, à qui il a déjà versé près de 3,5 millions de dollars. C'est la Division de la sécurité mondiale qui a embauché l'entreprise pour l'aider à surveiller des éclosions suspectes de maladies infectieuses. L'idée a germé après les attaques terroristes du 11 septembre 2001 aux États-Unis. « On s'est doté d'un centre de surveillance des attentats terroristes, notamment des attaques biologiques. Quand une bombe explose ou qu'une attaque chimique a lieu, on sait qu'il s'agit d'une attaque terroriste et non d'un hasard, puisque c'est le résultat de l'action humaine », explique une source bien au fait du dossier au gouvernement fédéral. C'est moins évident, ajoute cette source, pour un virus ou une maladie. « Est-ce le hasard ou une attaque délibérée à l'arme biologique ? BlueDot nous aide à y voir clair, à anticiper. »

Le 31 décembre 2019, le ministère des Affaires étrangères du Canada a reçu l'avertissement lancé par BlueDot concernant un virus inédit à Wuhan, tout comme la plupart des pays asiatiques. La plateforme de BlueDot est très utilisée dans cette région du monde, où l'éclosion de nouvelles maladies est plus fréquente.

Les épidémies ne sont pas des malheurs qui frappent des civilisations au hasard, sans avertissement, affirme Frank M. Snowden, professeur d'histoire de la médecine à l'Université Yale. « Au contraire, toutes les sociétés produisent leurs propres vulnérabilités, que ce soit en raison de leur mode de vie ou de leurs priorités politiques », écrit-il dans son livre *Epidemics and Society : From the Black Death to the Present*, paru à l'automne 2019.

Notre monde, traversé de part en part par des centaines de millions de personnes chaque année — et strié d'interminables chaînes de production de biens et services allant de Guangzhou à Gaspé —, s'est révélé mal préparé à affronter cette pandémie. Sa grande force, l'interconnexion technologique et économique entre les pays, est rapidement devenue sa plus importante faiblesse lors de l'assaut viral.

Il est temps que la collaboration planétaire grimpe d'un cran en matière de santé et de prévention des maladies, comme ce fut le cas dans les dernières années sur le plan de l'intégration économique et technologique, estime Aude Motulsky, de l'École de santé publique de l'Université de Montréal.

IL EST TEMPS QUE LA COLLABORATION PLANÉTAIRE GRIMPE D'UN CRAN EN MATIÈRE DE SANTÉ ET DE PRÉVENTION DES MALADIES, COMME CE FUT LE CAS DANS LES DERNIÈRES ANNÉES SUR LE PLAN DE L'INTÉGRATION ÉCONOMIQUE ET TECHNOLOGIQUE.

Des signes de cette entraide sont encourageants. L'OMS, souvent critiquée pour sa lenteur à réagir, a mis en branle de gigantesques essais cliniques simultanément dans divers pays pour trouver les médicaments les plus efficaces contre la COVID-19. Une collaboration mondiale sans précédent. À la chasse au vaccin, les scientifiques n'ont jamais publié autant d'articles savants en si peu de temps, au point qu'il faudra, d'ici la prochaine pandémie, apprendre à mieux en faire le tri pour départager rapidement la véritable avancée de l'étude anecdotique.

En ce qui a trait aux choix politiques évoqués par Frank M. Snowden, la recherche fondamentale — celle qui permet à des chercheurs d'élaborer des embryons de vaccins parfois inutiles à courte échéance — a été négligée au profit de la recherche appliquée, davantage utile pour vendre des produits. Ce fut vrai au Canada pendant les années au pouvoir de Stephen Harper, mais également dans la plupart des pays occidentaux.

Au Québec, la pandémie a forcé les médecins et l'État à s'entendre pour adopter la télémédecine, un dossier qui traînait pourtant depuis des années. « On est en retard sur bien des pays », dit Aude Motulsky.

Par exemple, le ministère de la Santé du Québec s'est replié sur ses vieilles habitudes du XX^{e} siècle pour gérer le début de l'épidémie, en dirigeant la population vers une ligne téléphonique pour l'informer et faire un premier triage dans les demandes de dépistage. Une ligne 811 rapidement débordée d'appels, avec des délais d'attente interminables.

Or, dans de nombreuses régions du monde, les autorités ont d'abord invité les citoyens à rem-

plir sur Internet un formulaire interactif dans lequel ils devaient répondre à quelques questions sur leur état de santé et leurs récents déplacements. En fonction des réponses, l'outil Web recommandait de passer un test de dépistage ou non, ce qui a évité de saturer les lignes téléphoniques et a accéléré l'aiguillage des gens présentant des symptômes. En Colombie-Britannique, dans la première semaine de la mise en ligne, du 11 au 17 mars, plus de 250 000 personnes ont rempli le formulaire interactif de cinq questions. « Au Québec, nous aurions dû avoir ce type d'outil en ligne dès le début », affirme Aude Motulsky.

Même scénario pour les téléconsultations. Le premier ministre François Legault a déclaré lors d'un point de presse, début mars, qu'il était urgent de réduire le nombre de patients qui se déplaçaient afin de désengorger le système de santé et de limiter la propagation. « Tout ce que vous êtes capables de faire par téléphone, faites-le ! » a-t-il lancé aux médecins de famille.

La Fédération des médecins omnipraticiens du Québec a négocié en vitesse avec la Régie de l'assurance maladie le remboursement des téléconsultations, qui est accordé depuis le 16 mars dernier… mais seulement pour la durée de l'urgence sanitaire en cours.

En deux semaines à peine, 30 % des médecins spécialistes et 12 % des médecins de famille ont été en mesure de faire des consultations à distance. Comme quoi quand on veut, on peut. « Au sortir de cette crise, nous aurons transformé le réseau de la santé pour le bien de la population. Nous aurons un Québec différent », soutient la ministre de la Santé, Danielle McCann.

Toute l'organisation est à repenser, explique Aude Motulsky. « Il faut déplacer le service vers le patient, alors que notre système est construit autour du patient qui se déplace d'un endroit à l'autre. C'est un gros changement, mais il faut que ça devienne permanent. »

Comment se fait-il, par exemple, qu'en pleine pandémie, les autorités demandent aux gens qui présentent des symptômes de se rendre dans une clinique, au risque qu'ils infectent d'autres personnes sur place ou lors de leur trajet, plutôt que d'avoir des unités mobiles de dépistage qui iraient dans les maisons ou dans certains quartiers précis, ce qui limiterait les déplacements ? « Ce serait optimal, et ça se fait en Europe », dit Aude Motulsky.

D'autres autorités utilisent à profusion les consultations en ligne ou par vidéoconférence. En France, à la mi-mars, l'État a levé toutes les restrictions pour les téléconsultations, de sorte que les Français peuvent se connecter à n'importe quelle plateforme numérique déjà en place, se créer un compte et solliciter un rendez-vous par vidéoconférence avec le premier médecin disponible.

Si la crise actuelle donne un coup d'accélérateur à la télémédecine, le gouvernement devrait également encourager l'utilisation de tous les gadgets électroniques que nous possédons à la maison afin d'aider les médecins à poser des diagnostics plus précis. Sans s'en douter, bien des gens ont dans leur poche presque l'équivalent de l'arsenal de l'infirmière du triage aux urgences !

Les applications de nos téléphones ou de nos montres connectées peuvent, grâce à leurs capteurs, en révéler beaucoup au médecin traitant. Les montres Fitbit et Garmin prennent notre rythme cardiaque ; l'Apple Watch ajoute nos heures de sommeil ; le moniteur Spire Stone nous informe de notre capacité pulmonaire ; les produits iHealth, de notre pression artérielle ; le bracelet Embrace, de notre température corporelle… Utiliser ces ressources pourrait accélérer la prise en charge des patients et faire gagner du temps à un système qui en a bien besoin, surtout en cas d'épidémie, juge Aude Motulsky. Ces appareils sont d'ailleurs de plus en plus précis.

La pandémie de coronavirus constitue une crise sanitaire sans précédent à l'ère moderne, mais dans ce drame, l'humain est relativement chanceux, estime Pascale Brillon, directrice du Laboratoire de recherche Trauma et résilience, également professeure au Département de psychologie de l'UQAM. « C'est du sérieux, mais on peut aussi le voir comme une grande répétition. Si nous sommes frappés un jour par un virus avec un taux de mortalité de 50 % ou 60 %, il faudra être drôlement prêts à réagir », dit-elle.

Mieux détecter, mieux prévenir, mieux collaborer, mieux soigner. La crise de la COVID-19 est un laboratoire en temps réel pour les épidémiologistes, les experts en santé publique et les scientifiques de la planète. « Ce qu'on apprend nous rend plus forts et plus agiles, rappelle Pascale Brillon. Il faut se demander ce qui va rester de positif, pas juste ce qu'on a perdu. »

EN DEUX SEMAINES À PEINE, 30 % DES MÉDECINS SPÉCIALISTES ET 12 % DES MÉDECINS DE FAMILLE ONT ÉTÉ EN MESURE DE FAIRE DES CONSULTATIONS À DISTANCE. COMME QUOI QUAND ON VEUT, ON PEUT.

SE RELEVER DU CHOC

Aider les personnes à surmonter les séquelles psychologiques que la crise aura laissées sera crucial pour remettre nos sociétés en marche. Pour y arriver, on peut s'inspirer de solutions trouvées lors de drames passés.

par Alec Castonguay

La pression dans ma poitrine est apparue le dimanche de mars où François Legault a annoncé que les écoles et les garderies resteraient fermées jusqu'en mai. Elle s'est logée juste à côté de mon cœur, qui a augmenté sa cadence dès le lendemain, lorsque le premier ministre a mis le Québec sur pause, limitant l'activité économique aux services essentiels.

À la clinique de mon quartier — transformée en bunker antivirus —, où je me rendais pour un autre pépin de santé, l'infirmière au triage a pris mes signes vitaux et m'a confirmé avec empathie que mon cœur battait plus vite que la normale. « Ça va ? Êtes-vous stressé ? » Je lui ai répondu avec mon plus beau sourire de pandémie.

Le stress. L'anxiété. Les pensées qui partent en vrille. Pour certains, ce sont des nuits agitées et plus courtes. Pour d'autres, c'est l'humeur en berne, avec ce petit nuage noir qui semble suspendu en permanence au-dessus de leur tête. Moi, c'est une pression près du cœur.

Je pensais pourtant être immunisé.

Je suis journaliste depuis 20 ans. J'ai commencé ma carrière au quotidien *Le Devoir*, où je devais parfois remettre deux ou trois articles le même jour. Les soirs d'élections, je suis analyste à la télé. Lors du dernier débat des chefs fédéraux, je leur ai posé des questions en direct devant des millions de téléspectateurs. Au fil des ans, je me suis rendu trois fois en Afghanistan pour y couvrir la guerre. J'ai voyagé en véhicule blindé, vêtu d'un gilet pare-balles, à l'affût d'une explosion. Je me suis fait tirer dessus à la roquette dans des camps de fortune.

Le stress fait partie de ma vie et j'ai toujours su le gérer. Cerise sur le gâteau, ma mère est psychologue…

Et pourtant, cette pression aiguë s'est logée en moi, même si ma famille se porte bien et que j'ai encore un emploi. Si moi je la ressens, je peux penser que le stress et l'anxiété se sont également emparés de mes amis, voisins et autres concitoyens en ce temps de pandémie.

« C'est une ambiance anxiogène. Il y a inévitablement des effets sur la santé mentale », confirme Christine Grou, présidente de l'Ordre des psychologues du Québec. « Les gens sont en mode survie, confinés à la maison, parfois avec les enfants. Certains ont perdu leur emploi, d'autres doivent essayer de faire du télétravail. Les plus âgés ont peur. Les rues sont vides… »

Les intervenants en santé mentale interrogés par *L'actualité* craignent de ne pas être en mesure de répondre au tsunami de requêtes qui s'annonce. Le sentiment de perte de pouvoir face à une situation inédite d'une durée indéterminée, combiné à des épreuves comme la perte d'un emploi, l'impossibilité de visiter un proche malade ou même d'assister à des funérailles, fera bondir les troubles d'anxiété, les dépressions, les séparations, la consommation d'alcool…

Des effets sur la santé mentale, il y en a eu lors d'épisodes de confinement forcé dus à des épidémies de maladies infectieuses ailleurs dans le monde, comme le SRAS ou l'Ebola. La revue scientifique britannique *The Lancet* a recensé 24 études réalisées dans la foulée de telles périodes d'isolement. Près de 28 % des parents qui avaient été confinés avec leurs enfants présentaient un problème de santé mentale comme la dépression ou l'anxiété quelques mois après l'isolement. Ces mêmes études ont montré que les enfants coincés à la maison ont quatre fois plus de risques de souffrir de stress post-traumatique que les enfants n'ayant pas subi de confinement.

Chez les travailleurs de la santé, les études recensées par *The Lancet* font état de problèmes psychologiques qui perdurent jusqu'à trois ans après une crise sanitaire importante. Les médecins, infirmières et préposés ayant dû se placer en isolement ressentent plus de détresse que la population générale dans la même situation. Le sentiment d'impuissance qui les assaille fait monter en flèche la colère, la culpabilité, la solitude et le mal de vivre pendant plusieurs mois après une crise.

Le désarroi psychologique s'installera à grande échelle dans les semaines à venir, prédit Charles Roy, président de l'Association des psychologues du Québec, qui regroupe plus de 1 500 professionnels des secteurs public et privé. « Une fois le choc passé, les demandes d'aide vont affluer. Chez ceux qui étaient déjà aux prises avec des difficultés, les séquelles post-traumatiques seront amplifiées. Pour tout le monde, il s'agit d'une modification majeure du style de vie. »

La pression dans ma poitrine, cet inconfort physique qui découle du stress, c'est l'équivalent d'un deuil, selon David Kessler, l'une des sommités dans le domaine, qui a publié plusieurs livres, et signé avec Elisabeth Kübler-Ross *Sur le chagrin et le deuil*.

Le deuil de la routine, de la normalité, du rendement au boulot. Mais aussi un « deuil par anticipation », affirme David Kessler, qui travaille notamment dans des hôpitaux de Los Angeles. Nous savons que le monde ne sera plus jamais pareil, mais nous ignorons de quoi il sera fait. Les étagères vides à l'épicerie, les gardes armés de Purell qui attendent à l'entrée des pharmacies, on a beau se dire que c'est temporaire, en réalité, il est impossible de prévoir quand notre vie d'avant sera de retour, et si même elle le sera. Ce qui amène l'angoisse. Nous anticipons une rupture, dans nos vies comme dans notre mode de vie. « On a le sentiment que la tempête s'en vient. Que le mal est là, quelque part, et qu'il peut frapper. On ressent une brisure dans notre filet de sécurité habituel. C'est rare de vivre ça tous en même temps », explique David Kessler dans une entrevue accordée au *Harvard Business Review*.

L'HUMAIN EST AVANT TOUT UNE BÊTE SOCIALE, ET LES EFFETS DE CETTE « SOLITUDE FORCÉE » SUR LES TRAUMATISMES À VENIR SONT LA GRANDE INCONNUE DE CETTE CRISE.

Et nous vivons ce drame seuls, dans nos maisons, sans pouvoir nous retrouver avec les amis et la famille élargie pour échanger, nous serrer dans nos bras et nous dire en personne « ça va bien aller ».

L'humain est avant tout une bête sociale, et les effets de cette « solitude forcée » sur les traumatismes à venir sont la grande inconnue de cette crise, estime la directrice du Laboratoire de recherche Trauma et résilience, Pascale Brillon, également professeure au Département de psychologie de l'UQAM. « Il y a une solidarité collective, mais un isolement physique. C'est exceptionnel », dit-elle.

Début avril, les 2 200 psychologues à l'œuvre dans le réseau public, notamment dans les CLSC et les hôpitaux, ont commencé à appeler les 325 000 personnes qui suivent des thérapies offertes par l'État afin de savoir comment elles se portaient.

Dans un deuxième temps, tous ceux qui, depuis le début de la crise, sont relégués à la liste d'attente déjà longue seront joints pour une courte séance de discussion. « On vit des circonstances exceptionnelles, c'est important de parler à notre monde », dit la ministre de la Santé, Danielle McCann.

LES CATASTROPHES PASSÉES ENSEIGNENT QU'IL FAUT AGIR TÔT POUR LIMITER LES PROBLÈMES PSYCHOLOGIQUES. « LES SOINS EN SANTÉ MENTALE QU'ON OFFRIRA SERONT DÉTERMINANTS POUR BIEN DES GENS », AFFIRME MÉLISSA GÉNÉREUX, MÉDECIN-CONSEIL EN SANTÉ PUBLIQUE.

Les catastrophes passées enseignent qu'il faut agir tôt pour limiter les problèmes psychologiques. « Les soins en santé mentale qu'on offrira seront déterminants pour bien des gens », affirme Mélissa Généreux, médecin-conseil en santé publique et professeure à la Faculté de médecine de l'Université de Sherbrooke.

La Dre Généreux vient tout juste de rendre publiques les conclusions de son *Enquête nationale sur les impacts socio-sanitaires des inondations 2019* dans six régions du Québec, menée en collaboration avec les chercheurs Danielle Maltais (UQAC) et Philippe Gachon (UQAM). Parmi les 1 576 répondants dont le domicile avait été inondé dans ces six régions, 44 % présentaient des symptômes modérés à élevés de stress post-traumatique six mois après les événements, d'autres souffraient de troubles anxieux ou de l'humeur. Cependant, à peine le tiers des sinistrés ont dit avoir reçu le soutien psychologique espéré.

Les personnes qui ont dû recourir à un prêt bancaire pour faire face aux conséquences des inondations « sont plus à risque de présenter un trouble de santé mentale que les autres sinistrés », soulignent les auteurs. Or, le stress financier engendré par la pandémie de COVID-19 sera considérable, ce qui ajoute aux complications psychologiques potentielles.

Le Québec, avec ses 8 800 psychologues, regroupe la moitié des professionnels du Canada. « On a le plus important rapport de psychologue par habitant en Amérique du Nord ! » lance Christine Grou. Près de 2 000 psychothérapeutes ont également un permis de pratique sans posséder le titre protégé de psychologue.

Malgré tout, le réseau public était saturé avant la crise, avec des semaines, sinon des mois d'attente avant d'avoir accès à un professionnel, explique Charles Roy, qui pratique dans un CLSC de Montréal. « Nous sommes en pénurie de ressources. Dans le public, il nous manque environ 450 psychologues pour répondre à la demande en temps normal. » Ces dernières années, les compressions budgétaires dans le volet prévention du ministère de la Santé ont fait mal, dit-il. « On perd en moyenne 32 psychologues par année depuis 10 ans dans le secteur public. »

Un achalandage qui se répercute dans le secteur privé, où les psychologues sont fortement sollicités et ne peuvent souvent plus prendre de patients. « Personne ne chôme, dit Charles Roy. Je suis inquiet. On ne peut pas abandonner les personnes qui souffraient avant la crise. Il y aura des choix déchirants à faire. » Et c'est sans compter les travailleurs qui n'ont pas d'assurance ou de programme d'aide de leur employeur et qui ne peuvent s'offrir des thérapies à plus de 100 dollars l'heure.

La présidente de l'Ordre des psychologues refuse d'envisager une rupture de service en santé mentale en raison de la hausse à venir de la demande. « Il faudra se réorganiser », dit-elle. Par exemple, en faisant davantage de séances de groupe ou en multipliant les téléconsultations pour gagner du temps. « On a commencé à travailler avec le ministère de la Santé pour réduire les méfaits de la crise, parce que les problèmes de santé mentale qu'on ne traite pas s'aggravent avec le temps. Ça va coûter plus cher de s'en occuper plus tard. »

Et si des pistes de solutions se trouvaient à Lac-Mégantic ? Grâce à un programme innovateur mis en place par la Direction de la santé publique

de l'Estrie, la majorité des 5 600 habitants de cette ville entourée de collines ont pu se relever psychologiquement du déraillement de train qui avait ravagé le centre-ville et fauché 47 vies en juillet 2013.

Mélissa Généreux est devenue directrice de la santé publique de l'Estrie à peine deux jours avant la tragédie. « Toute une entrée en matière ! » lance la pétillante spécialiste.

Des mois après le drame au centre-ville, voyant que les résidants s'en remettaient difficilement, Mélissa Généreux a lancé des enquêtes de santé publique pour documenter leur détresse psychologique, avec la collaboration de Danielle Maltais, professeure de travail social à l'Université du Québec à Chicoutimi et titulaire de la Chaire de recherche sur les événements traumatiques, la santé mentale et la résilience.

Les enquêtes dévoilées en 2015 ont montré que près de 65 % des Méganticois présentaient des symptômes modérés ou sérieux de stress post-traumatique. La consommation d'alcool excessive touchait 15 % des habitants, alors que 14 % souffraient d'anxiété. Un résidant sur cinq ne se sentait pas en sécurité chez lui. « Pourtant, les Méganticois ne consultaient pas les ressources en santé mentale qu'on avait mises à leur disposition », raconte la Dre Généreux.

En 2016, la Direction de la santé publique de l'Estrie met donc sur pied l'Équipe de proximité de Lac-Mégantic, un groupe de quatre intervenantes sociocommunautaires épaulées par une kinésiologue et une nutritionniste, qui ira à la rencontre des gens. « Ils ne voulaient pas se déplacer vers les services, alors on a déplacé les services vers eux ! » s'exclame Mélissa Généreux. Le groupe ne s'installe pas à l'hôpital ou dans une clinique, mais à la gare de la ville, et multiplie les activités auprès des résidants : animation sociale, club de marche, exposition de photos locales porteuses d'espoir, etc.

La Dre Généreux raconte avoir passé un coup de fil en fin d'après-midi, un jeudi chaud et ensoleillé de l'été 2016, à la technicienne en travail social Cindy Stewart, l'une des premières embauchées au sein de l'Équipe de proximité de Lac-Mégantic. Un fort bruit ambiant embrouillait la ligne.

« Où es-tu ? Je t'entends mal.

— Dans un bar.

— Que fais-tu là ?!

— Je travaille ! Le jeudi, c'est ici que les gars se tiennent. On jase. »

Cindy Stewart, 38 ans, est née et a grandi à Lac-Mégantic. « Je suis un visage connu, alors c'est plus facile d'entrer en contact avec les gens. Je vais à leur rencontre dans la rue, dans les bars et les restaurants. J'écoute et je transmets des informations », explique-t-elle. Cindy Stewart parle au présent parce que, bientôt sept ans après l'accident tragique, l'Équipe de proximité est toujours à l'œuvre.

Toutefois, dans le contexte de la pandémie de COVID-19, le groupe axe davantage son travail sur les effets psychologiques de la crise chez les Méganticois. Tout en respectant la distance de deux mètres entre les personnes, Cindy Stewart et ses collègues vont à la rencontre des résidants à l'épicerie, à la pharmacie ou dans la rue. « On les incite à parler de ce qu'ils vivent, on prend le pouls de notre monde », dit-elle.

UN PEU COMME LES RÉSIDANTS DE LAC-MÉGANTIC, LES QUÉBÉCOIS AURONT BESOIN DE SE RÉAPPROPRIER LES ESPACES PUBLICS DONT ILS AURONT ÉTÉ PRIVÉS PENDANT DES SEMAINES, DES MOIS. ILS AURONT BESOIN DE BEAUX PROJETS, D'ESPOIR ET DE FRATERNITÉ.

Dans les années suivant une catastrophe, la reconstruction sociale de la communauté est tout aussi importante que la reconstruction physique et économique, soutient Marie-Claude Maillet, organisatrice communautaire depuis le début des années 1990, qui s'est jointe à l'Équipe de proximité de Lac-Mégantic dès sa création. « Toutes les études postcatastrophes montrent qu'il faut mobiliser la communauté touchée, la ressouder, lui donner de la nourriture sociale. Il faut redonner du sens à la vie. On doit l'exposer au bonheur, à ce qui est beau », affirme la femme de 51 ans.

« PSYCHOLOGIQUEMENT, C'EST IMPORTANT D'AVOIR UN AVANT ET UN APRÈS. ÇA VA PRENDRE, D'UNE MANIÈRE OU D'UNE AUTRE, UNE PIERRE BLANCHE POUR MARQUER L'HISTOIRE. »

Pascale Brillon, directrice du laboratoire de recherche Trauma et résilience

En 2018, l'Équipe de proximité a aménagé la Place éphémère, au centre-ville de Lac-Mégantic, non loin du lieu de la tragédie ferroviaire, afin de favoriser les rassemblements. Ce lieu extérieur a permis aux gens de se retrouver pour des activités allant des traditionnels barbecues jusqu'aux soirées cinéma et popcorn, en passant par les populaires séances de karaoké ou encore des cours de musique et de yoga offerts par des résidants. « Les gens se sentent utiles, ils se réapproprient leur centre-ville avec quelque chose de positif », dit Marie-Claude Maillet.

La plus récente étude de la Direction de la santé publique de l'Estrie, réalisée avant la pandémie de COVID-19, montrait que la santé psychologique des Méganticois revenait tranquillement à la normale. Environ 11 % des résidants faisaient alors état d'une santé mentale mauvaise ou passable. À peine 3 % disaient encore se sentir en danger dans leur maison, une proportion comparable à l'ensemble de la population estrienne.

« Les impacts psychosociaux observés dans les années suivant la tragédie ferroviaire de Lac-Mégantic en 2013 semblent se résorber. Une stabilisation, voire une légère amélioration, est observée pour plusieurs indicateurs de santé mentale », écrivent Mélissa Généreux et Danielle Maltais dans leur dernière étude, rendue publique en 2019.

Pourrait-on reproduire la recette de Lac-Mégantic à l'échelle du Québec afin d'atténuer les effets psychologiques de la pandémie ? « Pourquoi pas ! La réponse ne peut pas reposer uniquement sur la structure rigide du réseau de la santé. Il y a différentes façons de répondre aux besoins de la population », estime Cindy Stewart.

Un peu comme les résidants de Lac-Mégantic, les Québécois auront besoin de se réapproprier les espaces publics dont ils auront été privés pendant des semaines, des mois. Ils auront besoin de beaux projets, d'espoir et de fraternité.

Étant donné que les thérapies individuelles ne seront peut-être pas offertes en quantité suffisante pour répondre à la demande, les villes et le gouvernement pourraient créer des équipes de proximité qui iraient à la rencontre des citoyens dans les quartiers les plus touchés par la pandémie. Des animations sociales, à l'extérieur, pourraient aider à cicatriser certaines douleurs du confinement lorsqu'il sera permis de se rassembler à nouveau.

Pour tourner plus facilement la page d'un drame, il est fondamental de représenter celui-ci par quelque chose de concret afin de s'assurer de ne pas l'oublier et pour rendre hommage aux victimes, explique Pascale Brillon. C'est évidemment plus simple d'ériger un monument à l'endroit d'une catastrophe, que ce soit à Lac-Mégantic ou à New York après les attentats du 11 septembre 2001. Dans le cas d'une pandémie, invisible à l'œil, c'est plus complexe. « Il faudra être créatif, dit-elle. Les symboles sont importants pour faire le deuil d'un événement traumatique. »

Est-ce que l'Italie transformera un hôpital particulièrement touché par la COVID-19 en musée de la tragédie ou en lieu de naissance pour insuffler du bonheur aux prochaines générations ? Est-ce que Montréal dressera un monument commémoratif ? Est-ce que le gouvernement du Québec instaurera une journée nationale de mémoire, avec jour férié ou non, pour nous rappeler de rester vigilants ?

« Psychologiquement, c'est important d'avoir un avant et un après, dit Pascale Brillon. Ça va prendre, d'une manière ou d'une autre, une pierre blanche pour marquer l'histoire. »

Et pour nous rappeler que, malgré la souffrance, le stress, la pression à la poitrine et la détresse qui suivra, il n'y a pas que des pertes au compteur de cette pandémie. Inscrire dans la ligne du temps que l'humanité, collectivement, s'en est sortie. Et que nous sommes maintenant plus solidaires. Et plus forts.

BÂTIR LA TÉLÉ-ÉCOLE

Le réseau scolaire québécois n'était pas préparé à faire l'école à distance. Il devra se rattraper, car l'école telle qu'on la connaissait ne reviendra pas de sitôt.

par Julie Barlow et Jean-Benoît Nadeau

En France ce printemps, les 12,4 millions d'élèves de 62 000 écoles confinés à la maison à cause de la pandémie n'ont pas chômé, l'école est venue à eux. Le ministère de l'Éducation nationale a mis en place un système dès le premier jour, et les 871 000 enseignants ont donné des cours à distance et préparé les exercices. Chaque jour, les élèves avaient des travaux à faire, et avec sérieux puisqu'ils allaient être notés.

En Ontario, quand la fermeture de deux semaines a été prolongée, les élèves des conseils scolaires anglais et français ont dû rapidement se mettre à la tâche en explorant les différentes ressources proposées dans le site Apprendre à la maison. Là aussi, les notes allaient compter dans le bulletin.

Alors qu'ailleurs l'enseignement, c'est-à-dire la transmission de la matière, se poursuit depuis le début ou presque de la pandémie, au Québec, c'est le maintien des apprentissages qui a été privilégié : ce qui a été appris doit rester appris. La consigne du ministère de l'Éducation : « pas de nouvelle matière ni d'évaluation ».

Le 27 avril, le premier ministre François Legault a annoncé que les écoles rouvriraient en mai pour le primaire et en septembre pour le secondaire. À moins de changement, les enfants du primaire auront donc manqué deux mois d'école et ceux du secondaire, presque quatre mois. Les trois premières semaines se sont passées sans service, puisqu'il a fallu attendre la semaine avant Pâques pour que le Ministère organise l'envoi de trousses pédagogiques, des appels aux parents et la mise en place d'une plateforme éducative à Télé-Québec. À travers tout ça, de nombreuses écoles ont certes multiplié les initiatives pour garder écoliers et élèves à niveau. Mais dans l'ensemble, comparée aux mesures mises en place par la France et l'Ontario, la réponse québécoise obtient la note… « peut faire mieux ».

Égide Royer, professeur associé à la Faculté des sciences de l'éducation de l'Université Laval et figure respectée du monde de l'éducation, est consterné. « En Ontario, ils maintiennent l'enseignement coûte que coûte. Au Québec, on se borne au maintien des apprentissages ! »

On ne regarde pas à la dépense publique en ce moment, poursuit l'expert en réussite scolaire, « mais il est urgent que le Québec investisse massivement dans la formation des enseignants pour une mise à niveau générale sur le plan informatique ». La rentrée à l'automne pourrait être compromise par une deuxième, voire une troisième vague de fermeture — totale ou partielle. « On ne pourra "maintenir des acquis" éternellement. Il faut faire plus et mieux. Si on ne fait rien, on risque d'être pris avec le même problème, avec les conséquences que ça aura dans trois, quatre, cinq ans sur le décrochage. »

L'absence d'évaluation imposée par Québec pendant le confinement a par ailleurs fait dire à de nombreux parents que les mesures prises par le ministère de l'Éducation servaient à occuper les élèves plutôt qu'à les instruire.

De façon générale, le système public québécois n'était pas prêt à effectuer un virage en catastrophe vers l'enseignement en ligne. « Depuis cinq ans, il y avait une mobilisation vers le numérique, mais c'était à géométrie très variable, d'un enseignant à l'autre et d'une école à l'autre », admet le ministre de l'Éducation, Jean-François Roberge. « Là, il va y avoir une grande mise à niveau forcée due à la crise sanitaire. Ceux qui traînaient de la patte vont se conformer et se mettre à jour. »

Les trousses d'exercices hebdomadaires envoyées après un mois de fermeture, le ministre Roberge en convient, « c'est un coup de main au réseau pour garantir que tout le monde reçoive le minimum à la grandeur du Québec ». Mais, dit-il, « on sait qu'il y a des élèves qui en veulent plus, des enseignants qui font plus, depuis bien avant les trousses — ils envoyaient des activités, communiquaient au moyen de toutes sortes de plateformes. Notre but n'est pas de ralentir ceux qui vont vite, mais de faire jogger ceux qui marchent. »

Dans le réseau public, nombre d'enseignants, d'écoles et même de commissions scolaires ont brillamment relevé le défi de la crise sanitaire par tous les moyens. Ainsi, sans tambour ni trompette, Pierre Poulin, enseignant de 5e année à l'école Wilfrid-Bastien, dans l'arrondissement de Saint-Léonard, à Montréal, pratique depuis 10 ans un enseignement dit « hybride », qui consiste à utiliser l'ordinateur pour les leçons, les devoirs et les exercices en complément des cours en classe. « Après la fermeture des écoles, on a continué comme si de rien n'était. Personne ne manque le rendez-vous de 30 minutes en visioconférence, les mercredis. » Presque tous ses collègues de 3e cycle à l'école font de l'enseignement hybride, raconte le prof de 53 ans, qui a formé des centaines d'enseignants à ses méthodes.

Josée Vaillancourt, enseignante de 5e année en maths, histoire-géo et sciences à l'école publique FACE, à Montréal, était habituée à compléter ses cours avec des exercices en ligne et des leçons sur YouTube. Dès la fermeture des écoles, elle a constaté que ça ne suffirait pas. Elle s'est donc attelée à élaborer un système de visioconférence en ligne afin de permettre l'interaction. « C'était la cacophonie le premier jour, mais on a trouvé le moyen de s'organiser », dit-elle.

« ON NE POURRA "MAINTENIR DES ACQUIS" ÉTERNELLEMENT. IL FAUT FAIRE PLUS ET MIEUX. »

Égide Royer, professeur associé à la Faculté des sciences de l'éducation de l'Université Laval

Sur ses 85 élèves, il y en a eu 45 qui ont suivi le cours ce jour-là, et depuis le nombre oscille entre 30 et 43… Leur présence n'est pas obligatoire, alors certains se contentent des capsules. Et bien des parents débordés ont du mal à suivre. Tous les parents d'enfants au primaire qui ont été interviewés dans le cadre de ce reportage assurent qu'à cet âge, les élèves n'ont pas l'autonomie suffisante pour l'enseignement en ligne, et qu'ils doivent être accompagnés par un parent — à plus forte raison si ces méthodes n'ont jamais été pratiquées.

Au secondaire, les ados sont plus autonomes. À la commission scolaire de la Beauce-Etchemin (CSBE), un système était déjà en place pour enseigner à distance aux élèves de 3e à 5e secondaire en rattrapage durant l'été. « Depuis 20 ans qu'on y travaillait, c'est même devenu une sorte de grosse polyvalente de 1 800 élèves en ligne, qui dessert 40 commissions scolaires québécoises », raconte Normand Lessard, le directeur général. Dès la semaine du 16 mars, l'équipe s'est appuyée sur cette expérience pour encourager les enseignants des autres niveaux de la CSBE à collaborer en ligne et à utiliser sa plateforme afin d'offrir des cours, des vidéos et des exercices pour les élèves. « Si le Ministère nous l'avait demandé, on était prêts à basculer notre système et nos contenus vers toutes les commissions scolaires », ajoute Normand Lessard. Ce n'était pas seulement un accès au service, comme en bénéficient déjà 40 commissions scolaires, mais le partage du système complet avec l'ensemble des 70 commissions scolaires qui avait été proposé.

Dans le réseau privé, des écoles avaient déjà une certaine expérience du télé-enseignement. Au Séminaire de Sherbrooke, par exemple, les 1 020 garçons et filles, armés de leur tablette, avaient déjà expérimenté trois journées complètes depuis septembre.

Pour Édouard et Victor Bernier-Thibault, qui fréquentent le collège Ville-Marie, à Montréal, l'« école à la maison » s'est mise en place quelques jours après l'ordre de fermeture du 12 mars. Dans cet établissement qui accueille 600 élèves, chaque enseignant dispose d'un espace virtuel où il propose lectures, exercices, leçons et projets. « Si on a une difficulté, on envoie le numéro de la page et l'enseignant produit une vidéo qui répond aux problèmes les plus communs », raconte Édouard, en 5e secondaire. Ce qui a accéléré les choses : le collège avait organisé l'an dernier quelques journées d'« école à la maison » pour roder le système. L'établissement y voyait une « occasion de développer l'autonomie des élèves ainsi que leurs compétences numériques, en plus de vivre une expérience de télé-étude », avait-on expliqué dans un communiqué aux parents.

La plupart des écoles privées étaient équipées pour faire du télé-enseignement, mais il faut plus que de la technologie pour que ça fonctionne. Selon Stéphane Lapointe, président de la Fédération du personnel de l'enseignement privé (FPEP), parmi les 42 établissements syndiqués FPEP, le quart étaient réellement prêts. « Parmi ceux qui se sont lancés, dit-il, plusieurs se sont rendu compte qu'il y a quand même une marge entre donner la formation à distance un jour de rodage et le faire pendant deux, trois, quatre semaines, par l'entremise d'enseignants dont les enfants et les conjoints sont à la maison. Des parents voulaient que l'horaire soit exactement respecté, que les cours se donnent à l'heure prévue, mais ça n'était pas possible. Il y a des enfants et du personnel qui trouvent ça très stressant et il faut gérer l'anxiété. »

Les initiatives du secteur privé sont nombreuses. Ainsi, derrière la popularité de La classe de Marie-Ève, un programme sur YouTube qui est devenu une véritable bouée de sauvetage pour des dizaines de milliers de parents et d'enfants, il y a Succès scolaire, une entreprise offrant des services de tutorat de la maternelle au cégep. Depuis le 31 mars, La classe de Marie-Ève offre en rafale des ateliers éducatifs de 30 minutes s'adressant à chaque niveau du primaire quotidiennement. Son animatrice, Marie-Ève Lévesque, est une ancienne tutrice devenue enseignante de 4e année à l'école Sainte-Claire, un établissement de Longueuil. Outre son programme matinal, l'enseignante maintient le suivi avec sa vingtaine d'élèves depuis la fermeture des écoles.

Si le système public québécois ne s'est pas mis spontanément en mode télé-enseignement, ce n'est pas tant parce qu'il manque d'outils. Toutes les commissions scolaires se sont dotées de plateformes en ligne pour favoriser l'interaction : les enseignants peuvent y afficher des notes, des devoirs et des exercices, ajouter des documents, parler aux parents et aux élèves, et vice-versa. Mais l'utilisation de ces outils est très variable.

Les trousses pédagogiques envoyées par le Ministère le jeudi 2 avril ont elles aussi été utilisées différemment dans certaines commissions scolaires. La première semaine, la plupart se sont bornées à les envoyer telles quelles aux enfants. Pas la commission scolaire Marguerite-Bourgeoys (CSMB), à Montréal, deuxième plus grande au Québec avec 75 000 élèves — et où, en passant, le taux de diplomation atteint 86,7 %, soit 12 points au-dessus de la moyenne québécoise. Les pédagogues se sont défoncés tout le week-end du 3 avril pour adapter les contenus. Tout était en ligne pour les élèves le lundi matin à 9 h. Sur l'île de Montréal, plusieurs écoles ont une majorité d'élèves qui n'ont pas accès à un ordinateur ou à une connexion Internet. « Alors, à eux, on poste les documents », dit Josée Duquette, directrice du Service des ressources éducatives à la CSMB.

Le ministre de l'Éducation assure comprendre que, dans les premiers jours, « il y a eu de grands écarts entre les écoles qui allaient de l'avant et d'autres qui étaient sur pause, [mais] chaque jour qui passe, cet écart s'amenuise énormément ».

« IL VA Y AVOIR UNE GRANDE MISE À NIVEAU FORCÉE DUE À LA CRISE SANITAIRE. CEUX QUI TRAÎNAIENT DE LA PATTE VONT SE CONFORMER ET SE METTRE À JOUR. »
Jean-François Roberge, ministre de l'Éducation

« PARMI CEUX QUI SE SONT LANCÉS, PLUSIEURS SE SONT RENDU COMPTE QU'IL Y A QUAND MÊME UNE MARGE ENTRE DONNER LA FORMATION À DISTANCE UN JOUR DE RODAGE ET LE FAIRE PENDANT DEUX, TROIS, QUATRE SEMAINES. »
Stéphane Lapointe, président de la Fédération du personnel de l'enseignement privé

En Ontario, le Ministère a déterminé le temps que les élèves devaient consacrer à l'école : 5 heures par semaine de la maternelle à la 6e année, 10 heures pour les élèves de 7e et de 8e année, et une douzaine d'heures pour les plus vieux (de la 9e à la 12e année). Les conseils scolaires ont dû se débrouiller pour distribuer les ordinateurs disponibles. Les élèves qui ne peuvent accéder au site Apprendre à la maison reçoivent livres, cahiers et exercices par la poste ou par autobus scolaire. « Dès le 23 mars, nous avons reçu un sondage du conseiller en orientation qui nous demandait si on avait un ordinateur à la maison », raconte Lisa Barlow-Busch (NDLR : sœur de l'auteure), dont le fils est en 11e année dans une école publique de Kitchener-Waterloo, à 100 km à l'ouest de Toronto.

Au Québec, le ministre de l'Éducation a choisi une autre approche. « Ce qu'on fait n'est pas de dire combien d'heures les élèves doivent passer en ligne. Ce qu'on dit, c'est que tout le personnel contribue à la trousse pédagogique et à la concertation des équipes-écoles, explique Jean-François Roberge. On s'inspire de ce qui se fait ailleurs et on implante ce qui convient selon nos particularités. Au Québec, notre particularité, qu'on nous envie, c'est qu'on est très forts sur le concept d'équipe-école. C'est là-dessus qu'on s'appuie. »

Les équipes-écoles se répartissent la tâche pour que les trousses soient personnalisées, poursuit le ministre. « Tous les enseignants sont obligés de travailler dans le cadre d'une équipe-école. Ces équipes doivent s'approprier les trousses, les bonifier, les personnaliser avant de les transmettre à chaque élève. Les plus vulnérables vont continuer de recevoir tous les services qu'ils recevaient de la part des professionnels. Dans la situation, c'est satisfaisant d'avoir ce niveau de service là. »

Le manque d'ambition dans la réaction du ministère de l'Éducation s'explique en partie par le fait que, globalement, les enseignants n'étaient pas à niveau sur le plan informatique, mais aussi par le fait que ceux-ci étaient divisés en deux groupes, qu'on pourrait appeler les « volontaristes », prêts à essayer n'importe quoi pour pallier la fermeture des écoles, et les « perfectionnistes », qui cherchent la solution idéale. Car l'enseignement en ligne n'est pas parfait, tous les enfants n'ayant pas accès à Internet ou l'autonomie nécessaire pour s'y mettre.

Reste que les élèves de loin les plus à risque avec la fermeture des écoles sont ceux en difficulté ou qui éprouvent des troubles d'apprentissage, souligne Égide Royer. « On aurait dû contacter les familles au début au lieu d'attendre trois semaines. Il aurait fallu commencer avec les élèves en difficulté ou aux prises avec des troubles d'apprentissage. »

À Saint-Jérôme, la commission scolaire de la Rivière-du-Nord, qui regroupe environ 24 000 élèves, a mis au point au fil des ans un système de suivi très avancé des élèves en difficulté, où chacun d'eux a son fichier informatique dans lequel apparaissent toutes ses notes, ses difficultés et les informations sur son comportement, ce qui permet à l'ensemble des intervenants d'avoir un portrait exact de la situation. Et c'est largement grâce au suivi comportemental que, en 10 ans, cette commission scolaire a vu son taux de diplomation passer de 58 % à 76,6 %. À la fermeture des écoles, la première action concertée de la commission scolaire de la Rivière-du-Nord a donc

été de demander aux équipes-écoles de contacter toutes les familles par téléphone afin d'inscrire le niveau de détresse familiale au dossier de chacun des enfants.

Sébastien Tardif, le directeur général adjoint à la réussite, raconte que les enseignants de plusieurs établissements — comme l'école des Falaises, à Prévost, ou les écoles Saint-Philippe et Bouchard, à Brownsburg-Chatham — ont eux aussi vite organisé des visioconférences et des échanges, avec jeux et exercices d'arts plastiques.

« Les contacts, ça se fait plus spontanément dans de petites collectivités », observe Marie-Hélène Morneau, conseillère pédagogique en adaptation scolaire à la commission scolaire de la Côte-du-Sud, à Montmagny. « À Saint-Philémon, Saint-Marcel ou Saint-Nérée, c'est moins compliqué de joindre tous les élèves que dans une polyvalente de 1 400 élèves. »

Cependant, le positionnement syndical n'a pas encouragé l'initiative chez les enseignants du Québec. « La crise que nous traversons est sanitaire, pas scolaire », pouvait-on lire dans les directives ministérielles du 2 avril annotées, publiées par la Fédération autonome de l'enseignement (45 000 membres) alors que le premier ministre venait d'annoncer la fermeture des écoles au moins jusqu'en mai. Le président de la Fédération, Sylvain Mallette, explique sa position : « On voyait se mettre en place des modèles qui ne respectaient pas les balises nationales fixées par le ministre. » Ces balises se résument à : pas de nouvelle matière, pas d'évaluation. « On veut, dit-il, prendre un temps d'arrêt pour réfléchir à ce qu'on va organiser pour permettre aux élèves vulnérables d'être moins abandonnés. »

En France, la même situation n'a pas produit les mêmes états d'âme. « Le Ministère veut que tous les enfants soient scolarisés, donc on travaille tous les jours et on surveille les élèves », raconte Anne Dupont, enseignante en classe d'accueil (une classe d'intégration pour les élèves non francophones de 12 à 16 ans) au collège Henri Sellier, à Suresnes, en banlieue ouest de Paris. Forcée de recourir au système D (pour débrouillardise), elle a découvert que la plateforme Web du ministère de l'Éducation nationale offrait un espace collaboratif pour les enseignants et les élèves. Mais elle doit tout de même composer avec des élèves qui ne savent même pas envoyer un courriel : ils lui font parvenir leurs travaux par photos ! « Je crains effectivement de laisser derrière les plus vulnérables, affirme-t-elle, mais c'est aux profs de trouver le moyen de faire. »

EN FRANCE, LA MÊME SITUATION N'A PAS PRODUIT LES MÊMES ÉTATS D'ÂME. « LE MINISTÈRE VEUT QUE TOUS LES ENFANTS SOIENT SCOLARISÉS, DONC ON TRAVAILLE TOUS LES JOURS ET ON SURVEILLE LES ÉLÈVES », RACONTE ANNE DUPONT, ENSEIGNANTE EN CLASSE D'ACCUEIL.

À la décharge des écoles publiques québécoises, celles-ci ont dû composer avec des mesures sanitaires beaucoup plus strictes qu'ailleurs. En Ontario, les écoles ont pu distribuer des ordinateurs. En France, les parents peuvent aller cueillir des documents dans les établissements. Au Québec, quand le ministre de l'Éducation a annoncé qu'il ouvrirait temporairement les écoles pour qu'elles puissent faire une distribution de matériel informatique et que les élèves et le personnel puissent aller chercher leurs affaires, la Direction générale de la santé publique a demandé de renoncer à l'opération. Josée Vaillancourt, comme des dizaines de milliers d'enseignants, a été incapable de récupérer son matériel. « Je n'avais même pas les contacts de mes 85 élèves, dit-elle. J'ai pu reconstituer ma liste à partir des courriels que j'avais envoyés. »

Autre particularité québécoise : cette crise arrive à un moment historique. Jean-François Roberge a aboli les commissions scolaires à la fin février, si bien que, du jour au lendemain, le directeur général de chaque ex-commission scolaire (devenue « centre de services ») ne se rapporte plus à un président et des commissaires élus, mais au ministre. La réforme est si fraîche que seul le ministre parle de « centres de services » ; tout le monde dans le réseau continue d'employer l'ancien terme.

Des millions d'enfants et de parents québécois vivent donc la fermeture des écoles dans le contexte de deux méga-expériences : toute l'éducation doit avancer à marche forcée dans l'enseignement en ligne… dans une situation de réorganisation administrative.

Le ministre de l'Éducation espère que la crise aura permis d'effectuer en quelques mois ce qui aurait mis des années à s'accomplir. « Ça nous fait faire un certain rattrapage par rapport à d'autres systèmes. Je ne dis pas que l'enseignement à distance va remplacer l'enseignement traditionnel, mais ce sera une corde supplémentaire à notre arc. Ça va nous avoir fait faire une poussée de croissance, comme bien de nos élèves vivent à l'adolescence. »

LE TÉLÉTRAVAIL ARRIVE POUR DE BON

Confinement oblige, presque la moitié des Québécois se sont vus forcés d'apprendre les rudiments de la vidéoconférence et autres technologies essentielle au télétravail. Et ils y ont pris goût. La prochaine révolution du travail se fera en pantoufles.

par Alec Castonguay

Lorsque le premier ministre François Legault a encouragé les Québécois à travailler de la maison afin de freiner la propagation du coronavirus, le 13 mars dernier, la direction d'Hydro-Québec a envoyé une note interne à tous ses gestionnaires, dans laquelle on pouvait lire que « le télétravail est maintenant le mot d'ordre ».

Plus facile à dire qu'à faire. À l'image de bien des entreprises, la société d'État offrait déjà à ses employés la possibilité de travailler à distance, mais uniquement selon les besoins et à la discrétion des chefs d'équipe. En réalité, peu de travailleurs en bénéficiaient.

Le système informatique n'était pas adapté au débarquement en règle d'un grand nombre d'utilisateurs à distance, explique Louis-Olivier Batty, porte-parole d'Hydro-Québec. « On a déployé des ressources en vitesse pour augmenter notre capacité. Au début, on demandait aux employés de se connecter au réseau interne seulement lorsque c'était nécessaire et de se déconnecter ensuite pour laisser de la place aux autres. »

Moins d'une semaine plus tard, plus de la moitié des 19 400 employés d'Hydro-Québec, soit 10 500 personnes, étaient connectés sur le réseau interne du géant de l'électricité ! Un tour de force, considérant que des milliers d'employés ne peuvent de toute façon travailler à distance, comme les monteurs de lignes, les installateurs de compteurs, les opérateurs de centrale, etc. « Tous ceux qui peuvent travailler de la maison le font », estimait Louis-Olivier Batty en avril.

La mise à niveau de l'infrastructure informatique et la réorganisation du travail à distance pourraient avoir des répercussions à long terme sur la manière dont opèrent différentes grandes sociétés qui ont dû expérimenter la décentralisation de leurs activités pendant la pandémie, comme Hydro-Québec. « En quelques semaines, on a basculé 10 ans en avant », soutient la nouvelle PDG, Sophie Brochu.

Le télétravail est dans l'air du temps depuis des années. Pour certains Québécois, c'est une façon d'éviter une circulation automobile devenue infernale en ville. Pour d'autres, c'est une occasion de faciliter la routine quelques jours par semaine, en ralentissant la course folle entre le retour du bureau, la préparation des repas, la supervision des devoirs et le bain des enfants… Pour d'autres encore, l'attrait découle d'une volonté de réduire les émissions de gaz à effet de serre.

Or, ces bonnes raisons, souvent évoquées, n'ont dans les faits pas débouché sur une augmentation importante du télétravail ces dernières années au pays. Selon les données de l'Enquête sociale générale de 2016 de Statistique Canada, à peine 12,7 % de la main-d'œuvre faisait au moins une heure de télétravail par semaine. Environ 2,8 % des travailleurs s'y adonnaient plus de 15 heures par semaine. Des chiffres comparables à ceux des États-Unis (3,1 %).

Un sondage Léger mené à la fin avril révélait que 50 % des Canadiens étaient en télétravail, notamment à cause du confinement. Si bien des employés ont hâte de réintégrer le bureau pour revoir leurs collègues et ressouder l'esprit d'équipe — après tout, l'humain est un être grégaire —, d'autres retourneront sans joie à leur ancienne vie d'auto-boulot-dodo cinq jours par semaine, ayant goûté à la souplesse de l'horaire pendant l'épidémie. En effet, selon le même sondage, 79 % des personnes en télétravail disaient aimer l'expérience.

« Une crise, c'est un important moment de changement. C'est une belle occasion à ne pas laisser passer pour les organisations. On ne doit pas retourner à nos habitudes », affirme Caroline Coulombe, professeure à l'École des sciences de la gestion de l'UQAM et chercheuse à l'Observatoire canadien sur les crises et l'action humanitaires.

UN SONDAGE LÉGER MENÉ À LA FIN AVRIL RÉVÉLAIT QUE 50 % DES CANADIENS ÉTAIENT EN TÉLÉTRAVAIL, NOTAMMENT À CAUSE DU CONFINEMENT, ET QUE 79 % D'ENTRE EUX DISAIENT AIMER L'EXPÉRIENCE.

La récente période de télétravail forcé aura peut-être fait tomber certains préjugés tenaces, comme celui voulant que les employés à la maison quelques jours par semaine soient moins productifs. Dans le cadre d'un sondage mené en 2018 par le moteur de recherche d'emploi Indeed auprès de 500 employés et de 500 employeurs dans divers secteurs, la grande majorité des employés (90 %) soutenaient qu'ils étaient aussi productifs, sinon plus, en travaillant de la maison. Et leurs patrons étaient d'accord. Même que 65 % disaient que le télétravail rendait les employés plus productifs.

Chez TELUS, où depuis 2006 près de 70 % des employés sont en mode télétravail une bonne partie de la semaine, la décision d'envoyer tout le monde à la maison dès le début de l'épidémie a été facile à prendre. « Les processus et la technologie étaient déjà en place pour que les tâches de nos équipes puissent être effectuées à l'extérieur de leur bureau », explique la porte-parole Jacinthe Beaulieu. Le géant des télécommunications estime avoir économisé 50 millions de dollars en location de locaux pour bureaux de 2006 à 2016 grâce au télétravail.

Le travail à domicile est toutefois réparti inégalement dans la société, et cela risque peu de changer, puisque certains métiers s'y prêtent difficilement. Au Québec, selon une étude du CEFRIO, un organisme de recherche et d'innovation sans but lucratif, 38 % des télétravailleurs salariés sont des cadres ou des gestionnaires, loin devant les employés de bureau (16 %) et les techniciens (8 %).

« ÇA NE PREND PAS JUSTE DU LEADERSHIP DANS UNE ENTREPRISE, ÇA PREND DU LEADERSHIP GOUVERNEMENTAL. SI ON VEUT FAVORISER LE TÉLÉTRAVAIL, ÇA DOIT DEVENIR UN VRAI PROJET DE SOCIÉTÉ. »

Caroline Coulombe, professeure à l'École des sciences de la gestion de l'UQAM

Si les grandes sociétés comme Hydro-Québec et TELUS ont les moyens de s'adapter à un brusque changement dans l'organisation du travail, souvent coûteux, il en va autrement pour la vaste majorité des PME, qui n'étaient pas préparées à une décentralisation de leurs activités.

Selon une étude de la Banque de développement du Canada (BDC) menée en 2018 auprès de 2 000 entrepreneurs, 57 % des petites et moyennes entreprises avaient un faible niveau de maturité numérique, une condition pourtant essentielle au télétravail : il faut adapter le réseau interne, s'assurer d'un haut niveau de sécurité contre les cyberattaques, équiper adéquatement les employés chez eux et les former à bien utiliser la technologie, comme le partage de documents ou les vidéoconférences.

« C'est une transformation qui se planifie », explique Caroline Coulombe, de l'École des sciences de la gestion de l'UQAM. « Ça ne prend pas juste du leadership dans une entreprise, ça prend du leadership gouvernemental. Si on veut favoriser le télétravail, ça doit devenir un vrai projet de société. »

Par exemple, les PME devraient être encouragées à investir dans l'équipement informatique nécessaire au télétravail grâce à des crédits d'impôt, suggère Caroline Coulombe. « Ça prend des ressources importantes pour adapter son entreprise et la plupart des dirigeants auront besoin d'aide. » Une idée intéressante, surtout si une deuxième ou une troisième vague de transmission de coronavirus force le gouvernement à ralentir de nouveau l'activité économique et à renvoyer les Québécois à la maison.

Les gouvernements et les municipalités pourraient également montrer l'exemple avec leurs propres employés, estime Caroline Coulombe, ce qui n'est pas le cas jusqu'à présent. À la Ville de Montréal, la possibilité d'exercer son métier de la maison a été ajoutée à la convention collective des professionnels il y a à peine un an, mais tout n'était pas en place lorsque l'épidémie a frappé. Même chose aux gouvernements du Québec et du Canada. Seulement 8 % des fonctionnaires fédéraux disaient avoir accès au travail à la maison en 2019, selon les chiffres du Secrétariat du Conseil du Trésor. Dix ans plus tôt, c'était… 6 %.

Le gouvernement du Québec a fait un geste pour encourager l'expansion du télétravail alors que l'économie de la province était « sur pause ». Le 6 avril, Québec a débloqué 100 millions de dollars pour que les entreprises puissent offrir des formations à distance à leurs employés. « Il faut profiter de la situation pour se perfectionner, être meilleurs quand ça va redémarrer », a dit le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale, Jean Boulet.

Jusqu'au 30 septembre, le Programme actions concertées pour le maintien en emploi permet aux entreprises de recevoir une subvention pouvant atteindre 250 000 dollars afin de couvrir leurs frais de formation. Le gouvernement remboursera aussi jusqu'à 100 % des heures totales rémunérées du personnel en formation, pour un salaire maximal de 25 dollars l'heure.

Les formations doivent viser l'amélioration des compétences numériques, la communication organisationnelle, les langues, le télétravail, le marketing, le commerce en ligne ou le développement des affaires.

« C'est une occasion sur laquelle le Québec peut construire », affirme Charles Milliard, PDG de la Fédération des chambres de commerce du Québec. « On peut profiter de cette période pour augmenter la compétence des employés et s'attaquer au déficit de productivité du Québec. » Et réorganiser un peu le marché du travail de manière durable, qui sait ? ◘

Société | par Marie-France Bazzo

Le retour du nationalisme ?

La mondialisation heureuse a connu son apothéose autour de 2010. On achetait des bébelles au Dollarama, on prenait l'avion comme le taxi, les touristes indiens faisaient du traîneau à chiens dans Charlevoix, nos vêtements venaient de Thaïlande, les élites buvaient leur latté Starbucks à Dubaï entre deux colloques en anglais. C'était il y a 10 ans, un siècle, une éternité.

Dieu qu'on nous a cassé les oreilles avec cette idée de la mondialisation inéluctable semant le bonheur sur les marchés et les continents. Nous en avions pour des années de ce concept fracassant, et tant pis pour les territoires dévastés et les populations laissées pour compte. L'histoire avançait, et elle fait toujours des malheureux.

Certes, ces dernières années, l'histoire avait quelques cailloux dans ses chaussures. Un peu partout, on a vu pointer des signes que des exclus en avaient ras le bol d'être en périphérie du *party* : le mouvement des gilets jaunes en France, celui du Brexit au Royaume-Uni ; les voix des environnementalistes et des décroissantistes, accusant la mondialisation de nous mener directement vers un mur.

Mais le symptôme le plus fort fut l'élection de Donald Trump. Le milliardaire insolent a été porté par une vague de citoyens déclassés, dont les *jobs* fuyaient en Chine et au Mexique. Son patriotisme vengeur a résonné fort chez toute une partie de la population américaine. Son mur emblématique, qu'il construit pour « protéger » son pays des hordes venues du Sud, n'est pas unique. À l'heure du libre-échange, jamais le monde n'a-t-il compté autant de murs. On en dénombre aujourd'hui 70, notamment en Israël, au Maroc, en Hongrie.

Tous ces phénomènes ont en commun un certain nationalisme, généralement perçu comme un empêcheur de mondialiser en rond, comme un repli sur soi. Au Québec, il y a longtemps que la gauche progressiste chante cet air-là : le nationalisme québécois serait raciste et passéiste. Mais, depuis quelques années, l'idée de l'État-nation qui prend ses affaires en main marquait un retour.

Puis est survenu le coronavirus. D'abord au cœur de la Chine, symbole incontestable de cette mondialisation. Le virus s'est ensuite propagé en Corée du Sud, en Iran, en Italie. Il n'a pas de passeport, ne connaît pas les frontières ; un vrai *bum* mondialisé. Très vite, il est apparu que le seul moyen de freiner la progression du mal était l'isolement. Des régions, des pays entiers ont ainsi été mis en quarantaine. L'unique solution au mal, le virus, est « le » mal : le repli national sur soi.

DAPHNÉ CARON POUR L'ACTUALITÉ

Quand survient une catastrophe de cette ampleur, les gens ont le réflexe de se tourner vers la seule autorité en qui ils ont réellement confiance : l'État-nation.

Quelle ironie ! Cet objet de mondialisation extrême heurte de plein fouet la mondialisation économique, fait plonger les bourses, arrête net le moteur de toutes les usines du globe, cloue les avions au sol. Les frontières se bouclent, les voyageurs sont suspects, les flux sont interrompus. La mondialisation est mise à *off*.

Nul ne peut prédire combien de temps durera la crise ni quelles en seront toutes les conséquences. Mais, sur le front de la mondialisation, quel sera l'état des troupes une fois la pandémie endiguée ?

Certainement, l'obsession sécuritaire sera renforcée. La pandémie donne beau jeu à ceux qui perçoivent les flux de populations migratoires comme une menace. Verra-t-on monter les appuis aux partis politiques qui prônent la fermeture des frontières ? On peut le craindre. On peut aussi imaginer que les identités nationales, qui tendaient à se dissoudre dans des ententes suprarégionales, ressurgiront. Des choses laides et excessives sont à prévoir.

Un aspect plus sain pourrait toutefois se dessiner. Quand survient une catastrophe de cette ampleur, les gens ont le réflexe de se tourner vers la seule autorité en qui ils ont réellement confiance : l'État-nation. Les chefs d'État responsables prennent des mesures difficiles, mais nécessaires. Comme François Legault, impeccable au Québec, ils rassurent les citoyens et agissent pour le bien de tous.

À long terme, les États-nations pourraient se parer de toutes les vertus. Un nationalisme économique qui s'accompagnerait d'une interrogation sur la mondialisation sera sûrement envisagé, pour les bonnes raisons. Non pas comme un repli chauvin et nostalgique (« *Make America great again* »), mais par respect des populations, de l'environnement, par souci de traçabilité des productions.

Un État moderne peut être fiable, responsable, respectueux et innovateur. Un nationalisme sain peut-il être propulsé par la pandémie ? Probablement. Chose certaine, autant les événements de septembre 2001 ont transformé durablement la marche du monde, autant ceux de l'hiver 2020 vont agir en profondeur.

Si tout ça aboutit à une remise en question, même partielle, de la manière dont le progrès et l'économie s'envisagent, tout n'aura pas été perdu. ◘

VOTRE PORTEFEUILLE A ATTRAPÉ LA COVID-19 ?

BONNE NOUVELLE : IL S'EN REMETTRA

Les index boursiers sont dans le rouge. La valeur de votre portefeuille est en chute libre. Le mot « récession » est sur toutes les lèvres. Les symptômes sont sans équivoque : c'est une crise économique.

À l'image de la COVID-19 que l'on peine à comprendre, les marchés gardent leur part de mystère : personne ne sait à quel moment ils se remettront de leurs maux. *L'actualité* vous propose donc, en guise de Tylenol, les témoignages de quatre vieux routiers de la finance, qui racontent comment ils ont traversé les crises du passé. Et qui expliquent comment, en faisant les bons choix individuellement et collectivement, on va survivre à celle d'aujourd'hui.

PROPOS RECUEILLIS PAR MARC-ANDRÉ SABOURIN

IMAGES SOURCES: GETTY IMAGES

DE L'IMPORTANCE DE L'ÉPARGNE

GILLES CHOUINARD | 63 ANS
Vice-président de l'Association de bienfaisance et de retraite des policiers et policières de la Ville de Montréal | Son travail : faire fructifier la caisse de retraite de 10 000 policiers actifs et retraités.

Certains disent qu'il y a des occasions à saisir pendant une crise. Moi, je crois que c'est mieux d'attendre que le soleil sorte avant de se rembarquer dans les marchés. C'est difficile, parce que tu es déchiré entre ne pas perdre de l'argent et profiter des aubaines. Mais personnellement, les meilleures transactions que j'ai faites dans ma vie, c'est celles que je n'ai pas faites.

Mon initiation aux crises, ça a été la correction de 1987 : une chute de 20 % en deux jours ! C'était tellement rapide qu'on n'a pas eu le temps de réagir. Tout le monde était comme gelé. Mais il n'y a pas eu de récession, alors six mois plus tard on avait tout récupéré.

Il y en a eu d'autres, des crises. Mais la vraie, ça a été celle de 2008-2009. Celle-là, je l'ai eue sur la gueule solide. Quand la banque d'investissement Lehman Brothers a fait faillite, je me suis dit : « Wow, le système bancaire américain est en train de péter ! Là, ça va pas ben. » C'était le premier domino qui tombait, et on se demandait lequel serait le prochain sur la liste. J'étais nerveux. Tout le monde était nerveux.

À l'époque, je gérais des portefeuilles d'obligations pour des caisses de retraite, des fonds communs de placement, des compagnies d'assurances, et on me demandait souvent d'aller rencontrer les clients pour les rassurer. Je leur disais : « Faites le mort. Faut surtout pas que vous vendiez. C'est la pire chose à faire. Ça va peut-être être long, mais ça va finir par s'améliorer. » C'est ce qui est arrivé. Mais quand tu es dedans, c'est loin d'être drôle.

Sur le plan humain, c'est sûr qu'il y a des situations vraiment pas faciles. Mais à long terme, il y a toujours un point positif qui ressort des crises. En 2008, les banques centrales et les gouvernements ont improvisé. Là, en 2020, ils savent quoi faire, ils n'ont pas niaisé avant de baisser les taux et de créer des programmes d'aide. Les caisses de retraite sont mieux préparées aussi, parce que 2008 les a forcées à tenir compte des risques extrêmes dans leur gestion.

Le risque avec la crise actuelle, c'est sa durée. La baisse de 35 % qu'on vient de prendre sur le museau, on va la récupérer, mais dans combien de temps ? Une des choses qu'on va apprendre cette fois, c'est que ça serait bon d'avoir quelques mois d'épargne dans son compte.

ÉQUILIBRER SON PORTEFEUILLE

MARTIN ROBERGE | 52 ANS
Stratège quantitatif au Groupe Canaccord Genuity | Son travail : conseiller les grands investisseurs et les caisses de retraite dans leurs stratégies d'investissement.

Ma première expérience négative des marchés est personnelle. En 1994, je magasinais avec ma femme pour notre première maison, et les taux hypothécaires ont monté en flèche. C'était un choc financier, pas une crise, mais on a été obligés de rester dans notre petit studio un an de plus.

Sur le plan professionnel, la crise la plus difficile a été la période de 2000 à 2002, qui a commencé avec l'éclatement de la bulle techno. Je fais de l'analyse quantitative — mes recommandations sont basées sur des données plutôt que sur des émotions — et, dès octobre 1999, je me suis mis à lancer des signaux d'alarme au sujet des titres technos, qui étaient surévalués. Mais on n'était pas très nombreux à faire face au train, et je peux vous dire qu'on ne se fait pas d'amis en ayant un discours négatif pendant une bulle.

Quand la bulle a éclaté, c'était presque un soulagement. J'étais bien positionné, professionnellement et personnellement. Sauf qu'après, il y a eu une récession et les attaques du 11 septembre, alors même les titres de la « vieille économie » sont tombés. Le cycle baissier a duré jusqu'à la fin de 2002. C'était long !

À l'époque, ça a aussi été ma première expérience de perte en capital. Mon portefeuille était composé d'actions à 100 %, alors mon REER a perdu 50 % de sa valeur. Je m'en suis voulu longtemps de ne pas avoir mieux équilibré mon portefeuille…

Avec le temps, j'ai réalisé que les crises, c'est émotif. Tu as peur de perdre ton patrimoine. Tu as peur de perdre ton *job*. Aujourd'hui, ce qui est nouveau, c'est qu'on a une troisième raison de ne pas dormir : on a peur d'attraper le virus.

L'autre différence, c'est que l'économie, c'est nous qui l'avons arrêtée cette fois. La beauté de ça, c'est qu'on pourra redémarrer la machine quand on aura les bonnes conditions sur le plan de la santé. Avec le confinement, il y a une demande latente qui se construit : quand ça va finir, les gens vont avoir le goût de sortir, d'aller au resto, de vivre.

Et j'aimerais rappeler une chose aux gens : de 1951 à aujourd'hui, la bourse a doublé tous les 10 ans, *grosso modo*. Ça, c'est avec toutes les secousses et les crises. C'est important que les investisseurs gardent ça en tête dans les moments difficiles.

D.R.

ON NE TOUCHE À RIEN !

ADÉLARD BERGER | 69 ANS
Planificateur financier et conseiller en épargne collective au Groupe financier PEAK, fraîchement retraité | Son travail : conseiller les personnes dans leurs choix d'investissements.

À l'automne 2008, j'étais à la chasse. Je n'y vais jamais d'habitude, sauf cette année-là ; une semaine au nord de Baie-Comeau. Pendant que j'étais parti, les marchés ont subi une correction. Ça a été long avant que je me pardonne d'avoir été absent…

Quand j'ai vu les nouvelles, ça m'a ankylosé. Ça me fait ça lors de chaque crise financière. Sur le coup, je ne sais plus quoi dire. Mes pensées tournent en rond : « Je fais quoi ? Je fais quoi ? Je fais quoi ? »

À moins d'avoir vendu tes fonds avant que ça tombe, la seule chose qu'il faut faire pendant une crise, c'est attendre. C'est facile de dire ça à ton client, « attends un peu, ça va revenir ». Mais lui, il vient de voir 20 % de son portefeuille partir. Il avait 500 000 dollars, et là, il a 400 000 dollars. C'est certain qu'il ne t'aime pas beaucoup. Et moi, je me sens coupable : c'est moi qui lui ai recommandé ses placements.

En 2008, les investisseurs qui ont attendu ont tout récupéré après un an, un an et demi. Mais il y en a qui ont bougé — il y en a toujours qui bougent. Ils ont tout vendu, et après, ils ont hésité à revenir dans le marché. Ils ont manqué la reprise, et c'est comme ça qu'ils ont beaucoup perdu. J'essaie toujours d'expliquer ça à mes clients. Mais s'ils veulent leur argent, je le leur donne, c'est à eux.

La crise d'aujourd'hui, avec le virus, c'est la troisième que je vis. Les marchés vont finir par remonter, mais je pense que ça va être long. Quand les cinémas et les centres d'achats vont rouvrir, il n'y aura pas foule. Ça va prendre un moment avant que l'économie se remette à tourner.

Au moins, je n'ai pas le stress des dossiers cette fois, parce que j'ai vendu mon dernier bloc d'affaires en janvier [NDLR : il a « vendu ses clients » à un autre conseiller]. Mais ça m'affecte encore beaucoup.

L'OCCASION DE REDÉFINIR L'AVENIR

MONIQUE F. LEROUX | 65 ANS
Conseillère stratégique à Fiera Capital et administratrice indépendante d'Investissement Québec | Son travail : de 2008 à 2016, a présidé le Mouvement Desjardins, l'une des plus importantes institutions financières au monde.

Quand une crise éclate, c'est un peu comme lorsque la musique arrête dans un jeu de chaises musicales : on perd nos repères, les gens se précipitent et tout devient urgent.

La première fois que j'ai vécu ça, c'est lors de la crise du verglas, en 1998. À ce moment-là, j'étais à la tête des opérations de la Banque Royale au Québec. Comme tout le monde qui se trouvait dans le périmètre touché, j'ai eu un choc brutal, très personnel. Mais rapidement, il y a eu un élan de communauté, d'entraide, et tous ensemble, on s'est mis à la recherche de solutions, si bien que le Québec est sorti grandi de cette crise.

La deuxième fois, c'était en 2008. J'entamais mon mandat à la présidence de Desjardins lorsque Lehman Brothers a fait faillite, le 15 septembre. J'ai recommencé à respirer à peu près normalement six mois plus tard, en mars 2009, quand les marchés ont commencé à remonter.

C'était une crise financière, une crise de liquidités, et j'ai dû me consacrer à la gestion du capital. Mais les crises, c'est aussi l'occasion de redéfinir l'avenir, alors j'ai mis sur pied une équipe dont le travail était de réfléchir à ce qu'on allait faire une fois que le ciel redeviendrait bleu. Ses idées sont ensuite devenues les principales réalisations de mon mandat à la tête de Desjardins.

Aujourd'hui, nous sommes devant une crise sanitaire qui a déclenché une crise économique, et nous savons déjà que ses conséquences seront plus grandes que celles de la crise de 2008. Mais je reste optimiste quant à la suite des choses.

Nos finances publiques sont en santé et les gouvernements ont agi rapidement pour atténuer la crise. Nos institutions financières sont en bien meilleure position pour absorber les chocs qu'elles ne l'étaient à l'époque, et je suis convaincue que, comme lors du verglas, nous saurons tirer des leçons de cette situation, individuellement et collectivement. ◘

QUELQUES CRISES RÉCENTES

1987
Le 19 octobre, le Dow Jones plonge de 22,6 % en une journée. C'est le krach le plus important depuis la grande dépression de 1929.

1998
Une crise économique frappe l'Asie ; les marchés, craignant une contagion du reste du monde, dégringolent. Le pire est toutefois évité et les pertes boursières sont rapidement effacées.

2000-2001
Après avoir atteint un sommet boursier en mars 2000, la bulle techno éclate, et bon nombre des premières entreprises basées sur Internet se retrouvent acculées à la faillite. Pour ne rien arranger, les attentats du 11 septembre 2001 font virevolter davantage les marchés.

2008
Des pratiques hypothécaires risquées combinées à la cupidité de Wall Street déclenchent une crise financière. Celle-ci se mue en crise bancaire, puis en récession mondiale. Ses effets se font ressentir au-delà de 2010.

Santé | par Alain Vadeboncœur

Se déconfiner l'intérieur

En médecine, le confinement du malade permet de bloquer la contagion. Nous y sommes maintenant plongés depuis plusieurs semaines, l'objectif étant aussi individuel que collectif. Dans nos appartements, nos maisons, nos centres d'hébergement. Et dans nos têtes.

Nous avons établi autour de chacun de nous une frontière de deux mètres à ne franchir sous aucun prétexte, zone interdite pour éloigner ces menaces que nous sommes aujourd'hui les uns pour les autres. Par cette distanciation, nous vivons un peu à l'abri, protégés par cet espace qui finit par marquer les esprits. On ne compte plus les scènes où la traversée de ce mur imaginaire a engendré des réactions de colère, voire de panique, signe que tout cela est de plus en plus internalisé dans notre redéfinition des normes sociales.

Les experts confirmaient que c'était la mesure la plus importante pour limiter la circulation virale et réussir l'aplatissement des fameuses courbes. Comprenant bien la situation, malgré les aspects déplaisants du confinement, nous avons fini par l'accepter, et même à nous y sentir à l'aise. Notamment parce que, contrairement aux malades, nous avons conservé une certaine liberté, d'autant plus précieuse que c'est tout ce qu'il nous reste. Nous pouvons marcher, courir, magasiner pour le nécessaire, aider nos proches vulnérables. Vivre tant bien que mal.

Mais tout le monde, sauf les « virophobes », rêve au jour où ces nouvelles frontières imposées aux relations humaines habituelles — contacts, bains de foule, accolades et embrassades — seront levées.

Le confinement demeure néanmoins un concept simple, qui transforme avec efficacité nos vies, parce qu'il suffit de tout cesser pour y arriver. Or, son contraire, le déconfinement — un mot qu'on utilise beaucoup actuellement même s'il ne se trouve pas encore dans le dictionnaire —, est pour sa part d'une complexité qui donne le vertige tant les défis sont immenses, notamment la nécessité pour chacun de reprogrammer encore une fois son cerveau.

Il faut bien que la vie reprenne son cours, cela a d'ailleurs commencé par la réouverture de secteurs jugés moins à risque que d'autres, sinon essentiels pour notre économie. La prudence nous imposera de surveiller les conséquences sanitaires de ces

DAPHNÉ CARON POUR L'ACTUALITÉ

Il faudra sans doute se faire quelque peu violence pour à nouveau recevoir la famille, serrer des mains et donner des becs, applaudir à un concert couru ou assister à une autre défaite du Canadien.

mouvements humains, qui pourraient faire augmenter le nombre de cas de coronavirus au fil du relâchement des mesures. Il s'agira de pouvoir les resserrer rapidement si jamais le nombre de cas devait grimper à nouveau.

Les critères préalables que l'Organisation mondiale de la santé a proposés pour permettre le déconfinement coulent de source : transmission virale contenue ; systèmes de santé en mesure de tester, d'isoler et de traiter chaque cas, et de remonter le fil de ses contacts ; risques d'épidémie maintenus au minimum dans les établissements de santé et les maisons d'hébergement ; solides mesures préventives mises en place dans les lieux de travail, les écoles et d'autres endroits publics essentiels ; gestion des risques liés à l'importation du virus par des voyageurs venant de l'étranger ; communautés éduquées, engagées et capables de s'adapter au nouveau mode de vie.

Tout un projet de société, on en convient !

Chez nous, ces critères ne sont pas encore satisfaits. Toutefois, quand ils le seront, j'ai l'impression qu'une partie bien différente, peut-être plus ardue, se jouera dans nos têtes en raison des craintes légitimes suscitées par le relâchement des mesures, et parce que la distanciation sociale se sera incrustée profondément dans nos nouveaux réflexes.

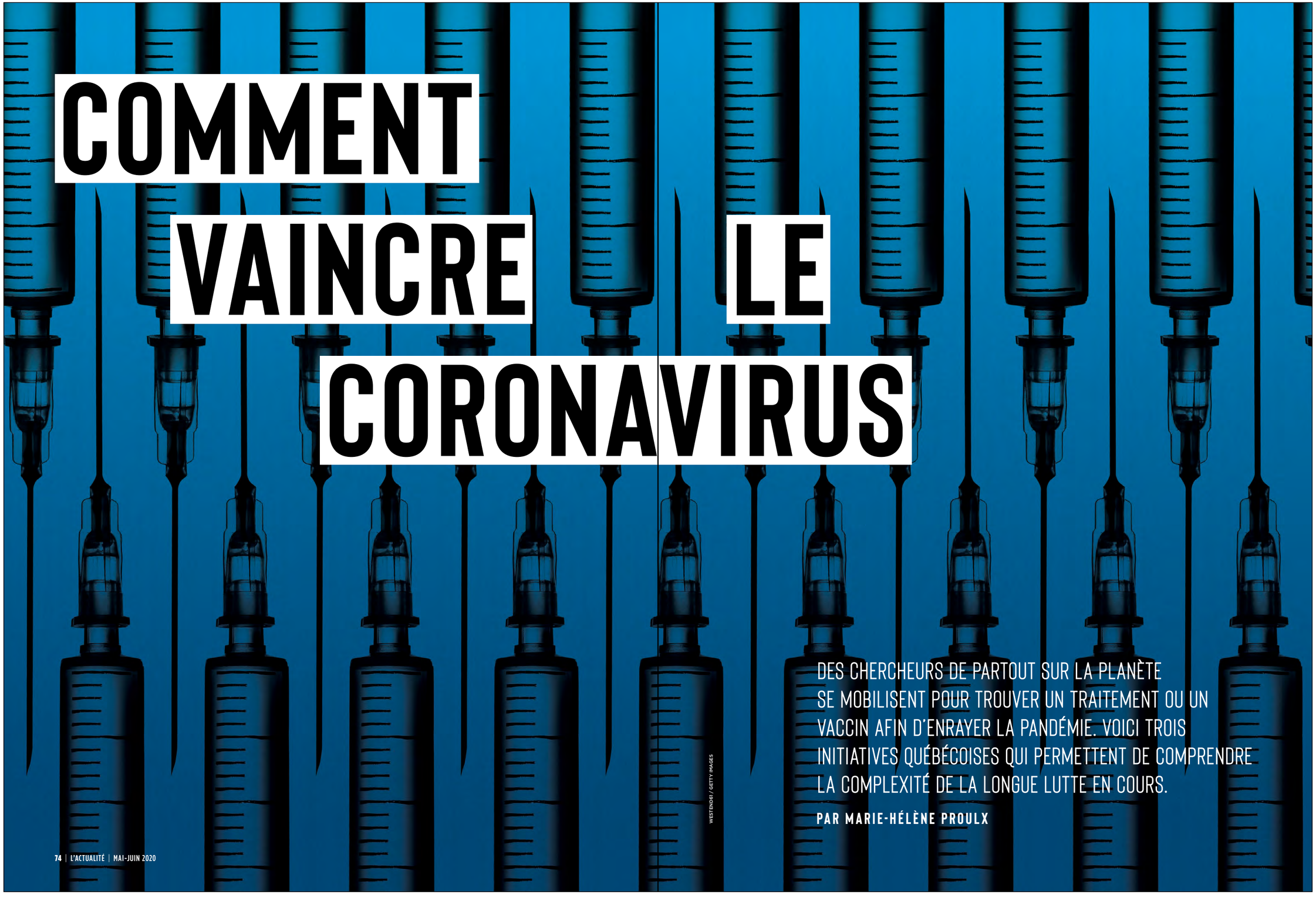
Il faudra sans doute se faire quelque peu violence pour plonger à nouveau dans une foule, recevoir la famille, marcher sur des trottoirs très fréquentés, serrer des mains et donner des becs, applaudir à un concert couru ou assister à une autre défaite du Canadien. Revenir à ces activités dites normales, qui font le bonheur de chacun comme celui des virus, tout aussi friands de proximité humaine.

Tant que le virus de la COVID-19 n'aura pas été mis en échec par un vaccin ou un traitement efficace, j'ai l'impression que, chacun ayant maintenant adopté le confinement comme nouveau mode de vie, la partie difficile sera de se déconfiner l'intérieur.

Nous y arriverons sûrement, même si la pandémie risque de nous marquer plus que nous ne le pensons et qu'avant de la mettre vraiment derrière nous, nous aurons à travailler aussi fort pour nous relancer nous-mêmes vers les autres que pour relancer la société entière, aujourd'hui figée dans cette pause nécessaire.

Allez, ça va quand même bien aller ! ■

COMMENT VAINCRE LE CORONAVIRUS



WESTEND61 / GETTY IMAGES

DES CHERCHEURS DE PARTOUT SUR LA PLANÈTE SE MOBILISENT POUR TROUVER UN TRAITEMENT OU UN VACCIN AFIN D'ENRAYER LA PANDÉMIE. VOICI TROIS INITIATIVES QUÉBÉCOISES QUI PERMETTENT DE COMPRENDRE LA COMPLEXITÉ DE LA LONGUE LUTTE EN COURS.

PAR MARIE-HÉLÈNE PROULX

Au bout du fil, Marc-André Langlois est un peu exaspéré. Depuis quelques semaines, ce chasseur de virus montréalais, qui enseigne au Département de biochimie, de microbiologie et d'immunologie de l'Université d'Ottawa, remue ciel et terre pour anéantir au plus vite la COVID-19, qui avait tué 200 000 personnes dans le monde au moment de mettre sous presse. Mais en ce samedi matin de la mi-mars, le voilà qui perd « des heures et des heures » à remplir de la paperasse pour obtenir des permissions spéciales de l'Université. La mise en quarantaine du personnel compromet le nettoyage des labos et la livraison de précieux produits, comme des cellules de poumons provenant de donneurs d'organes. « On est quand même en train de concevoir un vaccin, ce n'est pas le moment de nous ralentir ! »

Afin de mettre le SRAS-CoV-2 à genoux, 99 projets de chercheurs travaillant dans des universités et des hôpitaux de recherche ont reçu de toute urgence des subventions d'Ottawa, pour un investissement total de 54,3 millions de dollars. C'est le financement le plus important accordé d'un seul coup par le fédéral pour écraser un virus, et ce, dans un temps record : normalement, il peut s'écouler un an, parfois plus, avant qu'un soutien soit versé dans le cadre d'un concours. Cette fois, le processus n'a duré qu'un mois.

La pédale est au fond partout sur la planète : plus de 250 essais cliniques sont en cours pour tester des vaccins, de nouveaux traitements ou des médicaments déjà existants susceptibles de soulager les victimes du coronavirus, selon la société de recherche et de données Informa Pharma Intelligence. Les scientifiques disposent de moyens financiers colossaux provenant des États et du secteur privé, comme ce don commun de 125 millions de dollars fait par la Fondation Bill et Melinda Gates, Mastercard et l'organisme caritatif Wellcome. « Avec cet argent, les labos pourront acheter, entre autres, des robots pour réaliser des tests, capables de fonctionner sept jours sur sept, nuit et jour, sans faire d'erreur. Ça accélère beaucoup le processus de recherche », soutient Marc-André Langlois.

Celui-ci a quant à lui reçu un million de dollars du fédéral pour deux ans. Une somme « correcte », considérant qu'il doit d'habitude répartir une subvention de cet ordre sur une période de cinq ans. « On va pouvoir aller plus vite. Mais si le gouvernement m'avait donné 50 millions de dollars il y a 10 ans, on aurait aujourd'hui tout un arsenal ! » Une entente avec une entreprise pharmaceutique qu'il ne peut nommer est sur la table, ce qui pourrait donner un autre coup de pouce à ses objectifs, soit produire un test qui dépisterait le coronavirus responsable de la COVID-19 en quelques minutes à peine et élaborer un traitement pour mettre le virus K.-O. Il planche aussi sur un vaccin sous forme de vaporisateur nasal, dont la composition comprend notamment des grains riz.

« Quand est-ce que ça va être prêt ? » Mon ton un peu pressant fait rire le sympathique chercheur de 45 ans. Disons qu'il a de la pression… « D'ici 12 à 18 mois. Dans la mesure où nos prototypes passent l'épreuve des études cliniques auprès des animaux, des gens en santé et des malades, puis l'évaluation par Santé Canada. » Ça peut paraître long comme horizon, alors que le virus a fauché tant de vies à ce jour. Mais c'est déjà un exploit de faire aussi vite sans compromettre la santé de la population.

Pour ce qui est du test de dépistage et du médicament, Marc-André Langlois est à élaborer une approche axée sur les anticorps — « notre ligne de défense principale contre les agents pathogènes », explique-t-il. Puisque les anticorps humains mettent plusieurs semaines à anéantir le coronavirus (quand ils y parviennent), il mise plutôt sur ceux du… lama. C'est que les camélidés — une famille qui regroupe également les chameaux et les dromadaires — produisent des anticorps plus petits que ceux des autres mammifères, humains compris. Leur structure est aussi plus simple. « Plutôt que d'être faits de deux chaînes entrelacées comme des lacets de chaussure, ils n'ont qu'un seul lacet », illustre le chercheur. Ce qui comporte deux avantages. D'abord, ils sont plus faciles à cloner en laboratoire, une qualité bien utile quand on vise une production rapide. Ensuite, leur petite taille leur permettrait peut-être de s'accrocher plus facilement que nos propres anticorps à des surfaces du virus, une condition essentielle pour neutraliser l'ennemi.

Afin de produire ces valeureux combattants, l'équipe de Marc-André Langlois active le système immunitaire des lamas en injectant des protéines du coronavirus (les jolies bêtes élevées dans une ferme au Canada ne sont pas sacrifiées, insiste le chercheur — seul un peu de leur sang est prélevé). Les cellules générant les anticorps seront ensuite prélevées et clonées, dans le but notamment de produire un test ultrarapide de dépistage de la COVID-19. « On va coupler les anticorps à des molécules fluorescentes, puis les mettre en contact avec l'échantillon du patient. Si les anticorps se lient à l'échantillon, c'est que le virus est présent. » Le résultat est presque immédiat — quelques minutes à peine. « Notre test, dit immunologique, serait complémentaire aux tests actuels, qui détectent pour leur part des gènes du virus dans les prélèvements. Il permettrait aussi de distinguer les différentes souches de coronavirus, et même de reconnaître une nouvelle souche qui émerge. »

Le virologue croit également que les anticorps des lamas auraient le pouvoir d'entourer le coronavirus, de s'y agripper de tous bords tous côtés, ce qui l'empêcherait de s'attaquer aux cellules des poumons, sa cible de prédilection (les gens les plus gravement touchés par la COVID-19 souffrent d'une inflammation parfois fatale de l'appareil respiratoire).

« On veut donc fabriquer un agent thérapeutique à partir des anticorps qui ralentirait ou même freinerait l'infection. »

Cela dit, si le monde attend avec impatience un médicament qui traiterait enfin les symptômes parfois très violents de la COVID-19, l'arme avec un grand A demeure le vaccin, puisqu'il donnerait à notre organisme les munitions pour se défendre dès que le virus tenterait d'envahir nos cellules. Le labo de Marc-André Langlois planche aussi sur ce volet. « Le coronavirus va peut-être se résorber un peu cet été, mais il pourrait revenir plus tard, alors il faut absolument trouver le moyen d'immuniser la population. » Tous les laboratoires de virologie de la planète s'y affairent en ce moment, croit-il. Et dans un rare esprit de solidarité, en plus. « La recherche est un milieu très compétitif, parfois même toxique. Mais là, tout le monde s'échange de l'information. L'idée n'est pas de savoir qui sortira un vaccin en premier, mais lequel fonctionnera. Plus on est nombreux à essayer différentes approches, plus on est susceptibles de découvrir la bonne. »

Pour sa part, il concentre ses efforts sur l'une des protéines à la surface du virus — celle constituant les fameux pics qui donnent au SRAS-CoV-2 des allures de punk. Il veut l'utiliser pour stimuler le système immunitaire. « Certains vaccins sont composés du virus entier, rendu inoffensif grâce à la chaleur ou à un procédé chimique. Sauf que ce processus est risqué avec l'ennemi de l'heure. »

C'est du moins ce que laisse croire une découverte faite par des scientifiques il y a quelques années, après qu'ils eurent administré à des animaux un vaccin contre les coronavirus à l'origine du syndrome respiratoire aigu sévère de 2002 et du syndrome respiratoire du Moyen-Orient, en 2012. Plutôt que de protéger contre l'assaillant, le vaccin exacerbait l'inflammation des poumons. « Imaginez si des millions de personnes l'avaient reçu, dit le virologue. Ça aurait été la catastrophe. »

La protéine ciblée par l'équipe de Marc-André Langlois, qui compte une vingtaine de scientifiques, est peu coûteuse et facile à produire en grande quantité : il s'agit de l'introduire dans le matériel génétique d'une plante — le riz et le tabac, dans ce cas-ci — et d'en faire la culture. « Ensuite, on broie les feuilles de tabac ou les grains de riz en fine poudre, qu'on met dans un vaporisateur nasal. » L'inhalation de cette espèce de « pollen » de coronavirus devrait déclencher la production d'une armée d'anticorps par les cellules B, qui sont notre mémoire immunitaire — une fois qu'elles ont combattu avec succès un agent pathogène, ces précieuses alliées se souviennent de ses points faibles et ne le laissent pas s'en prendre encore à nous.

Le virologue mise sur le vaporisateur nasal plutôt que sur la traditionnelle piqûre dans le bras, en raison de l'aversion que suscite l'aiguille. « Il y en a qui ont peur, qui trouvent ça trop invasif… Le but est de convaincre le plus de gens possible de se faire vacciner, pour atteindre l'immunité de groupe. »

« TOUT LE MONDE S'ÉCHANGE DE L'INFORMATION. L'IDÉE N'EST PAS DE SAVOIR QUI SORTIRA UN VACCIN EN PREMIER, MAIS LEQUEL FONCTIONNERA. »

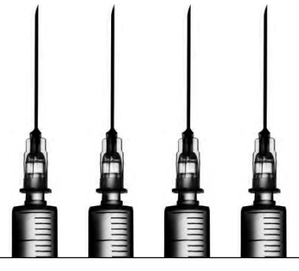
MARC-ANDRÉ LANGLOIS, CHERCHEUR AU DÉPARTEMENT DE BIOCHIMIE, DE MICROBIOLOGIE ET D'IMMUNOLOGIE DE L'UNIVERSITÉ D'OTTAWA

Pas de confinement pour les travailleurs du chantier de l'usine de l'entreprise biopharmaceutique Medicago, dans le secteur D'Estimauville, à Québec. En ce début avril, ce sont à peu près les seuls employés de la construction de la province qui ont encore le droit de jouer de la scie et de la perceuse. Il faut dire que leur mission est urgente : construire une installation en mesure de produire 50 millions de doses de vaccin par année.

« On fait le plus vite qu'on peut, vous imaginez nos journées », raconte Nathalie Landry, vice-présidente directrice des affaires scientifiques et médicales à Medicago. Cette entreprise de 465 employés peu connue du grand public a pris tout le monde par surprise en annonçant qu'elle s'affairait à la création d'un vaccin contre le coronavirus, le 12 mars dernier. Un traitement pour soigner les malades est aussi en préparation, avec la collaboration de Gary Kobinger, un chercheur de réputation mondiale travaillant au Centre de recherche en infectiologie de l'Université Laval, à Québec. « Il est en train d'analyser des échantillons biologiques de personnes ayant guéri de la COVID-19, dans le but de trouver les anticorps qui ont pu neutraliser le virus, explique la scientifique. Reste à voir comment on peut produire un médicament à partir de ces anticorps-là. »

« ÇA FAIT LONGTEMPS QU'ON CONNAÎT L'INFLUENZA, ON SAIT CE QUI A TENDANCE À NOUS EN PROTÉGER. TANDIS QUE CETTE SOUCHE DE CORONAVIRUS EST NOUVELLE POUR L'HOMME. »

NATHALIE LANDRY, VICE-PRÉSIDENTE DIRECTRICE DES AFFAIRES SCIENTIFIQUES ET MÉDICALES À MEDICAGO



Pour ce qui est du vaccin, les essais ont commencé début avril sur des souris, puis se feront sur des singes. Si tout va bien, ce sera au tour des humains en juillet. En vue d'aider Medicago à accélérer les recherches, le gouvernement du Québec lui a versé sept millions de dollars à la fin du mois de mars. Ottawa aussi a mentionné « soutenir » l'entreprise, sans toutefois préciser la nature de son appui. Cela dit, ces sommes ne feront pas de miracle : comme pour les autres études en cours sur la planète, un délai d'un an, un an et demi est à prévoir avant d'aboutir à une solution, évalue Nathalie Landry.

La société biopharmaceutique a cependant bon espoir de réussir son pari, puisqu'elle s'appuie sur une technologie qu'elle développe depuis 20 ans, et qui a fait ses preuves — d'ici la fin de l'année, un vaccin contre le virus responsable de la grippe saisonnière devrait d'ailleurs être commercialisé. « On a fait huit études cliniques depuis 2009, auprès de 26 000 patients, donc c'est très solide », dit Nathalie Landry. Ne manque que la bénédiction de Santé Canada, qui étudie présentement la demande d'homologation.

Les chercheurs de Medicago appliqueront la même formule pour mettre au point le vaccin contre la COVID-19. En gros, il s'agit d'introduire par infiltration du matériel génétique d'un virus dans les feuilles d'une plante de tabac australienne réputée pour sa robustesse, la *Nicotiana benthamiana*. Avant que la plante ne détruise le corps étranger grâce à son système immunitaire, donc pendant la période d'incubation, elle produit des protéines qui constituent l'ingrédient clé de la recette. « À ce moment, on récolte les feuilles pour en faire une espèce de soupe verte, qu'on filtrera ensuite pour retirer les débris et contaminants, jusqu'à obtenir un vaccin pur et stérile sous forme de particules dites pseudovirales », explique Nathalie Landry. Ces fameuses particules ont l'effet d'un appelant de canard à la chasse : elles déclenchent les tirs de nos anticorps, qui pensent avoir un véritable microbe dans leur ligne de mire. S'ensuit un heureux carnage.

Techniquement, tout porte à croire que le stratagème serait aussi fatal pour le SRAS-CoV-2 que pour les microbes qui causent la grippe. « Mais il faut accumuler les preuves, dit la vice-présidente. Ça fait longtemps qu'on connaît l'influenza, on sait ce qui a tendance à nous en protéger. Tandis que cette souche de coronavirus est nouvelle pour l'homme. »

Si l'astuce fonctionne, Medicago sera en mesure de commencer sans tarder la production de vaccin, et ce, de manière industrielle. Les plants de tabac poussent vite — il s'agit d'en faire la culture à grande échelle. « Ce n'est pas la première fois que l'entreprise relève pareil défi, précise Nathalie Landry. En 2012, une agence du département de la Défense américaine nous a demandé de fabriquer 10 millions de doses de vaccin contre la grippe en 30 jours, dans nos installations de la Caroline du Nord. Et on a réussi. »

Medicago est en encore meilleure posture aujourd'hui, puisque deux autres usines sont en construction à Québec. Elles ne seront pas fonctionnelles avant deux ou trois ans, mais d'ici là, son usine-pilote, située dans le parc technologique de Québec, peut produire jusqu'à deux millions de doses par mois, selon les projections. « Ensuite, ce sera au gouvernement et aux autorités en santé publique de choisir qui devra être immunisé en premier. Ils pourraient cibler le personnel soignant et les personnes à risque, par exemple. »

« DES ÉPIDÉMIES, IL VA Y EN AVOIR D'AUTRES, C'EST CERTAIN. MAIS LA PROCHAINE FOIS, ON SERA PRÊTS. »

DENIS LECLERC, VIROLOGUE AU CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE QUÉBEC

« Vas-y, Denis, on fonce avec toi ! » Les quatre scientifiques que dirige le virologue Denis Leclerc, au Centre hospitalier universitaire de Québec, ont répondu avec enthousiasme quand il a proposé de suspendre toutes les activités pour tâcher d'« étouffer le coronavirus ». Il faut dire que le professeur à la Faculté de médecine de l'Université Laval a bien des raisons d'espérer sauver des vies : la méthode qu'il a élaborée pour produire des vaccins est « rapide, efficace et sécuritaire », assure-t-il. En tout cas, Ottawa a jugé son concept assez convaincant pour lui octroyer un financement d'urgence — plus de 700 000 dollars. « C'est l'occasion de montrer à quel point notre outil, qui est le fruit de 15 ans de recherche, est utile pour résoudre les épidémies. À force de faire des essais-erreurs, on a trouvé une solution vraiment optimale. »

Sa technologie repose sur une nanoparticule, une toute petite molécule fabriquée en laboratoire. Elle est faite d'une protéine issue du virus de la mosaïque du papayer, l'arbre qui donne la papaye, et d'un brin d'acide nucléique, lequel sert de charpente. « Ça a l'apparence d'un minituyau d'arrosage dont la fonction est de survolter le système immunitaire, explique Denis Leclerc. C'est comme un leurre à la pêche : ce n'est pas un virus, mais ça lui ressemble à tel point que le corps se met à produire des anticorps. »

C'est en travaillant au grand rêve de sa carrière de chercheur, soit la création d'un vaccin qui combattrait d'un coup toutes les souches du virus de la grippe, qu'il a conçu cette nanoparticule, qui sert surtout de plateforme, de véhicule. « Il faut la coupler à un morceau d'agent pathogène, comme le SRAS-CoV-2, pour que le système immunitaire passe vraiment en mode attaque », précise le virologue.

Les nanoparticules ont l'avantage de pouvoir être entreposées pendant des années, alors que les composants de nombreux vaccins ont une durée de vie d'à peine quelques mois. « Ça veut dire qu'on pourrait en stocker des millions de doses en prévision de la prochaine épidémie. » Elles sont aussi « extrêmement sécuritaires », insiste Denis Leclerc. Il en a fait la démonstration il y a quatre ans, lors d'une étude clinique auprès de six groupes de huit participants chacun. « On avait jumelé la nanoparticule au vaccin saisonnier contre la grippe et ça a été très bien toléré. »

Le vaccin de Denis Leclerc favoriserait la prolifération des cellules T — ces alliées naturelles capables de reconnaître et de détruire nos cellules infectées — tout en empêchant le virus d'infecter les cellules humaines. « Une combinaison robuste », dit-il. Mais avant de crier victoire, il faut d'abord tester la formule, voir si la chimie va opérer entre la nanoparticule et les morceaux de coronavirus synthétiques qui y seront jumelés. Et choisir les bons morceaux de virus — en mots savants, les bons antigènes. C'est que certains risquent de former des agrégats avec la nanoparticule, et donc d'en changer la forme. « Le résultat final doit ressembler à un virus, sinon le système immunitaire ne réagira pas. »

On vérifiera ensuite la résistance de la formule à la chaleur, afin que les vaccins puissent être entreposés à température ambiante dans des pays où la réfrigération est un luxe, comme dans certaines régions de l'Afrique. On devra aussi s'assurer que l'ajout de sel à la recette (un ingrédient essentiel, puisque les vaccins reposent dans des liquides isotoniques semblables à ce qu'il y a dans le corps humain) ne nuit pas à la stabilité du produit. S'ensuivront les tests d'usage auprès des animaux et des humains.

Bref, la solution du virologue n'est pas pour demain — il faudra possiblement attendre 18 mois. Mais si son concept fonctionne, les microbes n'auront qu'à bien se tenir. « La beauté de ma nanoparticule, c'est qu'elle peut s'adapter à n'importe quel virus. On pourra élaborer un vaccin dès qu'on aura décodé le matériel génétique de l'agent pathogène, ce qui prend quelques jours d'habitude. Des épidémies, il va y en avoir d'autres, c'est certain. Mais la prochaine fois, on sera prêts. » ◘

Science | par Philippe J. Fournier

Des miasmes aux virus

Pendant des siècles, les savants du monde occidental ont cru dur comme fer que c'étaient les odeurs nauséabondes dans l'air ambiant qui causaient et transmettaient les maladies. Ainsi, ils étaient convaincus que la peste noire, le choléra et la malaria, par exemple, se propageaient dans du « mauvais air ». C'était la théorie des « miasmes » — un terme venant du grec ancien et signifiant « pollution » —, sur laquelle on se basait depuis l'Antiquité pour expliquer la propagation des épidémies. (C'est d'ailleurs pour se protéger de ce mauvais air que les médecins traitant les malades de la peste au XVII[e] siècle portaient un masque avec un long bec dans lequel ils inséraient des herbes aromatiques.)

Cette théorie avait toujours cours au début du XIX[e] siècle, quand la Grande-Bretagne entra à pleine vapeur dans la révolution industrielle. La population de villes importantes comme Londres et Manchester augmenta si rapidement que les conditions sanitaires de nombreux quartiers se détériorèrent : surpopulation, insalubrité, accumulation de matières fécales dans l'eau. C'est à cette période que l'épidémiologiste John Snow élabora des cartes exposant l'incidence du choléra selon les secteurs. Ces cartes permirent de déterminer les quartiers à risque et de comprendre la cause de l'épidémie : ce n'était pas l'air, mais bien l'eau contaminée que buvaient les habitants.

Un autre pas vers la découverte du monde des microbes fut accompli quelques décennies plus tard, à Vienne. À l'hôpital général de la ville se trouvaient deux cliniques de maternité. La première était administrée par des sages-femmes qui s'occupaient presque exclusivement des accouchements. Dans cette clinique, le taux de mortalité post-partum était de moins de 4 %. La seconde était administrée par des docteurs et leurs étudiants. Ces hommes étaient exposés à des malades et pratiquaient souvent des dissections de cadavres et des autopsies. De 1841 à 1846, le taux de mortalité de mères qui accouchaient dans cette clinique dépassa régulièrement les 10 %. Ces chiffres inquiétants étaient connus à l'extérieur de l'hôpital et beaucoup de Viennoises préféraient risquer d'accoucher à la maison plutôt que de se rendre dans cette clinique « maudite ».

Le scientifique hongrois Ignace Philippe Semmelweis, responsable de l'hôpital à l'époque, tenta de trouver la cause de ces taux d'infection anormaux. Il rejeta l'hypothèse que la clinique problématique était surpeuplée, car celle-ci accueillait autant de patientes que la première. Il rejeta également toute explication liée aux miasmes, car le climat et l'environnement des deux cliniques semblaient aussi équivalents. Selon Semmelweis, la disparité la plus importante entre les cliniques reposait sur le personnel. Il émit l'hypothèse que les médecins et stagiaires, après avoir effectué une autopsie, traînaient des « particules de cadavre » sur leurs mains, et que c'est ce qui infectait les femmes. Il proposa alors une politique révolutionnaire : « désinfecter » les instruments après chaque utilisation et forcer tout le personnel à se laver les mains à la suite de chaque autopsie ou autre opération.

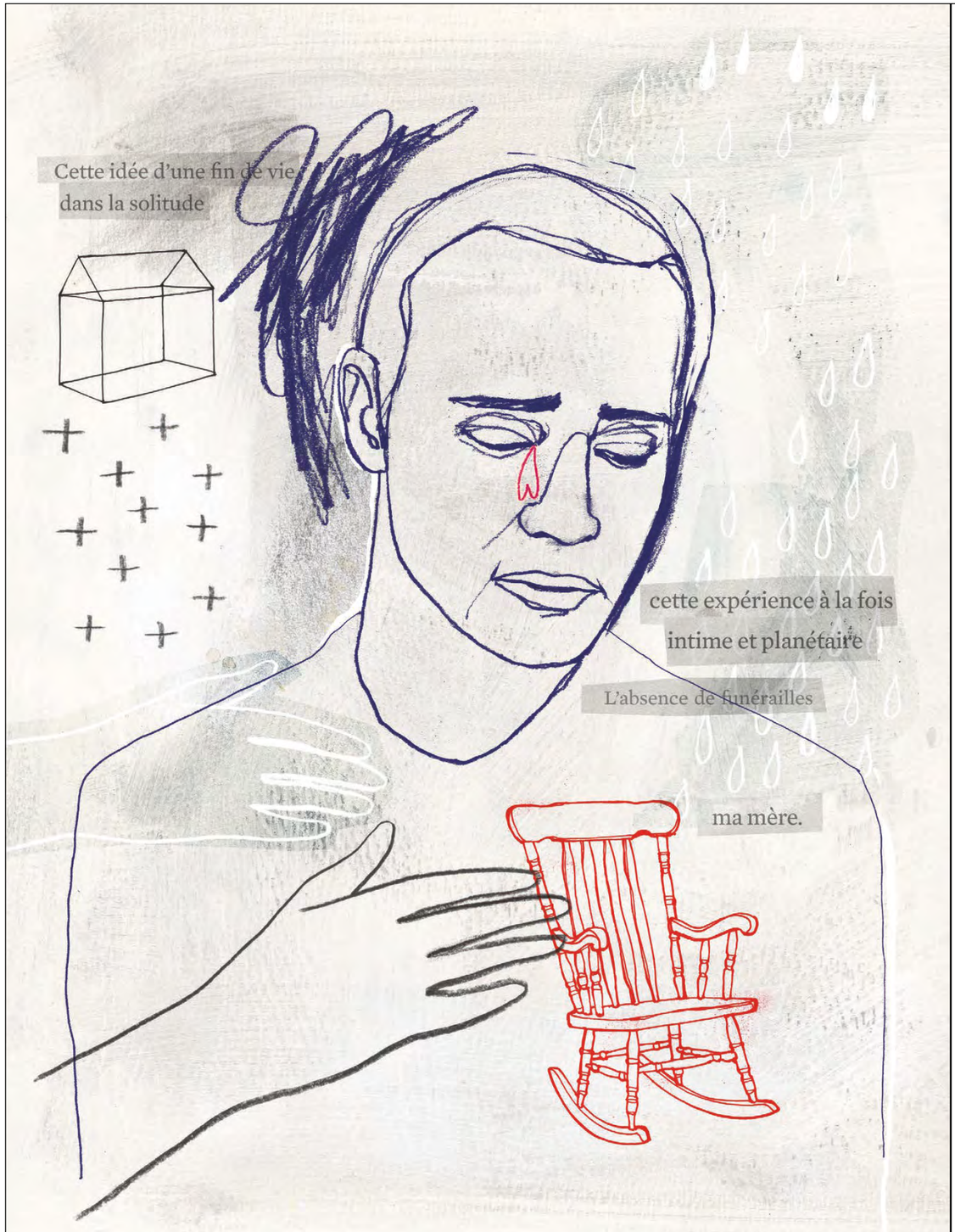
En effet, les médecins de l'hôpital pratiquaient leurs opérations dans des salles insalubres avec des outils sales et rouillés — et en étaient même fiers, car ces taches sur les bistouris leur conféraient une aura d'expérience ! De plus, des médecins, se considérant comme faisant partie d'une certaine élite, rejetaient d'emblée l'idée que leurs mains puissent être des vecteurs d'infections. Or, malgré la résistance de plusieurs membres du personnel, les chiffres parlèrent d'eux-mêmes : une fois cette politique d'hygiène mise en place, le taux de mortalité post-partum de la clinique chuta de 90 % et descendit sous celui de la clinique des sages-femmes.

Ces mesures d'hygiène prirent néanmoins de nombreuses années avant de devenir pratique courante dans les milieux de la santé. Informé des travaux de Louis Pasteur sur la propagation de la vie microbienne — et de la répudiation de la théorie des miasmes —, le chirurgien anglais Joseph Lister découvrit lui aussi que l'utilisation de désinfectant sur les mains et les outils médicaux pouvait considérablement réduire les infections postopératoires. Toutefois, comme ce fut le cas avec les travaux de Semmelweis, la théorie microbienne des maladies n'était encore qu'à l'état embryonnaire et fut donc initialement rejetée par plusieurs.

La pandémie actuelle de COVID-19 aura des effets sur le monde entier qui transcenderont notre époque. Jamais n'avons-nous autant publiquement insisté sur l'importance de l'hygiène des mains pour ralentir et prévenir la propagation d'un virus. Certes, certains minimisent toujours la chose, mais étudier les récits des Snow, Semmelweis, Lister et Pasteur aujourd'hui ne peut qu'être bénéfique pour tous et toutes. En politique comme dans les sciences naturelles, ce n'est qu'en étudiant l'histoire que nous pouvons espérer ne pas répéter les erreurs du passé. ■

Jamais n'avons-nous autant publiquement insisté sur l'importance de l'hygiène des mains pour ralentir et prévenir la propagation d'un virus.

ANTOINE BORDELEAU POUR L'ACTUALITÉ



Le deuil au temps de la pandémie

Comment faire son deuil d'un être cher à qui on n'a pu dire au revoir et à qui on ne peut offrir de funérailles dans un avenir immédiat ? Pour ceux qui ont perdu un proche pendant la pandémie, trouver la réponse à cette question est aussi difficile que douloureux.

par Marie-Hélène Proulx | illustration de Paule Thibault

Dans la nuit du lundi 30 mars, Doréa Dee a fait un songe qui l'a beaucoup marquée — assez pour le raconter à son fils Bertin dans l'après-midi, au téléphone. Elle a rêvé qu'elle retournait dans sa petite maison beige et vert du 3e Rang Ouest, à New Richmond, en Gaspésie. Là où elle avait été si heureuse avec son Germain et leurs quatre enfants — Bertin, Régis, Évangéline, Suzanne.

« C'était une vision étrange, presque prémonitoire », affirme Bertin Leblanc, joint par vidéoconférence à Paris, où il habite. Deux jours après cette conversation, sa mère de 86 ans, qui coulait jusque-là des jours paisibles au Manoir du Havre, une résidence pour aînés à Maria, dans la Baie-des-Chaleurs, a dû être hospitalisée pour des difficultés respiratoires. Moins d'une semaine plus tard, le mardi 7 avril au matin, elle décédait des suites de la COVID-19.

Une mort fulgurante qu'il compare à un accident de voiture. On fait de la route, la vie est belle et puis soudain paf ! une auto ne fait pas son arrêt obligatoire et nous percute. « Ce côté roulette russe me perturbe beaucoup. Pourquoi ma mère, qui vivait dans un petit village en Gaspésie et qui n'a jamais voyagé de sa vie, alors que je suis à Paris, au cœur de la pandémie, que j'étais en Asie au début du mois de mars et que j'ai fait du ski aux Contamines-Montjoie, où l'une des premières éclosions de coronavirus a été déclarée en France ? J'ai parfois l'impression qu'elle a pris la balle pour moi. »

C'est par le truchement d'une travailleuse de la santé, de retour de quelques jours de vacances à Québec, que le virus a commencé à tisser sa toile au Manoir du Havre, à la mi-mars. C'était avant que les déplacements interrégionaux soient interdits au Québec. Sans le savoir, l'employée, qui ne ressentait pas encore de symptômes, a contaminé des résidants, qui en ont contaminé d'autres… À la mi-avril, une soixantaine de cas avaient été déclarés à la résidence, et quatre personnes avaient succombé à la maladie. Dont Doréa Dee. Un scénario devenu, hélas, trop familier : au Québec, 9 morts sur 10 liées au coronavirus touchent des personnes âgées de 70 ans et plus. Et plus de 82 % des décès étaient survenus dans un lieu d'hébergement pour aînés public ou privé au moment de mettre sous presse.

« Ma mère part en même temps que des milliers de papas et de mamans dans le monde et, pour moi, ça rend sa mort encore plus grave et horrible », témoigne Régis Leblanc, le fils aîné de Doréa, depuis sa résidence de Carleton-sur-Mer, en Gaspésie. « C'est comme si une bombe atomique était tombée sur une partie de la population. »

À l'instar des Leblanc, plus de 1 000 familles au Québec, ainsi que près de 200 000 sur la Terre, affrontent une forme de deuil inédite dans l'histoire récente. Les gens terrassés soudainement par le SRAS-CoV-2, dont les dépouilles s'accumulent à tel point que certains pays ne savent plus comment en disposer, et dont on ne peut honorer la mémoire, infligent une immense claque au visage de nos sociétés. « En Occident, nous n'étions pas du tout préparés à cette situation, tant nous vivions dans le déni collectif de la maladie et de la mort », constate la philosophe française Claire Marin, qui s'est penchée sur ces questions dans son essai *Rupture(s)*, paru l'an dernier aux Éditions de l'Observatoire.

Depuis la seconde moitié du XVIIIe siècle, la souffrance et le trépas sont frappés du sceau de la honte. « On les cache derrière les portes des EHPAD [l'équivalent français des CHSLD], de sorte qu'on a beaucoup perdu l'angoisse de mourir », remarque Claire Marin. Mais les voilà qui refont surface dans nos univers hyper-modernes et médicalisés, où nous nous croyions immunisés. « Les épidémies, c'était réservé aux Africains, aux prises avec l'Ebola. Ou à l'Amérique latine, avec la dengue. Maintenant, plus personne ne peut croire que lui-même ou ses proches seront épargnés. »

***

En Gaspésie, comme ailleurs dans la province, le coronavirus n'était pas un sujet de préoccupation dans les derniers mois, même s'il faisait déjà des milliers de victimes en Chine et en Italie. À un cheveu de la retraite, Régis Leblanc, conseiller à la vie étudiante au cégep de la Gaspésie et des Îles, se réjouissait d'avoir bientôt tout le loisir de s'occuper de maman Doréa, elle qui le trouvait toujours trop pressé de repartir quand il l'emmenait boire un café à l'Auberge du Marchand. « Elle aurait voulu qu'il n'y ait jamais de limite au temps passé ensemble. »

Ces jours-ci, il va parfois pleurer devant la fenêtre de la chambre de sa mère à la résidence, encore décorée du mobile d'oiseaux qu'il lui avait offert. « J'ai eu de la peine quand mon père est mort, il y a trois ans. Mais ça fait encore plus mal pour ma mère. La douleur est physique. » Le plus difficile pour Régis Leblanc est de n'avoir pu lui tenir la main dans ses derniers instants. « On l'a perdue dans la machine de la COVID-19, c'est surréaliste. »

Le samedi avant son décès, l'équipe médicale de l'hôpital de Maria, en Gaspésie, a pris la décision de transférer Doréa Dee à l'hôpital de l'Enfant-Jésus à Québec, désigné pour traiter les cas de coronavirus. « Au téléphone, elle m'a dit : "Je pense que je suis finie ; viens me chercher, sors-moi de tout ça." Ça a été notre dernier échange. De l'imaginer ensuite toute seule à l'hôpital, au milieu du bruit des respirateurs… »

Évangéline Leblanc, qui habite à Québec, a pu se rendre au chevet de sa mère, la veille de sa mort. La Direction générale de la santé publique autorise les visites à l'hôpital dans les 24 à 48 heures avant le décès d'un proche atteint de la COVID-19, mais les restreint à deux membres de la famille maximum, un à la fois, qui doivent notamment revêtir une combinaison de protection et, au retour, se placer en quarantaine pendant 14 jours. Évangéline est restée une petite heure, le temps d'un ultime contact physique, dans les limites qu'imposaient les gants de plastique et la visière.

Certains établissements ne permettent que de très brefs adieux — de 5 à 10 minutes tout au plus. Dans un billet crève-cœur publié sur Facebook et sur le site Web de *L'actualité*, le metteur en scène et initiateur du Pacte pour la transition, Dominic Champagne, raconte d'ailleurs les derniers moments qu'il a passés avec sa mère, 10 minutes qui lui ont semblé la fin du monde.

« Je prends sa main nue et toute décharnée dans mes deux mains gantées. Je veux l'embrasser, me retiens, pose une main sur son front, lui caresse les cheveux. Le contact de l'un à l'autre, je veux dire d'elle vers moi, de ses yeux dans les miens, aura duré à peine une petite minute, puis elle pousse un léger soupir, ferme les paupières et retourne dans les limbes où les drogues et l'alzheimer vont la bercer doucement. » Monic Champagne s'est éteinte le lendemain de la visite de son fils.

Cette idée d'une fin de vie dans la solitude est l'une des perspectives les plus angoissantes de la mort, quelle que soit l'époque ou la culture à laquelle on appartient, observe l'anthropologue Luce Des Aulniers, professeure émérite au Département de communication sociale et publique de l'Université du Québec à Montréal. « Pour se consoler de perdre un proche, on aime se dire qu'au moins, il est parti en paix, qu'on a pu l'accompagner. Mais s'imaginer que l'autre est mort en nous appelant, c'est terrible. »

À cette peur profonde et archaïque s'en ajoute une autre, la « hantise de l'hécatombe imprévisible », explique cette spécialiste du rapport des humains à la mort. « Notre maîtrise des technologies et notre appropriation des ressources de la planète nous avaient fait croire en notre toute-puissance. Mais là, nous prenons conscience que les limites existent, et nous en sommes abasourdis. En ce moment, tous les deuils privés se vivent avec ce sentiment en toile de fond. »

Il est trop tôt pour dire quels effets aura cette expérience à la fois intime et planétaire sur les endeuillés, estime Mélanie Vachon, professeure au Département de psychologie de l'UQAM et membre du Réseau québécois de recherche en soins palliatifs et de fin de vie. « La mort en temps de pandémie relève encore de l'inconnu pour les chercheurs contemporains, on ne sait rien. »

La spécialiste croit que cette crise historique pourrait engendrer une conscience plus aiguë de la mort. Une chose souhaitable, selon elle, « ne serait-ce que pour mieux planifier les conditions de fin de vie ». Au cours de ses sept ans comme psychologue en CHSLD et dans une unité de soins palliatifs en milieu hospitalier, elle a découvert à quel point les familles ont de la difficulté à discuter des derniers moments. Souvent parce que l'idée de perdre l'autre nous plonge dans une détresse insupportable. « Et pourtant, c'est tellement important. Ces conversations

« La mort en temps de pandémie relève encore de l'inconnu pour les chercheurs contemporains, on ne sait rien. »

Mélanie Vachon, professeure au Département de psychologie de l'UQAM

servent notamment à comprendre ce que notre parent souhaite comme niveau de soins. »

Veut-il qu'on sauve sa vie coûte que coûte, par tous les moyens médicaux possibles, ou préfère-t-il qu'on soulage simplement sa douleur, sans chercher à prolonger ses jours ? Dans le cas de la COVID-19, par exemple, il faut savoir qu'être mis sous respirateur artificiel, à la suite d'une atteinte grave à l'appareil respiratoire, est un acte médical très invasif, dont les séquelles peuvent être permanentes. Certains y laissent leur vie, surtout les plus vieux.

***

Depuis que leur mère s'est éteinte, pas un jour ne passe sans que les Leblanc n'échangent par voie virtuelle. Chacun est prisonnier, confinement oblige, de sa cabane en France, à Québec, en Gaspésie. « Même si ça fait du bien de se parler, je ne ressens aucune sérénité, parce que les rituels dont on dispose d'habitude pour digérer le choc de la mort ne tiennent plus », confie Régis Leblanc.

Pour l'instant, l'embaumement et tout acte de recueillement comportant un contact direct avec la dépouille d'un être décédé de la COVID-19 sont interdits au Québec. Les rassemblements funéraires peuvent encore avoir lieu, mais avec un paquet de restrictions — les personnes de retour de voyage ou âgées de 70 ans et plus ne peuvent se présenter aux obsèques, par exemple, tandis que les autres doivent garder deux mètres de distance entre elles. Ces contraintes ont incité de nombreuses maisons funéraires à reporter les cérémonies après la crise.

« L'absence de funérailles rend le départ de ma mère un peu irréel, dit Bertin. Quand mon père est mort, célébrer sa mémoire en communauté, avec la parenté élargie, les vieux amis et les voisins, m'avait fait un bien fou. Le partage de nos douleurs respectives agissait comme un baume sur le cœur. Là, il va falloir s'accrocher en attendant nos retrouvailles en Gaspésie. »

Se réunir dans un lieu funéraire, confessionnel ou laïque, a une fonction fondamentale dans le processus de deuil, constatent tous les spécialistes interviewés. Et c'est vrai qu'idéalement, cette étape doit respecter une certaine « temporalité de l'émotion », liée au choc de perdre un être cher, observe la philosophe Claire Marin. « Dans six mois, ça n'aura pas le même effet ; on ne peut programmer le flux psychique à un autre moment. »

Les rassemblements autour d'un défunt servent à donner un sens à sa mort, à rappeler à ceux qui restent leur propre finitude et à réparer le groupe brisé par la disparition d'un de ses membres, ajoute l'anthropologue Luce Des Aulniers. « Le simple fait d'être ensemble donne aux endeuillés le courage de repartir. Ça agit comme un fortifiant. » Mais dans une situation exceptionnelle, des ressources qui n'existaient pas avant apparaissent. « De la même façon qu'on s'improvise des apéros en ligne, on peut s'inventer des cérémonies virtuelles, ou faire des gestes pour sortir peu à peu de la torpeur du chagrin. » Elle propose ainsi à chacun de conserver un objet recueilli au plus vif de sa peine, qui sera mis en commun avec ceux des autres plus tard, lorsque le groupe pourra enfin se retrouver.

D'ici quelques semaines, les Leblanc se réuniront par vidéoconférence, enfants et petits-enfants. Chacun aura un moment pour témoigner. On se montrera des photos : ici, maman à la pêche à la ligne, dans les années 1990 ; sur celle-là, toute récente, dégustant du poulet frit de chez Dixie Lee, son péché mignon. On se rappellera ses extraordinaires confitures de fraises sauvages, sa manie d'écrire ses pensées sur les factures d'Hydro-Québec, ses bras de pieuvre qui ne voulaient jamais laisser partir la visite. On rira des surnoms étranges dont elle affublait tout le monde. Et on espérera que, dans les dernières heures de sa vie, même si elle était seule pour la traversée, Doréa Dee ait senti que son clan lui tenait la main. ◘

Le Réseau québécois de recherche en soins palliatifs et de fin de vie invite ceux qui pleurent la perte d'un proche décédé de la COVID-19 à consulter son équipe de chercheurs en psychologie gratuitement, à jaccompagnecovid19@gmail.com. Ce service de soutien permettra de mieux comprendre les émotions et les besoins ressentis dans ce contexte extraordinaire.

Champ libre | par David Desjardins

Les jours liquides

La vie est soudainement devenue soluble. Tout ce qui compose la normalité s'est dissous comme du sel dans le bain froid de la pandémie où nous avons été immergés de force.

Les préoccupations d'autrefois sont rendues caduques par l'urgence de freiner un virus que nous avons vu envahir un pays après l'autre, impuissants. En même temps, la nation est soudée derrière les recommandations d'un État dont les citoyens, même les plus cyniques, retrouvent tout à coup la pleine pertinence.

Il n'y a plus d'autre sujet qui vaille. Depuis des semaines, les romans me tombent des mains. J'oublie les films que je regarde. Toutes les discussions reviennent à la pandémie, sans cesse. L'actualité est consumée par la chose.

On fera toutes les comparaisons historiques possibles, je n'en vois pas d'équivalent de mon vivant, à 45 ans. Même les attentats du World Trade Center n'ont pas eu cette force d'impact, parce qu'ils n'ont pas aussi totalement modifié notre quotidien, nos familles, notre rapport aux autres. Ne serait-ce que dans l'espace, où l'on mesure désormais la distance qui nous sépare de notre prochain en mètres.

La menace n'a pas de religion, pas de couleur de peau, pas d'origine ethnique. Sauf peut-être dans une partie des États-Unis (où le clivage politique et un président enfiévré par son égo sont parvenus à faire de la crise une affaire d'allégeance), il n'y a plus moyen de fédérer la peur des uns envers les autres.

Il y a toujours des privilèges. Comme celui d'avoir assez d'argent pour traverser la crise même si on y laisse son boulot. Mais être Blanc et bien né ne suffit plus pour être épargné.

Des familles cloîtrées qui, au bout d'une semaine, se demandaient si elles arriveraient à s'endurer encore longtemps de la sorte. Des écoles, des rencontres sportives, de la culture, des économies complètes mises sur pause.

Des vies non pas dans le coma, mais dans les limbes. Parfois en proche banlieue de l'enfer pour les milliers de mis à pied, de futurs clients de syndics de faillite.

Cela a tout de même des avantages. Notamment le fait de ramener à leur niveau d'importance réelle les banalités qui encombrent habituellement nos esprits.

Si les réseaux sociaux sont encore le théâtre d'une course à la performance pour qui lira tous les livres et fera tous les *push-ups* imaginables en se lançant mille défis pour tromper l'ennui, ils reprennent aussi une forme plus humaine, de nombreux groupes voués à l'entraide ayant vu le jour. Pour une fois, l'équilibre semble rétabli dans ce monde parallèle qui sert désormais à « cinq à septer », à souper en famille virtuellement. Des choses que nous aurions autrefois raillées — moi, en tout cas —, mais qui soulignent l'importance du réseau social que tisse la technologie sous-jacente, par-delà ses desseins réels d'embrigadement.

DAPHNÉ CARON POUR L'ACTUALITÉ

Il y a une immense cruauté dans cette crise. Parce que des milliers de drames personnels sont également dissous dans la vague d'effroi qui nous submerge.

Il y a cependant une immense cruauté dans cette crise. Parce que des milliers de drames personnels sont également dissous dans la vague d'effroi qui nous submerge.

Dans toute cette folie, j'ai presque oublié de prendre des nouvelles d'un ami qui se faisait opérer pour un cancer quelques jours avant le confinement. Il a mon âge, nous avons fait notre secondaire ensemble et joué dans le même groupe de musique. Les nouvelles ne sont pas bonnes. Et le voilà en plus privé de visites d'amis. La pandémie a relégué sa tragédie au second plan.

Il y a toutes ces femmes, aussi, ne quittant plus le logement qu'elles partagent avec un homme qui les traite mal, qui sont soumises à tout le spectre imaginable des violences. Des enfants subissent le même sort.

Dans ce contexte où chacun cherche à sauver sa peau, on n'a pas besoin d'attendre que les vautours se pointent pour que de petites injustices viennent assombrir le tableau de notre solidarité retrouvée. La crise se charge de gonfler les injustices préexistantes jusqu'à étouffer les personnes qui en souffrent.

Je voulais écrire cette chronique pour ces gens plus seuls que seuls devant l'adversité. Ceux qui n'ont pas plus de visite qu'avant. Pas plus d'amour qu'avant. Celles et ceux pour qui la crise s'ajoute à un drame intime, et qui sont désormais, en plus, privés du réconfort dont ils auraient besoin.

Que ces gens-là sachent qu'on pense à eux. Moi. Et tant d'autres aussi, qui chaque soir songent à la chance qu'ils ont d'être avec une personne qu'ils aiment, d'être en santé, d'avoir un toit et du fric pour tenir encore un bout. Toutes ces choses tenues pour acquises, et qui sont les seules à ne pas se dissoudre dans la crise. Elles forment plutôt un précipité. Un agglomérat solide de gratitude au fond d'un quotidien liquide. ◘

Des médias incontournables
qui définissent le Québec d'aujourd'hui.
Mishmash Média s'appuie
sur trois grandes marques crédibles
qui sont les références
de plus de 2 millions de Québécois.

L'actualité TOUR DU QUÉBEC VOIR

L'équipe de
Mishmash Média
vous remercie
de soutenir les
médias d'ici.

MISHMASH

Cette vitrine est offerte à nos annonceurs.

Éco Entreprises Québec

LE RENOUVEAU DU RECYCLAGE

Le recyclage est souvent malmené dans les médias. Et pour cause : le système comportait jusqu'à tout récemment de nombreuses lacunes qui, d'une crise à l'autre, ont participé à l'effritement de la confiance des citoyens. Heureusement, le modèle a été entièrement repensé afin que le Québec ne se contente pas d'être un bon élève, mais un exemple à suivre.

Le tableau n'est pas aussi sombre qu'on serait tenté de le croire. « Quatre-vingts pour cent des matières dans le bac des citoyens sont acheminées à des fins de recyclage ou de valorisation », rappelle Yourianne Plante, porte-parole de Éco Entreprises Québec (ÉEQ), un organisme à but non lucratif privé qui est au cœur de l'écosystème du recyclage au Québec.

C'est surtout le développement limité de marchés locaux pour nos matières recyclables qui assombrit le portrait. Mais les choses s'apprêtent à changer, tant de ce côté que chez les citoyens, afin d'optimiser l'ensemble du système. Et pas qu'un peu.

Le recyclage recyclé

« Actuellement, expose Mme Plante, les centres de tri ne possèdent pas tous le même équipement. » Un type de plastique peut être accepté dans le bac d'une région du Québec, mais pas dans celui d'une autre. Cela complique l'existence de tout le monde, en particulier des entreprises qui voudraient être plus vertes si on leur en donnait l'occasion. D'autant que ce sont elles qui financent l'ensemble de la collecte sélective, à travers un système de redevances qu'opère ÉEQ.

Heureusement, l'annonce, en février, d'une réforme du recyclage met justement les entreprises aux commandes d'un nouvel écosystème entièrement repensé, conçu pour favoriser l'utilisation de matériaux recyclables et leur réutilisation.

On s'apprête ainsi à créer un marché local de la transformation des matières, où l'on s'assurera que ce qui est produit est transformable, avec des acheteurs au bout de la chaîne, ce qui n'est pas toujours le cas en ce moment.

« Nous sommes très heureux de voir que le gouvernement a écouté les experts qu'il avait conviés afin d'imaginer un modèle d'avenir », s'enthousiasme la porte-parole de Éco Entreprises Québec.

« Les entreprises ne feront plus que payer pour la collecte et le tri des matières qu'elles produisent, comme c'est le cas présentement », ajoute Mme Plante. Elles pourront contribuer à la création d'un cahier des charges à l'intention des centres de tri, s'assurant ainsi que les matériaux qu'elles produisent sont recyclables, et qu'elles pourront à leur tour profiter de ce système pour intégrer plus de produits recyclés dans leurs emballages, par exemple.

Un cercle vertueux

D'autres incitatifs encourageront les entreprises à s'impliquer activement. ÉEQ parle d'une tarification « éco-modulée », selon que les entreprises s'emploient, ou pas, à mettre en marché des matériaux contenant plus ou moins de matières recyclées, et recyclables. Tout le monde y trouvera son compte. Y compris la population qui pourra plus facilement faire le tri des matières destinées au bac.

« On crée donc ainsi une sorte de cercle vertueux », illustre Yourianne Plante. « Notre objectif, conclut-elle, c'est d'améliorer les résultats de manière tellement considérable que notre modèle, propre au Québec, deviendra un exemple à suivre partout dans le monde. »

Le contenu de cet article a été produit par **Mishmash Studio de marques** en collaboration avec Éco Entreprises Québec.

L'AUTEURE DU MOIS

LAURE JACQUEMIN

Arièle Butaux

Les billets qu'elle rédige à partir de Venise, sa ville adoptive, ont ému des milliers de lecteurs du site Web de *L'actualité* dans les dernières semaines. C'est que cette créatrice aux multiples talents (elle est romancière, mais aussi musicienne, femme de radio et productrice de concerts) sait trouver la lumière dans les moments sombres, la beauté dans un quotidien sous contrainte et les leçons à tirer de ces temps d'incertitude. Voici l'un de ses billets, intitulé « À Venise, les masques tombent », écrit alors que la ville italienne en était à son 23e jour de confinement, au début du mois d'avril.

L'AUTEURE DU MOIS

Je vous écris d'une ville où les chiens promènent les humains et où la farine commence à manquer parce que la *pasta a casa* est redevenue la première religion du pays !

En quarantaine, la *spesa* demeure le moment clé de la journée. Dans leur ville toute à eux, les Vénitiens font leurs courses avec le même flegme que lorsqu'ils faisaient la queue devant les épiceries en novembre dernier, de l'eau jusqu'à mi-cuisses, pendant l'*acqua grande*. Être Vénitien, c'est faire face ! Gémir n'est pas de mise à Venise…

Au marché du Rialto, ce matin, quelque chose a changé. Des maraîchers un peu plus nombreux qu'hier, davantage de poissonniers et un frémissement, un presque rien qui, malgré la prudence et les distances soigneusement respectées, pétille discrètement, comme le prosecco à la surface du verre.

Chez Paola, figure historique du marché, s'exposent toutes les saveurs des jardins de la lagune et d'Italie, des fruits et légumes témoignant de la générosité de la terre et de ceux qui la cultivent. De ceux aussi qui se lèvent tôt le matin pour nous les apporter. Dans cette abondance et dans l'appétit qui nous conduit ici, je veux voir un signe de vie, obstiné et tenace, comme une rivière souterraine prête à émerger au soleil.

AUJOURD'HUI, COUPÉS DE TOUTE VIE SOCIALE ET DE TOUT BESOIN DE REPRÉSENTATION, IL NOUS EST PERMIS DE REDEVENIR QUI NOUS SOMMES.

Un débat on ne peut plus sérieux s'engage sur la variété d'aubergine idoine pour la *parmigiana*. On se tient à trois mètres les uns des autres, mais pour un peu on se mettrait tout de suite à cuisiner ensemble ! On entend des rires et cela fait du bien. On avait un peu oublié comment cela sonnait, un rire à Venise.

Universelle comme la musique, la cuisine est partage, plaisir, instinct de vie. Résistance. Et dans cette ville où, toute pollution disparue, les effluves doux ou épicés courent librement les rues, c'est le cœur heureux que l'on rentre chez soi, le panier aux merveilles au bout du bras. De retour à la maison, j'aime à penser que la conversation du marché se poursuit et que nous communions au-delà des murs, avec ceux qui vont bien comme avec ceux qui souffrent, dans des gestes simples et essentiels qui sont un hommage à la vie. *Andrà tutto bene*, ça va bien aller.

***

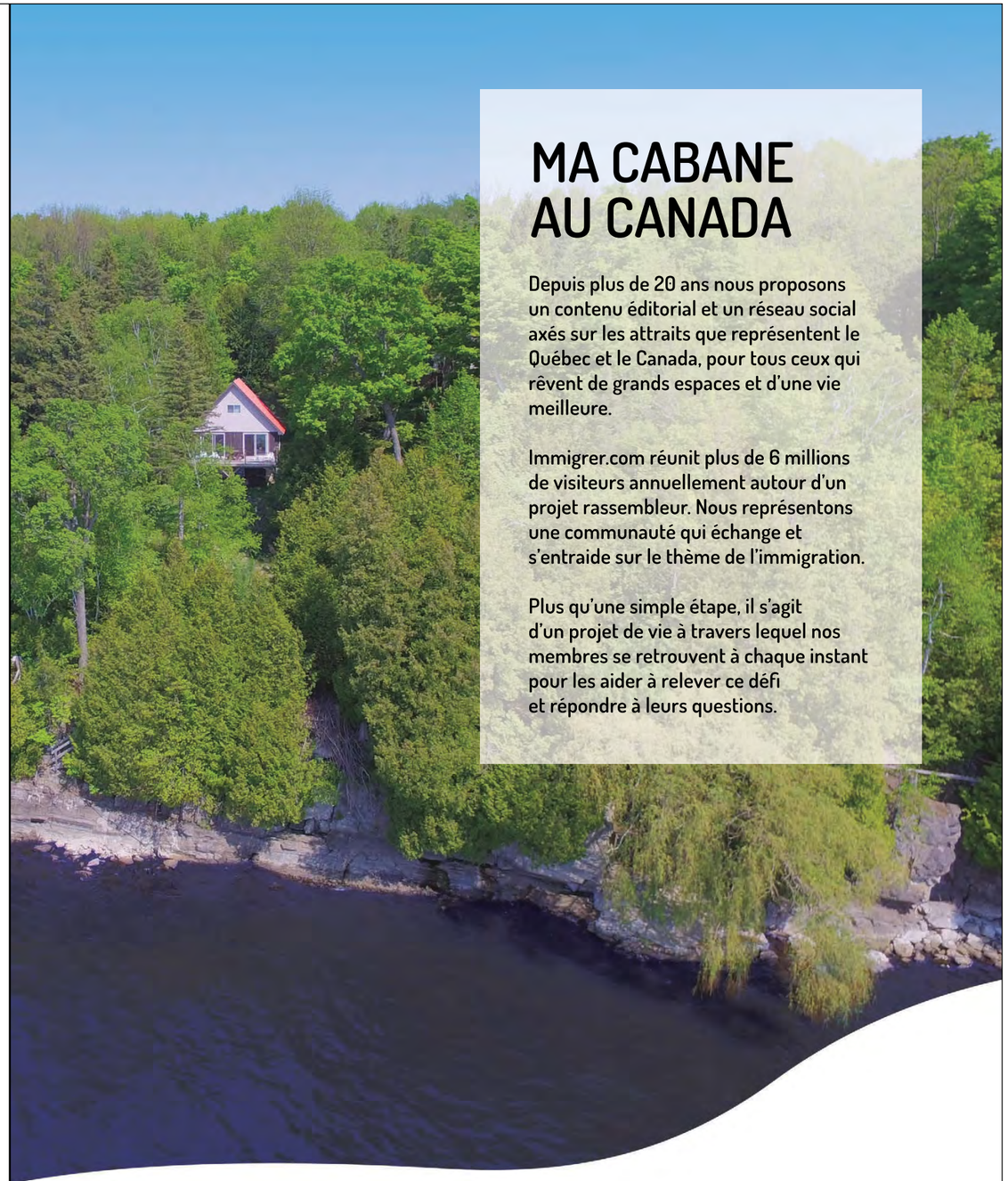
Je vous écris d'une ville où les *spazzini* (éboueurs) balaient des rues où plus personne ne passe et sonnent aux portes de chaque maison pour emporter les détritus de nos vies recluses. Où les *badanti* (soignants) veillent à domicile sur les personnes âgées quand leur propre famille ne peut plus les approcher. Où le marchand de journaux masqué rend la monnaie en pêchant les pièces au fond d'une boîte remplie d'alcool et fait la conversation, moment précieux pour qui n'entendra peut-être pas d'autre voix humaine de la journée. Où, à l'entrée nord de l'hôpital, des soignants pressés croisaient ce matin les hommes qui déchargeaient une cargaison de cercueils…

Au 23e jour de confinement, les besoins quotidiens ont fait le tri entre le futile et le vital, entre la nécessité et l'imposture, rebattant joyeusement les cartes du jeu social. Les fausses valeurs autoproclamées sont en chute libre, tandis que les discrets, les humbles, les indispensables artisans de notre survie de tous les jours sont regardés en héros.

Dans le même temps, pour chacun d'entre nous, les masques tombent. Pas ceux désormais distribués gratuitement, mais ceux qui nous permettent d'avancer planqués derrière des fonctions, des diplômes, des apparences. Ceux qui nous enferment comme autant de rôles que nous nous croyons obligés de jouer devant les autres et, ce qui est plus grave, envers nous-mêmes. Au risque de nous perdre, au risque de passer complètement à côté de notre propre vie.

À l'origine, le Carnaval de Venise permettait à chaque Vénitien d'effacer son identité sous le masque et de devenir qui il voulait. Aujourd'hui, coupés de toute vie sociale et de tout besoin de représentation, il nous est permis de redevenir qui nous sommes. Il est temps aussi d'être plus justes avec nous-mêmes et de nous reconnaître pour ce qui s'avère si précieux en ces temps troublés : notre optimisme, notre attention aux autres, nos talents culinaires…

La nuit tombe de nouveau sur la Sérénissime. Ce n'est pas encore ce soir que l'on refera le monde avec les amis en feignant de ne pas le prendre au sérieux. On ressent pourtant un sentiment de liberté, puissant, presque effrayant, à contempler par la fenêtre le ciel obscur comme un point d'interrogation sans fin.



TERROIR LA COOPÉRATIVE POUR L'AGRICULTURE DE PROXIMITÉ ÉCOLOGIQUE

POUR ET PAR SES MEMBRES

En 30 ans d'existence, jamais l'agriculture biologique québécoise ne s'était résolument unie pour mettre ses forces en commun. En 2013, la création de la Coopérative pour l'agriculture de proximité écologique (CAPÉ) a changé la donne. Depuis, la CAPÉ relève avec brio le défi de faire rayonner une agriculture respectueuse de la santé de la planète et des êtres vivants.

Mots Fanny Bourel ; photos La CAPÉ

En juin 2018, les légumes biologiques cultivés par des membres de la CAPÉ ont fait leur entrée dans les cuisines de l'hôpital Sainte-Justine. Un premier pas dans le monde institutionnel qui ravit la CAPÉ et qui représente une réussite pour cette coopérative de petits producteurs agricoles ayant su croître avec peu de moyens.

Avant la naissance de la CAPÉ existait déjà un regroupement – le Réseau des joyeux maraîchers écologiques (RJME) –, mais il s'apparente surtout à un groupe d'information et de réseautage. La volonté d'agir plus concrètement a poussé une trentaine de producteurs biologiques à s'associer pour constituer la CAPÉ avec une philosophie: lancer un mouvement organisé par et pour les membres.

Un mot d'ordre que la CAPÉ a décliné en plusieurs volets. La coopérative de services a commencé par tirer profit du Rendez-vous automnal, un événement déjà existant, organisé jusque-là par le RJME. Cette rencontre annuelle de formation permet de répondre à l'un des objectifs de la CAPÉ: mettre en place des activités de perfectionnement des compétences techniques et entrepreneuriales des membres.

Cet automne, les participants ont ainsi pu s'initier à la transformation alimentaire des surplus issus de la culture maraîchère, apprendre à optimiser la mise en marché de leurs produits en vente directe ou encore à tenir un étal gagnant dans un marché public. «Nos agriculteurs sont formés à cultiver des légumes, mais pas à mettre en marché leur production», explique Robin Fortin, administrateur de la CAPÉ, mais aussi fermier, qui cultive une trentaine de légumes différents à la Ferme de la Berceuse, non loin de Drummondville.

Vendre plus de légumes bios du Québec

Dès le départ, le plan de match de la CAPÉ ne s'est pas limité à la formation, mais s'est également attaché à promouvoir l'agriculture biologique en circuit court et à améliorer l'accessibilité aux produits locaux biologiques. «Le développement de la mise en marché était déjà au cœur du premier plan stratégique de la coopérative», indique Robin Fortin.

Alors, il y a quatre ans, la coopérative a lancé l'initiative Bio locaux. Des groupes de producteurs s'organisent pour proposer des paniers de légumes que les consommateurs peuvent prendre ou composer eux-mêmes. Cet été on pourra les retrouver au marché Maisonneuve à Montréal. «C'est une formule qui a du succès autant auprès des clients que des producteurs», précise Robin Fortin. Également, depuis 2015, les Bio Locaux mettent en marché 1700 abonnements de paniers bio hivernaux mettant ainsi en commun les produits de plus de 20 fermes membres, distribués dans plus de 30 points de livraison dans la région de Montréal. Ce projet, en opération de novembre à mai, vise à compléter l'offre des fermes du Réseau des fermiers de famille qui terminent généralement leur distribution en novembre.

La CAPÉ, qui prélève un pourcentage sur les ventes, fournit du personnel de gestion, des outils, de l'expertise et du mentorat. Le but est d'aider les producteurs à décider de qui va produire quoi pour éviter de n'avoir que des carottes et des choux à vendre, ou encore à bien optimiser la vente sur les marchés. «Il faut avoir du volume, de la variété, et ce, le plus longtemps possible dans la saison», résume-t-il, soulignant que certains légumes sont plus payants que d'autres pour les agriculteurs.

Du matériel moins cher et mieux adapté

Autre service développé par la coopérative: les achats collectifs. Cela donne la possibilité aux membres de profiter de prix de gros sur des articles comme les emballages ou encore les couteaux de récolte.

Depuis près de quatre ans, la CAPÉ a introduit un très populaire service d'autoconstruction. Il permet aux membres patenteux de partager leurs talents techniques avec le reste de la coopérative. Ainsi, les agriculteurs peuvent se fabriquer leur propre laveuse de légumes racines pour le tiers du prix d'une machine normale, ou installer à moindre coût

des moteurs sur les ouvrants des serres afin d'automatiser leur ouverture et leur fermeture. «Mécaniser certaines tâches représente un grand gain de productivité pour les producteurs», affirme Robin Fortin. Ce service de la CAPÉ bénéficie du soutien de L'Atelier paysan, une coopérative française d'autoconstruction.

Un succès financier et humain

Parallèlement à cet élargissement de l'offre de la CAPÉ, le nombre de membres a triplé, pour passer d'environ 100 personnes à plus de 300. Au-delà du chiffre, cette évolution se traduit par une forte mobilisation des membres. «Beaucoup de personnes ont investi du temps et fait preuve d'un grand engagement», se félicite monsieur Fortin.

De plus, la CAPÉ a vu son chiffre d'affaires être multiplié par dix en cinq ans pour atteindre un million de dollars en 2018. Une réussite, selon Robin Fortin: «C'est plus difficile d'être viable économiquement pour une coopérative de services que de marchandises.»

Quant aux membres, à l'heure où les petites fermes maraîchères biologiques se multiplient, nombre d'entre elles ont pu consolider et pérenniser leur activité agricole en intégrant la CAPÉ: «Stabiliser une partie de sa mise en marché vaut de l'or pour un producteur», affirme-t-il.

Cap sur les régions

L'avenir de la CAPÉ s'annonce riche en projets. Le réseau des fermiers de famille, géré pour le moment par l'ONG Équiterre, et dont la majorité des membres font déjà aussi partie de la CAPÉ, a pu intégrer la coopérative au début de l'année 2020. Ce réseau de producteurs fournit des paniers de légumes sur abonnement.

Et les Bio locaux devraient bientôt faire des petits ailleurs au Québec, notamment sur la Rive-Sud de Montréal, en Estrie et dans le Centre-du-Québec.

«L'idée est de partager avec les agriculteurs de proximité situés en région notre expertise et nos outils tout en leur donnant une couleur locale, car on ne s'adresse pas de la même manière aux consommateurs de Montréal qu'à ceux de Rimouski», explique Robin Fortin. Il faut dire que l'agriculture biologique fait face à des défis importants en région, entre la difficile relève agricole et un marché caractérisé par une faible densité de la population.

À terme, la CAPÉ aimerait offrir d'autres aliments biologiques et étendre la solidarité entre ses membres à la signature d'un pacte entre les agriculteurs afin que, par exemple, un producteur ne se retrouve pas sans légumes pendant trois semaines si ses terres sont frappées par la grêle.

La Coopérative pour l'agriculture de proximité écologique
cape.coop

Desjardins

Aux quatre coins du Québec, nous avons besoin d'imagination et de gens inspirés. Desjardins accompagne les entrepreneurs qui rêvent de participer au développement local de leur région. Vous avez une idée ? Nous pouvons travailler avec vous pour la réaliser !

NOUVEAU MAGAZINE DISPONIBLE
visitez **tourduquebec.ca**

MATHIEU VOUS RÉPOND

ALORS QUE TOUT LE MONDE AUTOUR DE MOI A PERDU SON EMPLOI OU EST DANS UNE SITUATION PRÉCAIRE, LA CRISE M'A RELATIVEMENT ÉPARGNÉ. COMMENT VIVRE AVEC LE SENTIMENT DE CULPABILITÉ ?

Votre mère avait mille reproches à vous faire quand vous avez quitté votre poste dans un important cabinet d'avocats pour lancer votre entreprise de papier de toilette artisanal. « Il n'y a pas d'avenir là-dedans », répétait-elle. Aujourd'hui, coup de théâtre, vous êtes un des rares à avoir évité le pire. Au passage, vous avez même gagné de l'argent… et de la culpabilité.

Mais pourquoi, au fond ? Posséder des biens ou être dans une bonne situation ne génère pas en soi de la culpabilité. Avoir 482 boîtes de conserve de pois chiches dans son armoire démontre peut-être un amour un peu intense pour le houmous, mais ce n'est ni bien ni mal. Or, emmagasinez-en la même quantité alors que tout le monde autour n'a rien à se mettre sur le pita, et vous verrez la culpabilité se pointer le nez.

On ne se sent pas coupable de posséder, mais bien de ne pas redonner au suivant ou de ne pas aider. La solution est donc claire : utilisez votre position privilégiée pour améliorer la vie de ceux qui vous entourent. Aidez des inconnus par l'intermédiaire d'organismes ou aidez des proches d'une manière directe, peu importe. Donnez de votre temps, donnez de votre argent, nourrissez votre quartier en entier avec la plus grande quantité de houmous jamais vue. Les options sont nombreuses pour qui les cherche.

Après des semaines à se confiner et à se rationner, on a peut-être perdu l'habitude de s'ouvrir et d'offrir. Or, nos sociétés ont besoin de ça maintenant autant qu'on avait besoin de dessins d'arcs-en-ciel dans les fenêtres pour se dire « ça va bien aller » quand tout ça a débuté.

Idéalement, l'altruisme et la générosité nous viendraient de façon naturelle. On devrait être charitable parce que c'est la bonne chose à faire, mais on a parfois besoin d'un motif extérieur pour aller du côté de la lumière. Par exemple en faisant taire cette petite voix qui nous taraude chaque fois qu'on ouvre une boîte de conserve de pois chiches. L'égoïsme est un drôle de point de départ pour l'altruisme, mais la personne qui reçoit l'aide à l'autre bout s'en fout un peu.

S'il y a une leçon que la pandémie nous a apprise, c'est que nous dépendons tous des autres. Des fois, notre sort dépend de leur inaction complète, et on les remercie de rester à la maison à regarder en rafale les épisodes d'une *sitcom* des années 1990. D'autres fois, il dépend de la capacité des plus forts à aider les plus faibles.

Quand les temps sont durs, il importe d'avoir le cœur tendre.

ENVOYEZ-NOUS VOS QUESTIONS :
redaction@lactualite.com

L'actualité se réserve le droit d'éditer et d'abréger les questions reçues.

ILLUSTRATION : STÉPHANIE AUBIN POUR L'ACTUALITÉ

Converser avec un lama

Quelle meilleure façon de briser la monotonie d'une vidéoconférence que d'y inviter un lama ? C'est ce qu'offre le refuge d'animaux californien Sweet Farm. Pour un tarif variant de 60 à 250 dollars américains, on a accès à différentes interactions virtuelles avec ses résidants. Le succès est si grand que d'autres refuges se sont joints à l'initiative afin de répondre à la demande.

Pas de Passion

En 1632, les habitants d'Oberammergau, en Bavière, ont fait le serment de produire une représentation de la Passion du Christ tous les 10 ans si la peste qui dévastait des villes voisines épargnait la leur. Le vœu fut exaucé, et la promesse était jusqu'à récemment tenue depuis près de 400 ans. Hélas, la 42e production, qui devait avoir lieu en 2020, a été annulée… pour cause d'épidémie, bien entendu.

Coup sûr

Le baseball a repris à Taïwan en avril, mais sans assistance, ce qui a poussé certaines équipes à se montrer créatives pour conserver un minimum d'ambiance. Ainsi, les Rakuten Monkeys de Taoyuan ont rempli des estrades avec des spectateurs en carton et des robots équipés de tambours. Les partisans de l'équipe peuvent payer pour que leur visage soit affiché sur l'un de ces mannequins.

Besoin d'intimité

Les employés du zoo Ocean Park, à Hong Kong, tentaient depuis 10 ans de convaincre les pandas Le Le et Ying Ying de s'accoupler, en vain.

Or, en mars, deux mois après que l'établissement eut fermé ses portes aux visiteurs, l'heureux événement s'est produit. La direction du parc zoologique a bon espoir que cette union porte ses fruits, puisque les chances de gestation sont plus élevées à la suite d'un accouplement naturel qu'après une insémination artificielle.

Prendre les grands moyens

Le maire de Dnipro, en Ukraine, a fait creuser 615 tombes dans plusieurs cimetières de la ville alors qu'aucun décès n'y avait encore été enregistré. L'objectif était apparemment de convaincre les citoyens de se conformer aux mesures de confinement mises en place.

SPECTATEURS : GENE WANG / GETTY IMAGES ; PANDAS : D.R. ; ILLUSTRATIONS : STÉPHANIE AUBIN POUR L'ACTUALITÉ
SOURCES : BUSINESS INSIDER ; CBC ; CNN ; COURRIER INTERNATIONAL ; MACLEAN'S

EN COMMENÇANT PAR LA FIN

D.R.

Marcher sans se croiser

Ce parc qui n'existe encore que sur papier, tiré de l'esprit d'un designer autrichien, se nomme le « parc de la distance ». Le concept : des couloirs larges de 90 cm, bordés de haies, permettent de marcher pendant environ 20 minutes en étant assuré de maintenir en tout temps une distance sécuritaire avec les autres marcheurs. À l'entrée de chaque couloir, une barrière indique s'il est déjà emprunté ou s'il est libre. Certes, il en résulte une promenade qui tranche avec l'idée qu'on se fait généralement d'une marche en nature… Mais toutes les propositions qui nous aideront à vivre le déconfinement sont les bienvenues.